







سكنا في الجبل

# étranger

## LA «SÉCESSION» DU SUD-LIBAN

### M. Chamoun estime que le commandant Haddad «n'est pas un traître»

La fin du blocus des «casques bleus» par les milices chrétiennes à Naqoura, au Sud-Liban, aurait été décidée par le commandant Saad Haddad. Cette nouvelle, donnée vendredi 20 avril par la radio israélienne, est le signe d'une détente provisoire dans une situation qui reste néanmoins explosive.

Les milices avaient violemment bombardé les positions de la Force intermédiaire des Nations unies (FINUL) mercredi, à l'arrivée du détachement libanais qui doit symboliser l'autorité du gouvernement au Sud-Liban, et avaient coupé par leurs tirs la route qui relie le quartier

général de la FINUL aux autres unités de «casques bleus» dans la région.

En levant le blocus, le commandant Saad Haddad a voulu, disent les Israéliens, faire un geste de bonne volonté pour diminuer la tension. Mais en même temps, les milices chrétiennes affirment dans un communiqué publié par le quotidien de Beyrouth, «Al Nahar», qu'elles poursuivront «la lutte jusqu'à la mort» contre l'armée libanaise et les «casques bleus» et qu'elles exécuteront sans jugement le commandant du contingent libanais «dès qu'il sera capturé».

● A BEYROUTH, M. Camille Chamoun, président en exercice du Front libanais, groupant les partis conservateurs, a pris vendredi la défense du commandant Haddad qui, a-t-il dit, «n'est pas un traître».

La proclamation de l'«Etat» du «Liban libre» par Saad Haddad «ne constitue pas une partition mais une forme de soulèvement visant à libérer tout le Liban des forces armées qui l'occupent», a ajouté M. Chamoun, qui a conclu en soulignant que le Liban avait «besoin d'une force semblable à celle du commandant Haddad pour libérer tout le pays, et non une partie seulement».

● AUX NATIONS UNIES, M. Waldheim considère que la FINUL est dans l'impossibilité de «s'acquiescer intégralement de son mandat et joue, par la force des choses, un rôle sensiblement différent de celui pour lequel elle a été constituée».

Le secrétaire général, dans son rapport «intermédiaire» au Conseil de sécurité, déclare d'autre part que la position d'Israël sera «révisée» pour permettre à la FINUL de mieux accomplir sa mission au Sud-Liban, ainsi que pour tenter d'établir l'autorité du gouvernement libanais.

### Israël : coopération «irréversible» avec les milices

● A TEL-AVIV, dans une interview accordée à la télévision israélienne, le commandant Haddad a déclaré qu'il faisait «tout son possible» pour atténuer la tension entre les troupes et les forces de l'ONU.

«Israël et les chrétiens du Sud-Liban ont le même ennemi, nous menons le même combat, à savoir la libération du Liban», a-t-il ajouté, «nous ne combattons pas pour Israël mais pour notre indépendance, a-t-il ajouté. Les allégations de nos ennemis disant

que nous serons annexés par Israël sont dénuées de tout fondement : nous sommes et demeurerons partie intégrante du Liban».

Le commandant Haddad considère ses milices «comme la seule armée libanaise légitime», et toutes les autres «étant, selon lui, «sous le commandement des Syriens et l'influence ou les pressions de l'O.L.P.».

«Nous espérons pouvoir un jour libérer tout le Liban des armées étrangères qui l'occupent. Ce jour-là, je me rendrai à Beyrouth», a affirmé l'officier dissident. «J'estime, a-t-il ajouté, qu'il n'y aura pas de solution au problème du Sud-Liban, sinon dans le cadre de la solution de tout le problème libanais et du problème du Proche-Orient».

De son côté, le général israélien Avigdor Ben-Gal, commandant du front Nord, a souligné «le caractère irréversible de la coopération entre Israël et les milices chrétiennes du Sud-Liban».

«Israël, a-t-il ajouté, apporte aux chrétiens une aide humanitaire, économique, militaire. En contrepartie, les milices du commandant Haddad «n'ont rien de plus difficile les infractions en Israël des fedayin et facilitent aussi nos rapports».

## IRAN

### LE CHAH INDÉSIRABLE AUX ÉTATS-UNIS ?

Selon des informations recueillies de source sûre par notre confrère Bernard Gwertzman, du New York Times, le président Carter aurait envoyé, la mois dernière, un «ambassadeur particulier» auprès du chah d'Iran, alors au Maroc, pour le dissuader de venir s'établir aux États-Unis. Pressenti pour cette mission de confiance, le président de la Chase Manhattan Bank, M. David Rockefeller et M. Kissinger auraient décliné cette proposition «avec irritation».

L'ancien secrétaire d'État ne fait d'ailleurs pas mystère des sentiments que lui inspire l'attitude américaine envers le chah. Le 9 avril, au cours du dîner annuel de la Harvard Business School, il avait dit : «Un souverain qui fut pendant trente-cinq ans l'ami des États-Unis, ne devrait pas être traité comme le héros du Valseau fantôme» dans sa vaine quête d'un port d'attache. M. Kissinger trouve «incroyable» que l'on ait pu refuser un visa au chah.

Le nom de la «personne privée», qui se charge d'apporter à ce dernier le nouveau qu'il serait important sur le sol des États-Unis, n'a pas été révélé. En revanche, toujours selon le New York Times, ce serait grâce à l'intervention américaine que le chah aurait pu trouver aux Bahamas une résidence provisoire. Mais il ne saurait toujours pas où se fixer. Le Mexique, où il songerait s'installer, n'en veut pas, et l'un de ses proches, l'ancien ambassadeur d'Iran à Washington, M. Ardeshir Zahedi, serait en train de voyager en Amérique latine en vue de trouver un pays qui accepterait d'accueillir l'ancien souverain.

### «Enfants de Satan» pour l'ayatollah Khomeiny

### Les militants de gauche voient reconnaître leur «droit à l'existence» par l'ayatollah Taleghani

L'ayatollah Taleghani, chef du courant progressiste au sein de la direction religieuse iranienne, s'est prononcé, vendredi 20 avril, pour le maintien des activités communistes et l'octroi d'une large autonomie aux minorités ethniques.

Alors qu'à la même heure l'ayatollah Khomeiny évoquait la menace que les militants de gauche, «des enfants de Satan», feraient courir à l'Iran, l'ayatollah Taleghani a estimé, dans un discours à Qom, que «les communistes doivent exister».

Après avoir déclaré que les minorités «doivent décider de leur sort» et annoncé que des élections régionales seront organisées dans toutes les provinces peuplées par des minorités ethniques, il a fait remarquer : «On nous dit qu'il y a la faveur de ces élections, les communistes vont s'effriter dans les conseils régionaux. En bien, qu'ils essaient. L'ancien régime avait peur d'eux. Nous, nous ne devons pas les craindre. Les communistes ne représentent rien chez nous, mais ils ébranleront le néant et nous les opprimeront, et nous aurons donné une preuve de notre justice et de notre manque de confiance en l'islam».

Sur les autres points, l'ayatollah Taleghani a repris les thèmes développés par l'ayatollah Khomeiny : «Le peuple apaisé», il a dit, «est la révolution n'est pas terminée». «Nous avons du chômage, a-t-il dit, notre économie est malade, les désordres continuent, nous faisons face à de nombreux problèmes, tout cela est vrai. Mais l'ennemi amplifie ces difficultés et les décrit comme étant plus grandes qu'elles ne sont».

Au même moment, quelque deux mille manifestants attaquèrent le siège des fedayin (marxistes autonomes) à Abadan, grand centre pétrolier situé à 500 kilomètres au sud-ouest de Téhéran.

Des coups de feu ont été tirés, et un certain nombre de personnes ont été blessées. Trente sympathisants des fedayin ont été arrêtés par des manifestants, et des armes saisiées, qui ont été portées au comité islamique local. Annaparavani, les manifestants avaient assiégé la mairie, ou des intellectuels sans travail faisaient un sit-in depuis quatorze jours.

C'est, semble-t-il, la première fois qu'un mouvement de gauche subit une attaque d'une telle ampleur depuis la révolution. Il y a deux mois, cette manifestation intervint d'autre part moins de vingt-quatre heures après le discours de l'ayatollah Khomeiny à Qom (50 kilomètres au sud de Téhéran), qui était notamment interrogé sur la participation de «non-progressistes» aux manifestations de solidarité à l'égard de l'ayatollah Taleghani.

Ces incidents, qui suivent de près la démission du conseil d'administration de la raffinerie d'Abadan, soulignent la dégradation du climat dans la capitale du Khomeinisme.

A Nagadeh, dans l'est de l'Iran, cinq personnes ont été tuées et cinquante autres blessées vendredi dans l'attaque d'une réunion du parti démocrate kurde (P.D.K.) par des éléments non identifiés. L'attaque a débuté alors que les militants du P.D.K. s'apprêtaient à inaugurer un bureau de ce parti dans la ville. Les échanges de coups de feu se poursuivirent ce samedi matin à Nagadeh entre les autonomistes kurdes et leurs adversaires. (A.F.P., U.P.I.)

## UGANDA

### Le maréchal Amin se trouverait toujours à Jinja

Kampala (Reuters). — Le maréchal Idi Amin se trouverait encore à Jinja avec un millier de soldats, se préparant sans doute à livrer une dernière bataille, croient savoir des réfugiés arrivés à Kiboni, au sud de la grande route reliant Kampala à Jinja.

Des Mercedes noires, qui auraient conduit le maréchal et sa suite à Jinja la semaine dernière, ont été aperçues dans les rues de la ville. Selon les réfugiés, les soldats fidèles au régime déchu ont érigé deux barrières routières à proximité des chutes d'Owen, juste en dehors de la ville.

Il semble que le maréchal Amin

## ALGÉRIE

### SELON LA «TRIBUNE DE LAUSANNE» L'affaire du «trésor du F.L.N.» serait en voie de règlement

De notre correspondant

Berne. — L'affaire du «trésor du F.L.N.», qui perturbe depuis plusieurs années les relations entre la Suisse et l'Algérie, est-elle en passe d'être réglée ? C'est ce que croit pouvoir affirmer la Tribune de Lausanne du vendredi 20 avril qui écrit qu'une «solution satisfaisante pour tous» aurait été trouvée. Un accord aurait été conclu, début avril, à Berne entre M. Smail Elmandj, secrétaire général du gouvernement algérien, et M. Aubert, chef de la diplomatie helvétique. Toujours selon le quotidien, il ne manquerait plus que l'approbation de la commission fédérale des banques pour permettre à l'Algérie de récupérer les 40 millions de francs suisses représentant le «trésor du F.L.N.».

Tout en se refusant à commenter ces informations, les autorités helvétiques ont déclaré qu'une négociation algérienne conduite par M. Ramdani a eu des entretiens les 2 et 3 avril à Berne. Ces conversations faisaient suite à des discussions commencées à Alger au cours des derniers mois. Mais le département suisse des affaires étrangères reste muet sur la teneur des négociations.

L'affaire du «trésor du F.L.N.» remonte à 1962. Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, M. Mohamed Khider, ancien trésorier du F.L.N., avait confié quelque 40 millions de francs suisses, provenant des fonds de l'organisation, à la Banque com-

## ÉGYPTÉ

Se prévalant de 99,95 % de «oui» au référendum

### Le président Sadate refuse aux opposants le «droit d'aller contre les intérêts nationaux»

A la suite de la publication des résultats du référendum, le ministre égyptien de l'intérieur, M. Nabawi Ismail, a lancé vendredi 20 avril un avertissement aux opposants du traité israélo-égyptien, affirmant que «le peuple égyptien n'hésitera pas à faire preuve de fermeté à l'égard de quiconque tenterait d'exploiter l'atmosphère démocratique en Égypte pour susciter des doutes sur la voie populaire, ou menacerait l'unité nationale».

Les égyptiens, a-t-il dit, de vous en tenir à vos conceptions erronées malgré ce vote populaire massif. Mais vous n'avez pas le droit d'aller contre les intérêts nationaux».

De notre correspondant

Le Caire. — Selon les chiffres officiels, les Égyptiens, qui ont voté jeudi 19 avril par voie référendaire, ont dit «oui» à une proposition de 99,95 % au traité de paix avec Israël et aux mesures d'alignement de l'économie égyptienne sur le système libéral, selon le pouvoir, à libérer le système politique.

L'échange des instruments de ratification des accords israélo-égyptiens pourra donc avoir lieu comme prévu au Sinaï, le mercredi 25 avril.

Sur le plan intérieur, l'approbation populaire va se traduire par la dissolution du Parlement élu en 1976 et qui aurait dû rester en fonction encore deux ans. Mais le régime, en procédant à de nouvelles élections législatives, a-t-il dit, «a permis de donner à la nation une impression de renouveau». Quant au cabinet Mustapha Khalil, il avait été formé en octobre 1978 dans la perspective de la fin de l'état de guerre. Parmi les autres mesures adoptées par référendum, on note la création d'un «conseil consultatif» représentant toutes les couches de la population auprès du président, la «consécration légale de la presse en tant que quatrième pouvoir», la liberté de créer des partis politiques et la proclamation des «droits

### Des élections libres

Ces décisions d'alignement libéral ne vaudront évidemment que par l'application qui en sera faite. On peut douter par exemple de la volonté de certains dirigeants de vouloir alléger la chape de plomb pesant sur les journaux égyptiens. En revanche, il est possible que les élections générales se déroulent, comme en 1976, dans un climat à peu près exempt de pressions officielles. M. Moustafa El-Sheld, vice-président du conseil chargé des affaires parlementaires, a même promis que «les partis qui se sont dissous pourront se reconstituer». Le numéro deux du gouvernement faisait allusion au Waed, parti nationaliste modéré d'opposition.

Les 99,95 % de «oui» au référendum de jeudi ne donnent évidemment pas une image très démocratique du régime. Cependant, ce pourcentage n'est pas étonnant dans un pays où traditionnellement ne se déroulent que des élections truquées, que les partisans du gouvernement. En revanche, le chiffre de 9 520 000 votants sur 10 300 000 électeurs inscrits ne laisse pas perplexes : les seuls observateurs étrangers, si la participation électorale a sans aucun doute été plus forte, de ce qui n'était pas difficile, que lors du référendum sur la restriction des activités politiques en mai 1978, il ne semble pas qu'elle ait atteint un taux aussi élevé que celui indiqué par les résultats officiels. Mais on ne s'arrête pas ici à de tels «détails». Le rais pour se prévaloir de l'appui massif de son peuple tant auprès de ses détracteurs arabes que de ses opposants locaux, notamment les extrémistes religieux.

Autres sujets de satisfaction pour le président M. Begin l'a chaleureusement félicité pour le succès du référendum. Quant aux Américains, ils viennent de confirmer que leur aide économique à l'Égypte arriverait effectivement cette année au niveau de 1 milliard de dollars, dont la moitié en dons.

J.-P. FERONCEL-HUGOZ.

## TCHAD

### TRIPOLI DÉMENT LES «ALLÉGATIONS» SUR SON INTERVENTION MILITAIRE

Tripoli (A.F.P.). — La Libye a démenti, vendredi soir 19 avril, que ses troupes mènent une offensive au Tchad (Le Monde du 21 avril).

Dans un communiqué diffusé à Tripoli, le secrétaire aux affaires étrangères dément les «allégations propagées par une clique qui se présente comme conseil d'État du Tchad», et invite «tous ceux qui recherchent la vérité à se rendre dans les régions indiquées afin de tout savoir sur cette histoire imaginaire». Il assure que la Libye, «liée au peuple tchadien par des rapports historiques, spirituels et culturels, regrette que de telles allégations soient diffusées par des éléments qui étaient soutenus par elle et qui lui doivent leur présence actuelle à N'Djamena».

«Au Tchad, a-t-il écrit, la seule légalité est déterminée par la troisième conférence du Frontal» (1). Il ajoute le communiqué, «Personne ne peut parler au nom du peuple tchadien déchiré par la lutte pour le pouvoir», conclut-il.

Par ailleurs, l'agence de presse de Tripoli Jana affirme que la condamnation par Le Caire de «l'agression militaire libyenne contre le nord du Tchad dévoile les intentions du régime égyptien qui prépare une action contre la Libye».

(1) Il s'agit de la nouvelle conférence de réconciliation qui doit se réunir prochainement à Kano (Nigeria).

## RHODÉSIE

### DEUX PARLEMENTAIRES FRANÇAIS JUGENT LES ÉLECTIONS «LIBRES ET CORRECTES»

L'aviation rhodésienne a lancé, le vendredi 20 avril, un raid contre des «installations terroristes» au Mozambique, ont annoncé les autorités militaires de Salisbury, sans fournir d'autres précisions.

Au quatrième jour du scrutin, qui se termine ce samedi 21 avril, 87 % des électeurs avaient pris part au vote. Fort de ce chiffre, le premier ministre rhodésien, M. Smith a d'ores et déjà invité la communauté internationale à reconnaître le gouvernement à majorité noire qui sortira du scrutin.

Au cours d'une conférence de presse à Salisbury, deux députés français, MM. Jacques Féron (R.P.R. Paris) et Maurice Ponsardier (U.D.F. Indre) ont déclaré que ces élections se déroulaient de façon «libre et correcte». Ils ont ajouté qu'ils feraient tout pour persuader la France de reconnaître le nouveau gouvernement rhodésien et de lever les sanctions économiques contre Salisbury.



**BALLY**  
monsieur

Good : 295 F ou 315 F selon peausserie - En vente dans les succursales et chez les dépositaires.



# EUROPE DIPLOMATIE

## Espagne

UN IMPORTANT RESPONSABLE  
DES GRAPPO  
EST TUÉ PAR LA POLICE

Madrid (A.F.P., Reuter). — Un des principaux dirigeants des Grupos revolucionarios anti-fascistas du 1<sup>er</sup> octobre (GRAPO), M. Juan Carlos Delgado Godea, a été tué le vendredi 20 avril à Madrid au cours d'une fusillade avec les policiers venus pour l'arrêter. Il était un des terroristes les plus recherchés en Espagne. Sa photo avait été affichée sur les murs de Madrid. Chef de la « section technique » des GRAPPO, il avait été le cerveau des principales opérations terroristes réalisées par le mouvement contre les policiers à Madrid et Barcelone.

Le GRAPPO se présente comme la branche armée du parti communiste reconstitué, et a revendiqué de nombreux attentats, à Madrid et Barcelone, au cours desquels plusieurs policiers ont été tués.

D'autre part, des affrontements entre militants nationalistes basques et forces de l'ordre à Pamplonne ont fait quatre blessés, dont un sérieusement atteint, dans la soirée du 19 avril. Les manifestants avaient dressé des barricades dans le vieux quartier de la ville. Ils protestaient contre l'élection à la mairie d'un socialiste plutôt qu'un représentant du parti basque d'extrême gauche Herri Batasuna.

Enfin, deux délégués syndicaux de l'usine Ford d'Almussende, près de Valence, qui observaient une grève de la faim depuis dix-huit jours, ont été hospitalisés dans un état critique. Ils protestaient contre leur renvoi, survenant durant un conflit non encore réglé, à la filiale espagnole de Ford, au sujet des salaires et des conditions de travail.

● Un décret royal légalisant l'enseignement de la langue basque dans les provinces du Guipuzcoa, de la Biscaye et de l'Alava a été approuvé le vendredi 20 avril à Madrid par le conseil des ministres espagnol. La quatrième province basque, la Navarre, n'est pas mentionnée dans ce décret.

## Union soviétique

**LIBÉRATION ANTICIPÉE  
DE CINQ JUIFS  
CONDAMNÉS POUR TENTATIVE  
DE DÉTOURNEMENT D'AVION**

Moscou (A.F.P.). — Cinq juifs soviétiques condamnés à dix ans de prison pour tentative de détournement d'avion ont été libérés, quatorze mois avant l'expiration de leur peine, et au moins quatre d'entre eux ont reçu un visa d'émigration, vendredi 20 avril, l'académicien dissident Andreï Sakharov.

Les cinq intéressés — Zaimanov, Anatoli Altman, Leib Khnozh, Boris Penson et Gueïl Butman — faisaient partie d'un groupe de juifs qui avaient, selon l'accusation, projeté de s'emparer d'un avion en avril 1970, pour fuir l'U.R.S.S. Cinq autres membres du groupe, dont Edouard Kouznetsov et Youri Fedorov, primitivement condamnés à mort et dont la peine avait été commuée en quinze ans de prison, sont toujours détenus.

La libération des cinq juifs fait suite à un décret du président du Soviet suprême daté du 18 avril. M. Zaimanov, Altman, Khnozh et Penson, qui se trouvent à Riga (Lettonie), ont reçu un visa d'émigration.

Selon l'académicien Sakharov, on ignore si M. Butman, qui retourne à Leningrad, a reçu lui aussi l'autorisation de quitter l'U.R.S.S.

**Le prochain voyage du pape en Pologne**

**WASHINGTON S'ÉMEUT  
DE LA TAXE D'ACCREDITATION  
IMPOSÉE AUX JOURNALISTES**

Le département d'Etat américain a demandé des explications aux autorités de Varsovie au sujet de la taxe d'accréditation de 350 dollars (1.500 francs français) qui frappe chaque journaliste, désireux de suivre le pape Jean-Paul II dans son prochain voyage en Pologne (le Monde du 13 avril).

Selon le porte-parole du département d'Etat, cette taxe constitue « un obstacle injustifié au journalisme et n'est pas dans l'esprit des accords d'Helsinki » en vertu desquels les trente-cinq pays signataires sont dans l'obligation d'améliorer les conditions de travail des journalistes.

Selon le porte-parole, le gouvernement polonais a informé les Etats-Unis que les revenus de cet impôt seraient utilisés pour augmenter un nouveau centre de presse et il a promis de fournir à Washington « davantage d'information sur la façon dont l'argent récolté serait utilisé ».

Pour le Washington Post cette taxe polonaise équivaut à un « hold-up ».

## Les responsables chinois paraissent approuver l'idée d'un nouvel ordre mondial

nous déclare M. Georges Berthouin, président pour l'Europe de la commission trilatérale

Pékin. — M. Berthouin, en sa qualité de président international du Mouvement européen, vient d'être l'hôte, à Pékin et Shanghai, de l'Institut chinois des affaires étrangères. Sa visite précède de quelques jours l'ouverture, à Tokyo, le 22 avril, de la session de la Commission trilatérale, dont il est, d'autre part, président pour l'Europe, qui doit notamment débattre de l'entrée de la Chine dans la communauté internationale. La Commission trilatérale, fondée en 1973, à l'initiative de David Rockefeller, réunit des personnalités privées d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et du Japon, pour l'étude de problèmes mondiaux.

« Vous avez été invité en qualité d'Européen. Quelle vision de l'Europe a-t-on actuellement de Pékin ? »

— Vue de Pékin, l'Europe est une évidence. Plus que chacune des nations qui la composent, elle est considérée par les Chinois comme le seul interlocuteur de taille convenable pour des négociations aussi bien commerciales, industrielles que financières. De plus, dans la recherche d'un nouvel équilibre mondial, les Chinois considèrent que seule une Europe unie peut jouer un rôle politique et militaire de premier plan.

Chaque pays européen est placé par conséquent en position de concurrence effrénée vis-à-vis d'autres pays d'Europe. Ceci peut apporter des avantages à court terme pour les pays concernés et certainement pour les Chinois. Mais, à la longue, cela nuira aux intérêts nationaux et à l'autorité de ces différents Etats européens car aucun d'eux, pris séparément, n'a le poids suffisant pour être pris durablement au sérieux au moment où commencent un jeu mondial où seules les puissances à dimensions continentales compteront. J'ai senti souvent dans mes conversations une difficulté au tant qu'Européen. En effet les Chinois, pour la première fois de leur histoire, partent pour leur part au nom d'un pays à la fois uni, indépendant et destructeur de l'envie à la communauté internationale. J'aurais certes pu m'exprimer en qualité de citoyen d'une Europe, elle aussi, unie et indépendante. Mais j'ai été contraint de reconnaître que notre civilisation est loin d'être complète et notre indépendance loin d'être entière. Comme mes interlocuteurs m'ont pressé de questions sur les prochaines élections au Parlement européen, j'ai pu toutefois expliquer que cette première consultation au suffrage universel direct sans modification des traités contribuerait à transformer une communauté diplomatique et technocratique en une communauté politique et à base populaire.

« Vous parlez d'une Chine destructrice de l'envie à la communauté internationale. Ce sujet est précisément à l'ordre du jour de la Commission trilatérale dont vous êtes le président pour l'Europe. Les Chinois se sont-ils également adressés à vous en ce qui concerne la Trilatérale ? »

— Les Chinois, très évidemment informés de nos fonctions dans cette Commission, ont montré, sans aucun esprit de critique ou d'égoïsme, la plus grande curiosité pour les structures et les activités de la Trilatérale. J'ai été amené à préciser qu'il s'agit d'une organisation de personnes

## De notre correspondant

privées de grande influence personnelle qui discutent des problèmes à moyen et long terme qui se posent non seulement au Japon, à l'Amérique du Nord et à la Communauté européenne, mais à l'ensemble du monde.

« Il est certain que la notion d'interdépendance qui est à la base des réflexions trilatérales, retient aujourd'hui l'attention des responsables chinois. L'interdépendance signifie en effet pour eux d'une part accès aux technologies les plus avancées et participation au monde moderne ; d'autre part stabilité internationale, dont la Chine reconnaît la nécessité pour mener à bien ses programmes de modernisation.

— Interdépendance et stabilité sont-elles conciliables dans l'esprit des responsables chinois avec leur politique de suite, contre ce qu'ils appellent « l'impérialisme » et leurs efforts pour lui opposer un front international aussi large que possible ? »

Je note que mes interlocuteurs ont parlé de « l'impérialisme » plutôt que d'« expansionnisme », la part de l'U.R.S.S. J'ai exposé les raisons pour lesquelles une coalition de la Chine, de l'Amérique, de l'Europe occidentale et du Japon, dans l'état actuel des choses, aux intérêts de chacun pris séparément, ni à ceux de la paix mondiale. Les situations géopolitiques sont très différentes et il faut certainement laisser aux dirigeants de l'U.R.S.S. ou à leurs successeurs la responsabilité d'apprécier les conséquences de la poursuite d'une politique d'expansion. J'ai toujours souligné que nous ne serions pour notre part adopter une conduite qui soit placée dans une vision globale de l'ordre politique mondial.

« J'ai expliqué que, si de nouveaux obstacles ne se dressent pas sur cette voie, la Chine, puissance mondiale, devrait prendre sa place dans une négociation globale qui ouvre une Europe unie (condition essentielle), le Japon, l'Amérique du Nord incluant d'autres pays, dont l'Union soviétique. Ceci ouvre l'objectif pour l'horizon 1985. Une telle négociation ne saurait être abordée dans un esprit de confrontation entre intérêts politiques et nationaux adverses, mais dans la perspective d'une synthèse constructive entre le respect des souverainetés nationales et les impératifs croissants de l'interdépendance mondiale.

« Je constate que ces idées ont été qualifiées de « nouvelles » et « judicieuses » par mes interlocuteurs chinois.

— La participation de la Chine à la recherche d'un nouvel ordre mondial signifie-t-elle un abandon de sa vocation révolutionnaire ?

— Je ne le crois absolument pas. La Chine conserve à l'intérieur de son territoire sa vocation révolutionnaire. Si un jour elle s'associe à l'organisation de la stabilité mondiale, cela n'aura aucun effet négatif sur les aspirations révolutionnaires des uns et des autres. En effet, force est de constater qu'en l'absence de systèmes mondiaux nous vivons sous le régime d'arbitraires plus ou moins puissants qui ne manquent pas de capter à leur profit tout élan révolutionnaire qui se manifeste et de le détourner de ses objectifs d'origine. En revanche, toute révolution qui naît dans des conditions authentiques d'interdépendance peut suivre un mode.

« Les révolutions française et américaine, la révolution bolchevique ont été et sont encore des modèles. La révolution chinoise peut continuer à en être un, même si la Chine contribue à l'organisation de la paix internationale. »

ALAIN JACOB.

## Provoquer l'U.R.S.S. ?

(Suite de la première page.)

Or, en attendant de connaître les termes exacts du traité et de ses annexes, le débat s'est concentré sur les problèmes de la vérification. Comment sera-t-on absolument sûr que les Soviétiques ne trichent pas ? A partir de quand déclarera-t-on comment définira-t-on ces violations « importantes » qui pourraient modifier l'équilibre stratégique et déclencher une réaction américaine ? La discussion bat son plein sur ces thèmes, avec autant d'experts expérimentés que de novices. Les deux camps. A la différence de ce qui s'était passé en 1972, lors du premier accord SALT, le renforcement soviétique et le fait que les fusées américaines basées à terre vont prochainement devenir vulnérables — c'est l'un des rares points sur lesquels ajoutent au côté dramatique du débat, d'autant plus que le camp des « contre » noircit le tableau pour les besoins de sa cause.

Dans ces conditions, la perte des stations d'écoute d'Iran ne pouvait plus mal tomber. Situées à moins de 1000 kilomètres de la grande base soviétique de Tiouratam, près de la mer d'Aral, d'où l'armée rouge tire presque tous ses missiles intercontinentaux, ces stations permettaient d'écouter « toutes les émissions des engins et de suivre leur course au radar, dès la combustion du premier étage. Toute autre station plus éloignée serait gênée dans cette mission par la courbure de la Terre. Or les satellites en orbite stationnaire — les seuls qui peuvent observer les sites de lancement vingt-quatre heures sur vingt-quatre — sont, eux aussi, trop éloignés pour capter les quelques cinquante signaux, au demeurant très faibles, émis par les engins dans leur course.

M. Herbert Scoville, ancien directeur adjoint de la C.I.A., qui milite dans le camp des partisans du traité, fait valoir que la « perte » de l'Iran n'empêchera pas de surveiller ce qui relève des clauses du traité : par exemple, le nombre d'ogives à bord des MIRV (fusées à têtes multiples) continuera d'être observé à l'arrivée des tir expérimentaux soviétiques, au Kamchatka ou dans le Pacifique, c'est-à-dire face au « balcon » que sont les stations d'observation américaines dans les îles Aléoutiennes. Mais le même expert admet que l'Iran était « très utile » pour connaître d'autres caractéristiques des engins soviétiques, telles que leur capacité d'emport, poids, vitesse de combustion, etc. Bien que ces renseignements puissent être recueillis, au moins partiellement, par d'autres méthodes, c'est cette capacité des stations d'Iran que l'Amiral Turner, directeur de la C.I.A., a salué récemment ne pas pouvoir remplacer en totalité avant cinq ans. M. Brown, ministre de la défense, s'est efforcé de préciser qu'un an suffirait pour remplacer ce qui est nécessaire à la vérification du traité SALT. Mais la cascade de mises au point provoquée par cette affaire a encore accru le climat au Sénat.

C'est la raison pour laquelle certains regards se sont portés sur la Chine, malgré le froidier qui marque depuis quelques temps les relations avec Pékin du fait des conditions posées par le Sénat à la normalisation. Des stations d'écoute au Sinkiang ou au Tibet remplaceraient avantageusement, sur le plan technique, les installations d'Iran, malgré la barrière du relief, probablement mieux encore que des sites en Turquie. L'intérêt se porte aussi sur le Pakistan. Mais, après sa décision de suspendre l'aide à ce pays, Washington est dans la plus mauvaise position possible pour ouvrir un dialogue à ce sujet avec Islamabad.

C'est en tout cas un paradoxe que les Etats-Unis soient amenés, en raison même de leurs accords avec l'U.R.S.S., à rechercher à nouveau ce que l'on croyait être entré pour de bon avec la guerre froide première manière : des bases, ou au moins des stations d'écoute, en territoire étranger, et cela malgré les progrès considérables accomplis par les techniques d'espionnage en vingt ans. Pourtant, compte tenu du principe que M. Carter risque dans cette « bataille des SALT », rien ne peut être négligé pour recueillir les voix des soixante-sept sénateurs nécessaires à la ratification. Et il sera après tout plus facile de répondre aux préoccupations des élus par un nouvel effort pour s'assurer que les Etats-Unis seront en mesure de vérifier que le traité en litige sera respecté que de renégocier, après coup, avec Moscou les clauses d'un traité à peine discuté pendant plus de cinq ans entre les deux superpuissances.

MICHEL TATU.

## AMÉRIQUES

**Dissident de l'Ouest...**

(Suite de la première page.)

Ensuite, le sénateur Golding, auquel Berglund avait écrit qu'il contestait formellement son internement. Enfin, l'ordonneur de son unité, le R.P. Richard J. Kuzewski, qui adressa une lettre à l'hôpital pour dire combien il avait été scandalisé par les conclusions du rapport médical. « Je ne l'ai jamais trouvé anormal, ajouta-t-il. Son extrême franchise et sa sincérité sans ambages peuvent faire mauvaise impression tout d'abord. Son honnêteté constante et sa recherche de vraies valeurs sont les qualités qui m'ont appris à le respecter en tant qu'ami. »

En janvier 1967, Gregory Berglund sortait de l'hôpital. Un mois plus tard, il était démobilisé. Commence alors une longue, une douloureuse errance à travers les Etats-Unis et l'Europe. L'errance d'un homme à la recherche de son identité, décidé à ne pas forfaire à une certaine idée supérieure de l'humanité. L'errance d'un homme suivi, surveillé, traqué par la F.B.I., qui redoute qu'il ne livre aux « communistes » les renseignements ultra-confidentiels qu'il possède bien malgré lui.

Gregory Berglund vit maintenant en Provence ; il a attendu dix ans avant d'écrire son autobiographie. Elle est bouleversante. Elle retracerait l'itinéraire exceptionnel d'un « dissident » du monde occidental et nous rappelle opportunément que les internements arbitraires et la volonté de briser la personnalité ne sont l'apanage d'aucun pays, d'aucun système.

ROLAND JACCARD.

\* Le Dissident du monde occidental, de Gregory Berglund. Trad. de l'américain par J. Wizenand. Rempart, 82, du Sentier, 205 pages, 39 F.

## ASIE

DANS SON ULTIME NUMÉRO

**Une revue contestataire de Pékin avait qualifié M. Deng Xiaoping de « dictateur »**

Correspondance

Hongkong. — M. Deng Xiaoping, récemment élu président de la République populaire de Chine, a été qualifié de « dictateur » par la revue contestataire de Pékin, le « contre-révolutionnaire » qui se profitaient de la « révolution » pour attaquer le régime de Mao Tse-tung. L'ultime numéro de la revue contestataire, l'« Annuaire » (en chinois) distribué, vers la fin mars, devant le « mur de la démocratie » à Pékin est, en même temps qu'une critique globale du régime, une violente attaque contre le « dictateur » Mao Tse-tung. Le parti des auteurs ont d'ailleurs été arrêtés après la publication de leur texte.

Pour Tansuo, le peuple chinois se trouve placé devant le choix suivant : « Ou bien l'on veut que la société progresse, que le niveau de vie et la production se développent rapidement, et dès lors le système social est à réformer absolument. Ou bien l'on veut

perpétuer la dictature de classe à la façon de Mao Tse-tung, c'est-à-dire refuser la démocratie, et dès lors on n'arrivera pas à réaliser la modernisation de la production et du mode de vie du peuple. »

Pour Tansuo, ceux qui ont opté pour le premier terme de l'alternance ont pour eux « le courant de l'histoire ». En revanche, « ceux qui s'opposent à ce courant, le bloquent ou tentent de le dévier sont des criminels devant l'histoire ».

« Le vice-président Deng Xiaoping, dans son discours du 16 mars, a utilisé la confiance jadis placée en lui par le peuple afin de supplanter un mouvement pour la démocratie : il a cherché à mettre sur le compte du mouvement son incapacité, à lui et à Huo Guojeng, à redresser l'économie chinoise. »

En fait, poursuit Tansuo, M. Deng Xiaoping ne veut pas la démocratie. C'est le seul but, après avoir repris ses fonctions en 1975, prendre en considération les intérêts du peuple, et c'est dans l'« espérance qu'il persisterait dans cette politique que les masses l'avaient soutenu, au prix de leur sang, lors de l'incident de Tiananmen ». (En avril 1976.)

La répression du mouvement pour la démocratie fait de lui « un dictateur ». « Tout pouvoir doit baisser la tête devant l'opposition du peuple. Deng Xiaoping, lui, ne baisse pas la tête. Alors que le peuple exige qu'on ouvre une enquête sur les causes de l'arrêt de la Chine de ces vingt dernières années, une enquête sur les crimes commis par Mao Tse-tung envers le peuple chinois, le voilà qui surpit et dit : « Sans Mao Tse-tung, il n'y aurait pas de Chine nouvelle. » Le 16 mars il persévérait... »

« Le fait de Mao Tse-tung persévérait dans cette politique que les masses l'avaient soutenu, au prix de leur sang, lors de l'incident de Tiananmen ». (En avril 1976.)

L'arrestation des radicaux du mouvement pour la démocratie ne devrait plus laisser de place sur les murs qu'à un certain type de gaudes, qui n'attaquent pas les bases du régime mais remplissent une fonction de défoulement, l'on juge nécessaire de maintenir.

HENRI LEUWEN.

(Publié)

COMUNICATO DELL'AMBASCIATA D'ITALIA

Si ricorda che i cittadini italiani qui residenti potranno votare in Francia il 9 giugno p.v. (e non il 10 giugno come i cittadini francesi) per le elezioni europee. Coloro che debbono ancora compiere le formalità necessarie per esercitare il diritto di voto possono tuttora avvalersi delle speciali procedure previste a tal fine. Al riguardo, i cittadini italiani residenti in Francia già temporaneamente, sia direttamente, sono invitati a rivolgersi con la massima urgenza al Consolato italiano competente per territorio.

## A TRAVERS LE MONDE

### Brésil

● LES CORPS DE VINGT-DEUX PERSONNES ASSASSINÉES ont été retrouvés au cours des neuf derniers jours dans le quartier de Balhada-Fluminense, dans la banlieue de Rio. Les victimes étaient, pour la plupart, criblées de balles et portaient des traces de tortures. Elles ont été retrouvées afin de rendre l'identification plus difficile. Aucune arrestation n'a encore été faite en liaison avec ces meurtres, qui portent tous, semble-t-il, la marque du tristement célèbre Escadron de la mort. — (Reuter.)

Il est de notoriété publique, au Brésil, que l'Escadron de la mort est composé de policiers qui pratiquent une justice sommaire sur des délinquants généralement récidivistes.

### Finlande

● M. MONDALE, vice-président des Etats-Unis, est arrivé à Helsinki le 20 avril, y a séjourné vingt-quatre heures et s'est entretenu avec le président Kekkonen. Arrivé de Suède, il a quitté la Finlande pour les Pays-Bas. — (A.F.P.)

### Libéria

● M. WILLIAM TOLBERT, président du Libéria, a ordonné, le vendredi 20 avril, la ferme-

ture de l'université de Monrovia. Le gouvernement a d'autre part offert une récompense de 5000 dollars à qui permettra d'arrêter l'un des cinq dirigeants de l'Alliance populaire du Libéria (A.P.L.), accusés par les autorités d'être à l'origine des émeutes du samedi 14 avril (le Monde du 17 avril).

### Namibie

● L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE DE WINDHÖRK a adopté vendredi 20 avril une résolution prévoyant la création d'un gouvernement de transition en Namibie et a rejeté les propositions de l'ONU concernant l'aménagement, sous un contrôle international, de la période de transition devant conduire le territoire à l'indépendance. M. Dirk Modje, chef du parti majoritaire namibien, Alliance démocratique de la Namibie (D.T.A.), a toutefois assuré que « la porte restait ouverte pour de nouvelles négociations internationales sur l'avenir de la Namibie ». — (A.F.P.)

### Union soviétique

● M. ALEXEÏ CHIRBAEV, président du Conseil central des syndicats d'Union soviétique, est arrivé vendredi 20 avril à Paris pour une visite d'une semaine en France. M. Chi-

هكذا في الأصل



صحة من الاموال

# Le Monde politique

## LES RAPPORTS ENTRE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET LES FORMATIONS DE LA MAJORITÉ

U.R.S.S. ?

M. Herbert Scoville, ancien directeur adjoint de la CIA, qui était dans le camp des partisans de l'empêchement des Russes d'entrer dans le territoire de la République, a déclaré que les Russes n'ont pas d'intention de s'installer dans le territoire de la République, mais qu'ils ont l'intention de s'installer dans le territoire de la République, ce qui est une déclaration qui est en contradiction avec la déclaration de M. Scoville.



### M. Chirac s'oppose à la ratification des accords commerciaux de Genève

La foule R.P.R. est prompt à l'enthousiasme. Ils étaient un millier peut-être qui emplissent le chapeau dressé sur un terrain vague près de la gare Montparnasse à Paris. Attentifs, guettant le moindre geste du président de la République, ils ont applaudi quand il a appelé les applaudissements ou l'ovation, ou bien les huées s'il est fait allusion à l'un des premiers personnages de l'Etat. Hommes et femmes de tous âges et de toutes conditions qui ont un souvenir précis de l'histoire politique récente et reconnaissent aussitôt, sous une phrase, sous un mot, l'événement ou l'état d'esprit qui les concerne.

### Convergences ou divergences ?

Voici la chronologie des événements et des déclarations de la journée du vendredi 20 avril à l'occasion de la venue à l'Elysée des dirigeants du R.P.R. et de l'U.D.F.

11 heures : Début de l'entretien de M. Giscard d'Estaing avec MM. Chirac, Debré, Messmer et Labbé.

12 heures 15 : Fin de l'entretien. Sur le perron du palais présidentiel, M. Chirac déclare : « Nous avons respecté nos engagements et nous sommes prêts à continuer la coopération avec le gouvernement de la République. »

### Les Français éprouvent le sentiment diffus d'une décadence nationale

Voici le texte du memorandum rédigé et signé par MM. Chirac, Debré, Messmer et Labbé.

« Le R.P.R. n'a pas besoin de rappeler son attachement aux institutions, non plus que sa volonté de défendre les structures économiques et sociales de la liberté contre la menace persistante du collectivisme. Son orientation générale ainsi dictée ne laisse aucune place à l'équivoque. Elle n'est sujette à aucune fluctuation. Dans cet esprit, le R.P.R. a apporté la contribution la plus résolue et la plus importante à la victoire de la majorité lors des dernières élections législatives. Le même devoir l'oblige aujourd'hui à exprimer son attachement à la défense des intérêts français en Europe pour l'avènement du régime et pour la société de liberté à laquelle nous sommes fondamentalement attachés. »

### AMÉRIQUES

Dissident de l'ouest

### Les thèmes de l'U.D.F. visent à désamorcer l'attaque des gaullistes

Un tel dispositif ne peut que gêner les gaullistes (il est pour cela) et M. Chirac ne peut le laisser se développer sans réagir. Comment le maire de Paris pourrait-il admettre la majorité, le projet, après l'adoption de l'exposé initial par M. Chirac des griefs du R.P.R. sur la politique gouvernementale, la discussion sur l'Europe n'a pas été trop tendue. Un dialogue au cours duquel les deux anciens premiers ministres, MM. Debré et Messmer, ont échangé leurs reproches au chef de l'Etat, mais auraient plutôt manifesté l'inquiétude que leur inspire la doctrine européenne de plusieurs des personnalités figurant sur la liste de Mme Veil.

### La monarchie en question

« Peut-on rétablir la monarchie ? A-t-elle des chances de l'être un jour ? » Ces deux questions insolites hantent sans doute plusieurs fois l'esprit des téléspectateurs, vendredi soir 20 avril, pendant l'émission de Jean-Marie Cavada consacrée aux « grands témoins » de l'époque.

U.R.S.S. ?



**La liste soutenue par l'U.D.F.**  
**s'intitule Union pour la France en Europe**

La composition de la liste est la suivante :

[illegible]

En son absence, ce fut M. Jacques Delors qui assura la clôture de cette rencontre des partis socialistes et sociaux-démocrates de la Communauté européenne. Après un discours où il fut question du passage à une économie « triangulaire » (comportant un secteur administratif, un secteur administratif et un secteur décentralisé et autogéré), de la conduite du temps libre et du changement de la hiérarchie des valeurs, le débat fut national aux affaires économiques internationales du

**ADOPTÉ LE PROJET METTANT FIN AU BLOC DES HAUTES RÉMUNÉRATIONS**

La commission de l'Assemblée nationale s'est réunie jeudi 19 avril, sur la proposition de M. Marcel Merle, député général du Doubs, pour discuter de la loi qui met fin à certaines hautes rémunérations. Les députés ont adopté, à l'unanimité, le projet de loi qui supprime les indemnités de plein droit des députés depuis deux ans, un phénomène de rareté.

M. Marcel Merle, député du Doubs, a déclaré que l'Assemblée nationale s'est réunie jeudi 19 avril, sur la proposition de M. Marcel Merle, député général du Doubs, pour discuter de la loi qui met fin à certaines hautes rémunérations. Les députés ont adopté, à l'unanimité, le projet de loi qui supprime les indemnités de plein droit des députés depuis deux ans, un phénomène de rareté.

M. Marcel Merle, député du Doubs, a déclaré que l'Assemblée nationale s'est réunie jeudi 19 avril, sur la proposition de M. Marcel Merle, député général du Doubs, pour discuter de la loi qui met fin à certaines hautes rémunérations. Les députés ont adopté, à l'unanimité, le projet de loi qui supprime les indemnités de plein droit des députés depuis deux ans, un phénomène de rareté.

A L'ASSEMBLÉE

« que vous  
responsables  
-ils bien à  
érations pro-  
? »

Au Sénat

(1) Compagnie française de commerce extérieur.  
est l'assurance des intérêts  
tateurs

solidarité entre les victimes  
hauts revenus et les victimes  
la cause, sans être égaux  
M. Francis d'Aubert (U  
MM Henri Ginoux (U.D.F.)  
Remy Montagne (U.D.F.) se  
déclarés favorables au projet

prise  
ar la nationale.  
de la

P. Fr. nières électriques



# Le Monde aujourd'hui

## PROVERBES

### La beauté de la gratuité

L'EPOQUE est nostalgique d'un peu plus de mystère : phrase inachevée, geste gratuit, pensée ambiguë ; l'énigme labyrinthique ; résonne des images et des couleurs changeantes. Les hommes, possédés par la dictature des objets, ont besoin de prendre un peu l'air, pas celui que leur prépare l'agent de voyages, mais celui qui se trouve dans un coin de leur mémoire. Se détacher. S'éloigner. Prendre des petits chemins tracés par l'âme. Alimenter le détachement, la paresse, le souvenir. Ne pas nommer les choses pour ne pas les décrire. Alimenter la parabole, la culture pour l'opposer au quotidien qu'est en train de devenir le langage parlé : un réseau de formules et de clichés. Fader et puiser. Il n'est qu'un utilitaire au service de l'impudence et du calcul du temps. Juste ce qu'il faut pour communiquer ou faire semblant. L'élégance est considérée comme une grimace, une préciosité qui masquerait le vide. Quant à la poésie, elle est enfermée dans des pages imprimées et non décapées.

Pourquoi ne parle-t-on plus par proverbes, par dictons et symboles ? Est-on encore en mesure de renouer avec une pratique et une tradition où la parole et la geste ont la beauté de la gratuité, où l'humour est un recours contre la pauvreté et le dénuement ? Tous Amrouche a rapporté dans le Grain magique (1) quelques proverbes, contes et poèmes berbères de Kabylie. Mieux qu'une enquête sur le terrain, ils disent la vie devenue une légende. Malgré la misère, le manque et l'injustice, les mots sont faits de poudres et d'ironie. Point de larmes sur l'orphelin. Mais les bribes d'une philosophie de la mort, les bribes d'une grande sagesse populaire qui sait rire au lieu de pleurer, qui dit la faim et la blessure sans extravagance. Au bout du texte, pointent la désillusion et un brin de désespoir.

Extraits :

« Qui se blesse soi-même ne se manque jamais. »

« Celui qui jouit qu'il se hâte, la vie ne dure pas : la mort avance la main. »

« Les dents ont beau rir le cœur sait la blessure qu'il porte. »

« Faites du bien à une pierre, et elle vous le rendra. »

« Que celui qui tire sur la corde sache que l'en tienne le bout. »

« Il vaut mieux que tu dormes avec l'inquiétude qu'avec le regret. »

« Mauvais mariage est comme le crépuscule : les ténèbres priées. »

« Si tu rencontres deux âmes qui vivent en harmonie, sois sûr que l'un des deux est bon. »

« On trouve toujours gros le morceau de galette aux mains de l'orphelin. »

« Les mains, qu'on les fasse travailler ou qu'on les économise, la terre les mangera. »

« La ventrisme prime le dos : tous les membres travaillent pour lui. »

« Mahend se tord et se plaint : sa femme accouche et se tait. »

« Il a été piqué par les guêpes, et il a passé sa colère sur les criquets. »

« La plaisanterie de l'âne est de mordre. »

TAHAR BEN JELLOUN.

(1) Vient d'être réédité par François Maspero dans la collection « Voix », 230 p., 45 F.

## DROGUE

### Une sale affaire

CHEVEUX mi-long, blouson de peau, chevalière, bracelet, l'air d'un commis de banque qui va chercher son bulletin de Loto, Gérard attend que la justice se prononce sur son cas. Il est inculpé dans une affaire de détention de stupéfiants, qui lui a déjà valu — préventivement — de passer un mois en prison.

Sale affaire en vérité, et les apparences — à tout le moins — lui sont contraires. Quand on est surpris, au domicile de ses parents, en possession de 15 grammes d'héroïne, par des policiers en civil qui ont vent de donner, sur le palier, quelques coups de pied et de poing, qu'est-ce à dire pour se défendre ? La « consommation personnelle » a bon dos : 15 grammes d'héroïne, aujourd'hui, à Paris, c'est sur le marché de la drogue un capital de 12 000 F.

Gérard s'explique longuement, comme il s'expliquera sans doute devant les juges, avec un bagout dont le récit de sa vie montre qu'il a déjà aidé en plus d'une occasion.

Né, à Marseille, dans un milieu de commerçants — son père, avant guerre, était bloutier, — il est venu en France, pardon, à Paris, en 1968. Après les événements. Déjà diplômé des beaux-arts, il fait des études de droit qu'il mène à bien jusqu'à la licence. Un temps, il est « plan » dans un lycée. Une petite annonce retient son attention : on recherche des jeunes gens dynamiques. Il en est. Deux grandes compagnies d'assurances bénéficieront de ses services, au total pendant trois ans. « J'avais commencé comme plan à 1 200 F par mois, très vite, j'ai gagné 12 000 F par mois. » Il démarche, avec une indolence effrayante, des contrats d'assurance-vie. En peu de semaines, il devient « premier démarcheur de France » de la compagnie qui l'emploie.

Parler de tout cela lui inspire, aujourd'hui, le dégoût : « Je me suis vite rendu compte que c'était du vol légal. Avec un bon bagout, on peut persuader quelqu'un qui gagne 2 500 F par mois de verser 150 F chaque mois pour un contrat d'assurance-vie. Bien peu tiennent le coup longtemps, et ceux qui s'arrêtent ne font que verser de l'argent à la compagnie. La tour est jouée. J'ai démissionné, pour raison de santé. » En réalité, pour une sorte d'objection de conscience et parce qu'il avait mis beaucoup d'argent de côté en tondant la laine des moutons.

La drogue s'est installée dans sa vie. Il y a maintenant cinq ans

qu'il fume du haschisch. Gérard, qui est âgé de trente et un ans, ne fait pas de la drogue une affaire d'Etat. « Tout est drogue, dit-il, le thé, le café, le pastel, le tabac. » Gérard peint des tableaux qu'il ne vend pas, mais qu'il montre volontiers.

Il vit de ses économies et ne demande rien à personne. Mais il est curieux, toujours curieux. Quand, il y a six mois, une amie lui propose de le « brancher » sur une drogue plus dure, l'héroïne — par prises nasales ou par injections intraveineuses, — il n'y verra pas de mal. Aujourd'hui non plus. « Il faut faire un dosage dans sa vie personnelle, c'est comme pour la dernière cigarette et le dernier verre. » Après tout, dit-il tranquillement, « la drogue, au départ, ce n'est qu'une plante. La curiosité, chez lui, l'a emporté : « Quand on rêve de la Chine, il faut y aller. Pour la drogue, c'est pareil. »

Caroline s'est suicidée.

Son amie — baptisons-la Caroline — est « accrochée » depuis longtemps à la drogue. Elle l'initie : « Elle faisait les piétons comme les balcons. » Mais après quelques mois, c'est le pépin. Caroline, retour de Bangkok, lui propose 15 grammes d'héroïne pour 1 500 F. « En plus, je lui avais proposé de lui donner un tableau. » Mais, probablement, à Bangkok quelque chose aura balancé Caroline. La jeune femme est arrêtée, Gérard aussi.

Après quelques semaines à la prison de la Santé, une confrontation est annoncée. Dans l'antichambre du bureau du juge d'instruction, on annonce brutalement à Gérard la terrible nouvelle : Caroline s'est suicidée dans sa cellule. Pour parler de Caroline, Gérard a des accents émouvants et son regard se fait vague et lointain.

Comme ses tableaux dont beaucoup peuvent se lire dans plusieurs dimensions. L'un d'eux s'intitule le Monde du dessus et le Monde du dessous. La vie de Gérard aussi est pleine de ces mystères. Ne s'affirmant ni vraiment toxomane (« Je ne suis pas accroché ») ni trafiquant (« Les 15 grammes m'auraient permis de tenir pendant dix mois, comme les gens qui stockent à l'échelle de café chez eux : ça ne mange pas de pain »), Gérard, qui est placé sous contrôle judiciaire, attend qu'écoule l'heure de « sa » vérité : « Je bois du Pernod, c'est un bon remède et c'est légal. »

Allez savoir...

BRUNO FRAPPAT.

## SOUVENIRS

### Ouganda 1926

UNE longue navigation sur le Nil, depuis Khartoum jusqu'à Rajet. De là, trois jours d'automobile, souvent à travers la forêt, sur des routes parfois difficiles. Après avoir quitté Ikotos, dernière localité soudanaise sur la route du Cap au Cap, le franchit une frontière sans douaniers et m'assis sur un tronc d'arbre en un fleuve Madi-Opel (2) de latitude N.), en Ouganda. Je note la date : 8 février 1926. Nuit passée dans la brousse. Le jour suivant, déjeuner à Mpologoma et, à 15 heures, arrivée à Jinja. Avec l'Élysée Hôtel, pittoresque et relativement confortable. Et puis, c'est à Jinja qu'est établi l'unique banquier de la région, un gros indien suant et soufflant, qui consent, par préférence sur ma lettre de crédit libellée en sterling, à me céder des shillings est-africains, moyennant une honnête commission de 7 1/2 %. Il est vrai que, à cette époque, les communications avec Londres n'étaient ni commodées ni rapides.

Le 10 février au soir, je parvins enfin à Kampala (autrefois dénommée Mengo). Kampala n'était pas encore la brillante capitale du maréchal-docteur-président Idi Amin Dada, et on ne pouvait imaginer qu'un jour des gratte-ciels s'y élèveraient. Mais Kampala, centre commercial du pays, était le siège du gouvernement royal. Car, aussi bien que la Katanga, l'Ouganda, longtemps avant la venue des Blancs, était un puissant Etat indigène à régime monarchique. Mutesa I<sup>er</sup>, kabakâ (roi) de l'Ouganda, prétendait que sa lignée remontait à l'origine du monde. Au milieu du siècle dernier, le souverain écossais recevait volontiers les étrangers, et Stanley, notamment, apprécia son hospitalité. Mais son fils Mwanga se montra plus réservé, et l'Angleterre, qui avait assuré sa présence par l'intermédiaire de la Compagnie de l'Afrique Orientale, se vit, sans trop de regrets, contrainte, en suite d'une révolte compliquée du fait de la rivalité entre missionnaires catholiques et protestants, d'établir son protectorat sur l'Ouganda, auquel elle adjoignit quatre « provinces », dont l'Ounyoro et l'Ousoga, pour donner à l'ensemble sa configuration actuelle.

#### La demeure du kabakâ

La demeure du kabakâ ne ressemblait que de très loin au château de Versailles. Un vaste enclos défendu par une palissade aux pointes acérées abritait le palais, les ministères et le Parlement. Sur le sol en terre battue, sous la protection des portails en pied du roi George V et de la reine Mary, ornés des drapeaux entrecroisés de l'Ouganda (d'azur au lion de gueules passant sur une lune d'argent) et du Royaume-Uni, se livraient les jeux démocratiques prévus par la Constitution. Le souverain était absent : il terminait ses études à Cambridge, où l'on ferait de lui un gentleman. De retour parmi ses sujets, il se vêtait d'une jaquette, mais, comme eux marcherait pieds nus. J'eus le privilège de croiser, un matin, un troupeau de bovidés mené par un noble vieillard au visage plein de dignité, à la longue robe blanche que sa barbe fleurie, et se dirigeant vers l'enclos royal. C'était, me dit-on, le beau-frère du roi, en même temps que son ministre des finances et, sans doute, du ravitaillement.

Située à quelques distances au nord du lac Victoria-Nyanza, dont les rives étaient alors plus fréquentées par les hippopotames et les crocodiles que par des touristes en quête de « safari », Kampala, à 1 200 mètres d'altitude, jouissait de nuits fraîches. Ses ressources hôtelières ne comprenaient que l'Imperial Hotel, un nom prometteur mais où l'eau courante était inconnue. Sur un seul étage, de vastes chambres s'ouvraient sur une galerie couverte qui éparpillait aux visiteurs les rigueurs du soleil équatorial tandis que des parkings bressaient un air tiède. Dans les rues, des tramways hippomobiles roulaient sur des rails posés à même un sol sablonneux. Chaque rame se composait de trois voitures respectivement destinées aux Blancs, aux Asiatiques et aux « Natives ». Que je le dise tout de suite : personne ne se souciait de cet « apartheid » et les indigènes ne semblaient pas en souffrir dans leur amour-propre.

L'Ouganda, dans ses limites d'origine, était prospère. La culture du coton, surtout, et les premières plantations de caféiers permettaient à la population d'avoir une existence convenable malgré l'immigration des indiens qui, fuyant un pays à la démographie galopante, avaient envahi l'Afrique de l'Est en commençant par Zanzibar.

(Lire la suite page 8.)

JEAN BLOCH.

## Au fil de la semaine

J'AIKEZ HELIAS et d'autres à sa suite ont conté la vie difficile des petits paysans dans la pauvre Bretagne du début du siècle. En allait-il de même dans la riche Normandie voisine ? Un lecteur (1) nous adresse le récit tout simple de son enfance et de la vie de sa famille, une famille de petits artisans compagnons, dans un village de la région de Dieppe, à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci.

On y trouve une foule de notations, de détails, de précisions, qui donnent à réfléchir quand on songe qu'une vie d'homme seulement nous sépare de cette époque qui, à maints égards, paraît si lointaine. Aussi avons-nous cru pouvoir, de ces notes, détacher quelques passages qui donnent la mesure du chemin parcouru.

LA famille comptait quatre enfants : trois filles bientôt placées comme servantes, comme on disait alors, et dont l'une devait mourir à vingt ans, tuberculeuse, et l'unique garçon, le petit dernier, un « ravié », de douze ans plus jeune que la plus jeune de ses sœurs. Vannier à domicile, le père gagnait en moyenne 2 à 3 francs par jour, soit une dizaine de nos francs actuels. La mère était couturière à façon, son travail était irrégulier et elle préférait aller « en journée » chez des particuliers qui la nourrissaient à midi et d'où elle rapportait, le soir, 1 franc, c'était le tarif. Pas d'alloca-tion d'aucune sorte, pas d'aide pour faire face à la maladie — la visite du médecin coûtait, avec les médicaments, environ trois fois le gain journalier de la famille — et pas d'indemnités non plus en diverses circonstances. Par exemple, les périodes militaires — le père dut en faire deux de vingt-huit jours et une de treize jours — entraînaient une perte de salaire qui pesait de longs mois sur le budget familial.

On économisait donc, d'un bout de l'année à l'autre, quelques sous vite envoyés dans les moments difficiles, heureux encore si on ne devait pas s'endetter pour devoir rembourser ensuite avec les intérêts en se plaignant aux quatre vents. Épargnées par le malheur, des familles, passaient ainsi leur vie entière à économiser pour grossir un petit magot qui s'évaporerait vite avec l'inflation des lendemains de la guerre 1914-1918.

LA maison, construite sur un sous-bassement de silex et de briques, était faite de torchis blanchi à la chaux, soutenu par une charpente de chêne, et le toit est d'ardoise. Elle comprend trois pièces.

La pièce principale, qu'on appelle « la maison », à la fois salle de séjour et cuisine, a un sol dallé de briques. Elle comporte une grande cheminée sur le côté de laquelle s'ouvre la four à pain. Le mobilier comprend un buffet, une table, des chaises polies et, au mur, une « dinanderie », c'est-à-dire un dressoir portant divers ustensiles. A côté, une petite table qui sert à nettoyer la vaisselle et pour laquelle le père manifeste un grand respect : « J'ai vu, dit-il, 10 000 francs dessus. » Cela s'était produit le jour où le notaire avait traité la vente d'une affaire avec un gros fermier du voisinage.

Puis venait la chambre à coucher, garnie d'un lit et d'une armoire normande, enfin l'atelier du père où l'on vit l'hiver autour du poêle à bois — jamais il n'est entré de charbon dans la maison, — de la lampe, à pétrole ou de la chandelle de soufre.

Deux avantages qui préservaient du dénuement : on vit à la campagne et on

possède un petit potager, quelques arbres fruitiers, on peut élever des poules et des lapins ; et le métier maternel fait que les enfants sont toujours habillés convenablement.

La nourriture est frugale, mais saine et suffisante. On mange de la viande le dimanche, et toujours du pot-au-feu — la « potée » ou blanc — et le « lapin en casserole » étant strictement réservés aux jours de fêtes. Le pain, fait à la maison, ne sera que plus tard acheté au boulanger, en « gros pain » de 6 ou 8 livres.

MALGRE les difficiles conditions de vie, les parents gardaient, gardèrent toujours le sentiment qu'il y avait plus pauvres qu'eux. Ils gardaient aussi la dignité de subvenir, en fin de compte, à leurs besoins et à ceux de leurs enfants sans aucune aide. Jamais, à aucun prix, ils n'eussent sollicité le moindre de ces « secours », médicaux ou autres, véritables aumônes qui n'étaient accordées qu'à des personnes déclarées « indigentes ».

A vrai dire, d'ailleurs, aussi surprenant que puisse paraître une telle affirmation, on n'a guère, dans la famille, du moins pour l'essentiel, matériellement souffert.

Entré en classe à cinq ans, en 1901, le narrateur a fréquenté jusqu'à l'âge de treize ans l'école de son village. On disait de lui : « Il apprend bêtement ! » L'un de ses oncles était instituteur ; son grand-oncle maternel artisan vannier lui aussi avait réussi à donner à son fils cette profession, alors très enviable chez les humbles. Devant ses bonnes dispositions, il avait été convenu que, l'oncle n'ayant pas d'enfant, il le prendrait chez lui, après le « certificat » pour diriger ses études. Hélas, le malheur vint qu'en 1906, à quarante ans, l'oncle se trouva emporté,

en quelques jours, par une brutale maladie. Ce décès subit compliqua très gravement la manière dont les parents envisageaient l'avenir de leur unique garçon, et désormais le souci de cet avenir fit partie de leur vie quotidienne.

La question devait, évidemment, se poser de façon aiguë lors de sa sortie de l'école primaire, deux ans après le certificat d'études, modestement obtenu. En 1910, il est admis à l'examen des bourses d'enseignement primaire supérieur, mais les « secours d'études » étaient alors donnés avec parcimonie et absolument insuffisants pour permettre d'envisager une entrée en pension à Rouen. On allait donc chercher une place de « petit clerc » dans une étude d'huisier ou de notaire.

Tout fut sauvé par l'ouverture, à Dieppe, pour la rentrée de 1910, d'une école primaire supérieure annexée au collège. Avec sa mère et l'instituteur du village, il alla solliciter une inscription sur la liste des futurs élèves. Le principal, M. Lavieville, malgré son aspect imposant de géant barbu, était un homme doux et bienveillant ; quand il eut pris connaissance de la situation de la famille et du vif désir du garçon de travailler, non seulement il inscrivit aussitôt son nom sur son registre, mais encore il déclara à sa mère que l'administration ferait son possible pour l'aider à l'obtenir satisfaction, qu'elle lui fournirait gratuitement, par exemple, une partie des livres dont il aurait besoin. « Je suis transporté de joie », conclut l'auteur de ce récit.

(1) Il s'agit de M. Louis Bégout, président de la Société d'études diverses de Dieppe et de sa région, dans une communication présentée le 20 septembre au XX<sup>e</sup> congrès des sociétés historiques et archéologiques de Normandie.

## La vie en 1900

par  
PIERRE VIANSSON-PONTÉ



## ETRANGER

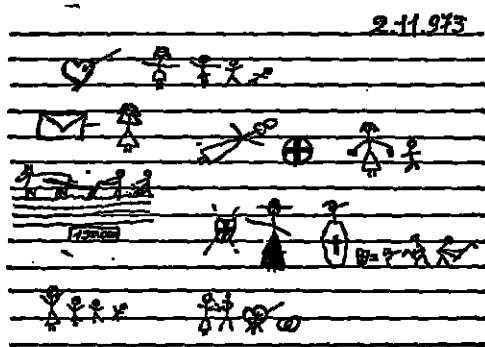
## REFLETS DU MONDE ENTIER

## EUROPEO

## Lettre d'une illettrée

L'hebdomadaire de Milan L'EUROPEO fait une étrange constatation : certains émigrés illettrés ont recours, pour écrire à leur famille, à des « pictogrammes ». Ces petits dessins, dotés d'une signification précise, sont désormais codifiés. Ainsi « une enveloppe avec un petit trait sur la droite » signifie « courrier en pariance ». Si le trait est à gauche, la lettre va arriver. Les membres de la famille sont représentés par de petits bonshommes dont la taille dépend de l'âge de l'intéressé et dont l'état de santé est indiqué par l'inclinaison sur la verticale. En bonne santé, ils sont bien droits. Couchés, ils sont malades. L'argent est exprimé par des chiffres encadrés, etc.

A titre d'exemple, L'EUROPEO publie une lettre que voici avec sa traduction. Elle est adressée à son mari par une femme restée au pays :



« Mon cheri lointain,

Je vais bien ainsi que les enfants, sauf le plus petit qui est légèrement malade. Je t'ai écrit une lettre et suis préoccupée par l'absence de réponse. Ta mère est malade et a été admise à l'hôpital. Je suis allée la voir et lui ai porté deux œufs avec des choses sèches. J'ai été accompagnée par notre agent-dernier, et j'ai donné des instructions pour faire labourer et semer notre champ. J'ai dépensé 150 000 lires.

On a voté aux élections administratives. J'ai voté pour la D.C., comme l'a demandé le curé. Le parti communiste a perdu. Pour nous autres, P.C. et D.C. sont la même chose : nous continuerons toujours à bîner la terre quel que soit le vainqueur. (...) Bons baisers de tes enfants et de ta fidèle épouse. »

## THE WALL STREET JOURNAL

## Senteurs en tous genres

On n'arrête pas le progrès des produits de substitution et du télequidage humain.

« Vous passés devant une boulangerie de votre quartier, écrit Bernard Wysocki, du WALL STREET JOURNAL. N'est-ce pas l'odeur irrésistible des pâtisseries sortant du four et des chocolats encore chauds qui flatte votre odorat ? Ce n'est pas sûr... La société Senteurs et Senteurs en tous genres a réussi à synthétiser non seulement l'arôme appétissant des chocolats, mais aussi celui de la tarte aux pommes toute chaude, de la pizza qu'on apporte à votre table, du jambon cuit et même des pommes frites à la française épurées de ses relents de cuisine. » Ces « sgrays » sont contenus dans des « bombes » qu'un dispositif spécial actionne à intervalles réguliers pour « tenter le client ».



## Pas de Manneken Pis pour Karlsruhe

La ville de Karlsruhe a bien des ennemis avec ses mécènes, rapporte DIE ZEIT, le quotidien de Hambourg.

« En lui promettant 1 million, à condition qu'elle réalise un souhait un peu particulier, un habitant de Karlsruhe, âgé de quatre-vingt-neuf ans, a mis sa ville dans une situation bien embarrassante. Le vieil monsieur, qui a tenu à conserver l'anonymat, a promis à la ville de lui léguer toute sa fortune, qui se monte à 1 million de DM, si elle élève un monument aux petits ornements qui organisent — comme il l'avait fait lui-même dans sa jeunesse — de véritables compétitions à celui qui pissera le plus haut et le plus loin (...).

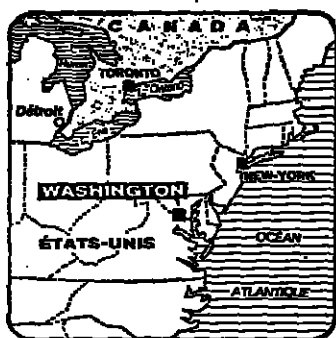
« La ville de Karlsruhe ne vit aucune raison de refuser et organise un concours qui fut remporté par Gudrun Schreiner, un sculpteur qui jouit d'une grande réputation dans la région. Les six petites sculptures, disposées sur un fragile treillis, devaient coûter 120 000 DM. Le donateur verse 80 000 DM, en acompte, le restant devant suivre lorsque l'œuvre serait achevée. Mais à peine les statues furent-elles installées que le donateur ne voulut plus rien savoir. Non seulement il refusa de verser la dernière échéance comme prévu, mais encore il réclama qu'on lui rembourse les 80 000 DM, qu'il avait déjà payés. Motif : les deux figures principales n'ont que peu de rapport avec le projet initial de l'artiste et encore moins avec la réalité. Le vieux monsieur se moqua de l'attitude des petits garçons qui se tiennent tête baissée, le dos courbé et... les mains jointes. (...) Il est probable que l'affaire devra être tranchée par un juge d'instruction qui décidera si les statues, « plâtres d'humour et si expressives », à en croire un couple de médecins de Karlsruhe, correspondent bien au projet initial et, par suite, à ce qu'avait voulu le commanditaire. »

## ZERI I POPULLIT

## Une curieuse supériorité

Le ZERI I POPULLIT, organe du Parti du travail d'Albanie, évoquant le récent tremblement de terre qui a touché simultanément la Yougoslavie et l'Albanie, fait en ces termes l'éloge de la supériorité dont jouit le travailleur albanais sur celui du monde capitaliste face aux catastrophes naturelles :

« Le travailleur albanais, même lorsqu'il est frappé par les désastres naturels, ne se sent pas isolé ou abandonné à la merci du destin, comme cela lui arrive dans le monde capitaliste et révisionniste, ennemi des travailleurs. Au contraire, justement dans ces cas et des circonstances pareilles, l'homme de chez nous ressent avec une force particulière qu'il se trouve avec son parti, son Etat, la dictature du prolétariat et le peuple tout entier, que le parti a uni comme un seul homme. »



DU Capitole à l'obélisque du monument de Washington, le Mall est bordé, sur ses deux côtés, de bâtiments majestueux de styles très divers. Pourtant toutes ces constructions ont un dénominateur commun. Ce « castle » rouge foncé, mi-château fort, mi-cathédrale gothique normand (aménagé 1850) ? Le premier bâtiment construit pour et par la Smithsonian. Ce cylindre aveugle de béton ? Le musée Hirshhorn de la Smithsonian. Ces bâtiments réclassés avec fontaines, colonnes et coupoles surbaissées ? Le Museum national d'histoire naturelle et la Galerie nationale d'art (1) de la Smithsonian. Cette juxtaposition de marbre rose pâle et de verrières ? Le Musée national de l'air et de l'espace de la Smithsonian. Ce chef-d'œuvre de simplicité ? La toute nouvelle « aile Est » de la Galerie nationale d'art de la Smithsonian.

Pour un peu, en parcourant le Mall, on croirait marcher sur les talons du Chat Botté. Avec toutefois une différence essentielle : le marquis de Carabas était un propriétaire imaginaire, alors que la Smithsonian Institution, elle, possède réellement tous les musées qui jalonnent le Mall... et bien d'autres choses à Washington (le parc zoologique, le Centre Kennedy pour les arts scéniques, notamment, à New-York, en Massachusetts, en Floride et ailleurs. Les musées sont presque tous ouverts trois cent soixante-quatre jours par an et leur entrée est gratuite.

A l'origine de ces musées, de ces galeries, de ces centres et de ces laboratoires, un minéralogiste anglais, James Smithson, qui a vécu longtemps en France, est mort en Italie et n'a jamais mis le pied en Amérique (2). A sa mort, survenue à Gênes en 1829, James Smithson légua sa fortune (500 000 dollars de l'époque) aux Etats-Unis pour créer, dans la ville de Washington « sous le nom de Smithsonian Institution, un établissement destiné à augmenter et à diffuser la connaissance parmi les hommes ». Smithson voulait probablement prendre une revanche sur le destin. Fils naturel de Hugh Smithson Percy, duc de Northumberland, il n'avait droit ni à la fortune ni au titre de son père. Mais grâce à son institution, comme le donateur — peu modeste — l'a lui-même souligné, « le nom de Smithson vivra longtemps après que les noms de Percy et de Northumberland se seront éteints ».

Les legs arrivés aux Etats-Unis en 1838, en souverains d'or. Mais, curieusement, son acceptation par le Congrès fut difficile. De même son utilisation souleva d'après disputes. Fallait-il créer un observatoire, un musée, une école d'agronomie, une bibliothèque, des laboratoires ? La loi du 10 août 1846, due en grande partie à l'énergie et à la ténacité de l'ancien président, John Quincy Adams, décida enfin : on construirait un bâtiment comprenant des salles d'histoire naturelle, un laboratoire de chimie, une bibliothèque, une galerie d'art et des salles de conférences. Et surtout, la Smithsonian Institution était dotée du cadre juridique et administratif toujours en vigueur. A sa tête l'Establishment, un conseil de régents et un secrétaire, qui est, en fait, le vrai directeur. De 1846 à 1979, huit secrétaires, tous éminents scientifiques mais spécialistes de différentes disciplines, se sont succédés à la tête de la Smithsonian, développant au fil des années l'institution par de nouveaux musées et de nouvelles activités et adaptant les structures et les présentations au progrès scientifique, aux nouvelles formes de l'art et à l'évolution de l'information et de l'éducation du public.

## Lettre de Washington

## Le marquis de Carabas des musées

LES visites organisées pour des groupes scolaires (de la maternelle à l'université) ou non scolaires sont guidées par des volontaires bénévoles formés spécialement. De même des volontaires remplissent souvent des fonctions d'accueil. Plus de deux mille de ceux-ci — en majorité des femmes — diplômés d'université ou retraités pour la plupart, donnent à la Smithsonian au moins trois heures par semaine... et font ainsi économiser, par an, 3,3 millions de dollars (plus de 15 millions de francs) sur un budget total estimé pour 1979 à 130,44 millions de dollars (600 millions de francs), dont la plus grande partie vient de fonds fédéraux.

Le Museum national d'histoire naturelle, créé en 1811, est en réorganisation depuis 1974. Déjà, les halls consacrés aux origines de l'homme et aux mammifères des périodes glaciaires, à l'Amérique du Sud, à notre terre changeante, aux civilisations occidentales, à la dynamique de l'évolution ont été rénovés. Mais la réorganisation totale demandera une vingtaine d'années (une trentaine peut-être). Depuis peu, des salles spéciales permettent aux visiteurs de tous niveaux de se familiariser directement avec les sciences naturelles. Dans la petite « pièce de découverte », les enfants — et les adultes — ont à leur disposition des fossiles, des échantillons de roches, des bois pétrifiés, des os et des dents, des pointes de flèche et autres objets qu'ils peuvent prendre en main et regarder de près. La « pièce de découverte » répondait manifestement à un besoin : elle reçoit cent mille visiteurs par an, surtout des enfants.

Le centre du naturaliste, lui, est destiné aux « amateurs », âgés de douze ans. Ceux-ci y trouvent des spécimens et les livres de référence, ainsi que le matériel scientifique (le tout provenant essentiellement de dons) leur permettant d'identifier leurs propres trouvailles ou de satisfaire à un violent d'ingrès passionné.

Au Musée d'histoire et de technologie, on peut aussi toucher à de nombreuses choses, faire des expériences et même essayer des uniformes des soldats de la guerre d'indépendance (mais pas les robes données par les épouses des présidents américains). On peut aussi voir comment vivaient les habitants des Etats-Unis, selon leur époque et leur origine, comment divers métiers étaient pratiqués autrefois qui sont aujourd'hui les machines qui ont jalonné le progrès technique et qui, parfois, marchent encore. Cette juxtaposition de l'histoire et de la technologie explique que, en 1978 — l'année du deuxième centenaire des Etats-Unis — le musée ait eu sept millions de visiteurs, alors qu'il n'en a « que » quatre ou cinq en années normales. Cinq millions de visiteurs, c'est aussi le chiffre qui montre la popularité du Museum national d'histoire naturelle.

Mais l'un et l'autre sont largement battus par le plus récent des musées techniques qui jalonnent le Mall. Depuis son ouverture, le 1<sup>er</sup> juillet 1978, le Musée national de l'air et de l'espace reçoit dix millions de visiteurs par an, dont certains font la queue une heure avant l'ouverture des portes. Et il faut dire que ce succès est amplement mérité.

Dès l'entrée, le Musée national de l'air et de l'espace frappe par l'énormité : trois halls murés par des verrières et séparés par des galeries disposées sur trois niveaux.

La variété des objets présentés est infinie : fusées, avions, satellites, moteurs, parachutes, cerf-volants, équipements de tous genres, montages audiovisuels, tableaux, costumes, échantillons, maquettes, mannequins, enregistrements... et chaque fois que cela a été possible on a apporté l'objet réel et non pas une reconstruction ou une maquette.

Le Musée est logiquement séparé en trois grandes sections : au centre, le hall, par lequel entrent les visiteurs, est consacré aux étapes marquantes de la conquête de l'air et de l'espace ; à l'ouest, le hall occupé par le transport aérien ; à l'est, le hall réservé à l'espace. Chacun des halls est flanqué de galeries... satellites.

Le hall central permet tout à la fois de prendre conscience de l'immensité humaine et de mesurer les progrès accomplis en quelques décennies. Le Kitty Hawk Flyer sur lequel les frères Wright ont fait leur vol historique de 1903 (les Américains refusent toujours de reconnaître la validité du premier vol

d'un plus lourd que l'air réussi par Clément Ader en 1897), avec ses deux ailes de toiles, sa carlingue quasi absente, et l'aspect de couchette où le pilote était étendu à plat ventre, à une allure bien frêle. Mais le Gossamer Condor (31,75 kilos pour 22,25 mètres d'envergure), qui a été, le 23 août 1977, le premier appareil à voler grâce à la seule énergie humaine, a encore plus l'air d'avoir été bricolé dans une (grande) arrière-cuisine avec du papier sulfurisé et des bouts de ficelle. La première fusée à combustible liquide, lancée en 1926 par Robert H. Goddard, est bien modestes : quelques décimètres de haut, vol de 2,6 secondes, altitude atteinte 12,5 mètres, distance parcourue 56 mètres. Et, pourtant, c'est elle qui a entamé la conquête de la Lune. Les étapes des vols vers la Lune ont d'ailleurs leur place, bien évidemment, dans le hall central : les capsules Friendship 7 (le premier vol orbital et habité américain, en 1961) et Apollo XI (celle du premier débarquement sur la Lune en 1969), roules toutes les deux par l'échaffaudement où à leur rentrée dans l'atmosphère.

Le Spirit of Saint Louis, l'avion monomoteur dans lequel Lindbergh traversa l'Atlantique le premier, en 1927, à une vitesse moyenne inférieure à 200 kilomètres à l'heure, est ici. Mais non loin de lui on voit le X-15, l'avion-fusée qui, quarante ans plus tard, pulvérisa les records de vitesse (7 297 kilomètres à l'heure) et d'altitude (108 kilomètres).

Le hall de l'espace est hâlé par des fusées. Mais au plafond sont suspendus de nombreux satellites, et aussi le V1 allemand, que j'ai été tout étonné de découvrir si petit (relativement) et silencieux alors que, après trente-cinq ans, j'ai encore dans l'oreille son bruit si caractéristique de tête secouée. La « double » du Skylab est particulièrement intéressante car — après avoir été mise à part — elle permet de comprendre la dureté des conditions de séjour des astronautes : les sacs à dormir font penser à la fois aux femmes de Barbe-Bleue dans leur placard et aux bébés emmaillottés que l'on accrochait jadis à un clochard pour les mettre à l'abri des rats pendant que les parents étaient aux champs.

Le transport aérien est, bien sûr, illustré par divers avions, dont un DC-3 entier (28,9 mètres d'envergure), le plus grand « objet » exposé du musée et qui, rappelons-le, a été construit à plus de onze mille exemplaires pendant la guerre.

Les galeries, elles aussi, sont un vrai régal. Dans celle consacrée aux ballons, on découvre tout un mobilier Louis XVI (origines), commodes, chaises, secrétaire, lustre, assiettes, pendules, carafes, éventail, dont la décoration a été inspirée par les montgolfières. Ailleurs on voit des moteurs « épiques » mais animés de façon à faire comprendre leur mode de fonctionnement.

Le projet Apollo permet un trompe-l'œil fantastique. Avec un réacteur, un quart grandeur nature et des miroirs, on peut voir — d'un point bien précis — les cinq réacteurs de la fusée Saturn. Notons aussi que cette présentation constitue un joli tour de force technique. Le moteur, qui pèse 9 tonnes, tient en place grâce à un porte-taux équilibré par une énorme dalle dissimulée par le miroir du bas.

On n'en finirait pas de passer en revue les mille et une choses passionnantes du musée : la galerie de la première guerre mondiale montre une base aérienne quelque part en France en 1918 avec bruitage de la canonnade, celle des opérations aéronavales est faite de morceaux d'un ancien porte-avions. Ici on voit l'avion d'Amelia Earhart. Là, le président Kennedy expliquant au Congrès l'urgence de lancer un programme spatial. Ailleurs, des maquettes illustrent à l'aérodynamique. Plus loin à l'aire sur plusieurs mètres un tableau chronologique des réussites spatiales américaines et soviétiques...

Mais il faut aussi parler du film *The Fly (Voler)*, offert par la Continental Oil Company, qui est présenté plusieurs fois par jour depuis plus de deux ans et dont chaque projection fait salle comble. Sur un écran haut de 15 mètres, le spectateur croit voler à bord d'un ballon, d'un deltaplane et même d'un avion d'acrobatie. On frôle la cime des arbres. On se faufile entre des falaises. On vole en rase-mottes, mais la tête en bas, ce qui, paraît-il, trouble les cœurs sensibles. Ce mois-ci doit commencer la présentation d'un deuxième film, *The Blue Planet (la Planète bleue)*, dont le mécène est, cette fois, le Johnson Wax.

YVONNE REBEYROL.

(1) La Galerie nationale d'art, bien que faisant partie de la Smithsonian Institution, est administrativement indépendante. En 1964, les restes de James Smithson furent transférés dans la « castle ».

## Ouganda 1926

(Suite de la page 7.)

Les Ougandais, sous le protectorat britannique, bénéficiaient de la paix et de la sécurité. Ils semblaient heureux et vus accueillirent avec gentillesse au cri de « jumbe » (bonjour) les visiteurs. Les hommes, contrairement aux indigènes, étaient vus dans la province soudanaise du Haut-Nil, étaient décentement vêtus d'un caleçon court et d'une blouse blanche, alors que les femmes étaient enveloppées de voiles à l'indienne.

## La « capitale de la maladie du sommeil »

Avant de quitter l'Ouganda, je décidai de présenter au gouverneur les lettres de recommandation que m'avait remises, à mon départ du Caire, Lord Lloyd, alors haut commissaire pour l'Egypte et le Soudan. Depuis un peu plus de vingt-cinq ans, c'est-à-dire depuis le protectorat, Kampala, toujours ville royale, avait vu transiter la capitale à Entebbe. C'est dans cette ville, aujourd'hui célèbre dans le monde entier, connue aussi à l'époque en tant que « capitale de la maladie du sommeil » parce qu'une commission médicale y séjournait en permanence afin d'étudier et combattre ce fléau, que j'arrivai le 13 février dans l'après-midi. Son Excellence, m'apprenant, contrairement à Dar-Es-Salaam avec ses collègues du Kenya et du Tanganyika (aujourd'hui Tanzanie), mais ses collaborateurs, qui habitaient dans des bungalows aux terrasses garnies de treillages aptes à décourager les insectes volants non identifiés, avaient décidé de prendre l'air en jouant au cricket. Je trouvai le premier secrétaire sur une belle pelouse au gazon entretenu comme en Angleterre. Il m'invita à me restaurer à un buffet garni de sandwiches et de cakes fort appétissants et l'accueillit avec plaisir. Après m'être ainsi prénunt contre un dîner indo-ougandais, je laissai ces messieurs à leur jeu.

Avec l'indépendance, Kampala retrouva son rang de capitale d'un Ouganda auquel les Anglais avaient donné une dimension quintuplée. Pour renouer avec la tradition, l'ami Amin Dada fit revenir en grande pompe les restes du dernier roi, surnommé « King Faddy », dans son antique cité (1). Entebbe reçut, en échange de sa prééminence perdue, le fameux aéroport...

Comme j'avais demandé à lord Lloyd si je pouvais traverser l'Afrique sans escorte, le haut commissaire me répondit en souriant : « Vous serez plus en sécurité au cœur du continent noir que sur le plateau de l'Opéra à minuit. » Un petit vapeur appartenant aux trois gouvernements feignait en trois jours le tour du lac Victoria. Le 15 février, j'y pris place, à 10 heures du soir, dans un port nommé Bukoba, non sans avoir vu un épopée bondir devant moi. Une phrase d'un côté de la route à l'autre. Une arche de Noé avait accueilli tous les insectes de la création. Quel qu'il en soit, nous fîmes escale à Sango, dernier port ougandais, puis à Bukoba, premier port tanzanien, enfin à Mwanza. Mais cela est une autre histoire.

JEAN BLOCH.

(1) Le Monde daté 10-11 avril 1971.

سكن في الامم



سكنا من الاموال

RADIO-TELEVISION

Enquête sur les radios aux États-Unis

L'apportition des syndicats sur le front des radios libres est un événement important capable de relancer le débat et de faire évoluer — peut-être — une situation jusqu'ici bloquée par la loi votée en juillet 1978.

Ces radios, nées de situations de crise et aux nécessités des luttes sociales (Radio S.O.S. Emploi, animée par la C.F.D.T. avec l'aide de Radio Verte Fessenheim; Lorraine Cœur d'acier, animée par la C.G.T., diffusant dans la région de Longwy; Radio-Quinquin, créée par plusieurs radios libres du Nord diffusant pour l'Union les émissions de l'U.D. C.G.T. du Nord) ont parfois un très fort impact. Ce qui ne veut pas dire qu'elles soient la répression: la direction régionale de T.D.F. a porté plainte auprès du procureur de Briey contre S.O.S. Emploi et Lorraine Cœur d'acier. Le 28 mars, Lorraine Cœur d'acier a été bridée par des hélicoptères, provoquant l'occupation du relais de télévision du Bois de Chas, puis une manifestation des sid-

urgistes le lendemain à la préfecture de Metz. Des personnalités politiques, des députés, des maires, ont exigé l'arrêt des broutilles.

Après le dossier important consacré en février aux radios libres par la revue Autrement, deux nouvelles publications s'ajoutent au sujet. Dans Autrement (en vente en librairie ou 73, rue de Turbigo, 75003 Paris, 35 F) on trouve un bilan des activités de Vidéo Gazette, à Grenoble, et de Radio Verte Fessenheim, l'analyse des stratégies des différents partenaires (militants, industriels, élus, notables), une enquête sur l'audience militante et institutionnelle, etc.

Dans son numéro de mars, Trimedia, revue trimestrielle de l'École supérieure de journalisme de Lille et du Centre de recherche sur l'information et la communication (67, bd Vauban, 59048 Lille Cedex, 25 F), recense une centaine de radios pirates (ayant émis ou émettent encore), rappelle l'organisation actuelle des radios locales « officielles », cite les textes de référence

(articles de journaux, propositions des partis politiques, décisions des tribunaux, etc.). Dans son édition d'avril, Sonovision (15, rue d'Aboukir, 75002 Paris, 12 F) dresse un bref panorama, moins complet (vingt-six radios seulement) mais plus détaillé et décrit l'action de Radio Verte Fessenheim.

Des documents utiles sur un débat qui n'est pas prêt de se terminer, le débat sur le monopole d'Etat de la radiodiffusion française. En France, on compte sept radios autorisées pour cinquante millions d'habitants. Aux États-Unis, il y en a huit mille pour deux cent vingt millions d'habitants. Soit deux cent cinquante fois plus si l'on tient compte des proportions.

Quelle est la nature du système de radiodiffusion aux États-Unis? Nous publions ici la première partie d'une enquête réalisée par Jean-Baptiste Blanchemain, secrétaire du bureau de liaison des radios libres, animateur de Radio-Joufflu (actuellement en procès). Il explique, le jour même, la spécificité des radios aux États-Unis.

Six «Histoires insolites» de William Irish

FR 5 présente six «Histoires insolites» d'après six nouvelles de l'écrivain américain William Irish. Six mécanismes parfaitement montés qui demandent des mises en scène rigées avec minutie. Et qui expliquent pour quoi ce sont des réalisateurs de cinéma, Yves Boisset, Maurice Ronet, Pierre Granier-Deferre, Pierre Grimblat, Claude Chabrol, Gilles Grangier, qui ont été invités à expérimenter leur vision de cet univers d'énigmes policières et de hautes fées, qui a inspiré, entre autres, Hitchcock (*Fenêtre sur cour*) et Truffaut (*La mariée était en noir*, *la Sirène du Mississippi*).

Un serpent qui tue, mais non de la façon qu'on pourrait croire: un accident de voiture qui n'est pas un et, des années plus tard, un coup de feu qui en est bien un; des chasseurs qui veulent lyncher un faux coupable et une vraie mort qui empêche la vie d'une femme heureuse: ce monde de cauchemars où l'existence quotidienne bascule brusquement du côté de la déraison, où un bonheur tranquille s'effondre sur les abîmes d'un secret trop longtemps enfoui, les six metteurs en scène ont tenté, chacun à sa manière, de l'illustrer.

Pour s'en tenir aux deux premiers films, *la Stratégie du serpent*, réalisé par Yves

Boisset avec Jean Carmet, Eva Darian, Andréa Ferreol, vous transporte à Bangkok dans l'exotisme un peu mystérieux d'un Orient cruel. Deux femmes, un homme, s'affrontent, les passions sont portées à leur paroxysme par l'ennui et la solitude de la mort rapide que symbolisent serpents et crocodiles. L'Asie d'Yves Boisset n'a pas beaucoup plus convaincu que celle d'Emmanuella. Mais le récit est conduit avec efficacité, et pour peu qu'on veuille bien s'y laisser prendre, on n'a pas le temps de s'ennuyer.

«Folies douces»

Plus subtil est le film de Maurice Ronet, *Folies douces*. Cadre supérieur, la cinquantaine, une femme jeune et jolte, une promotion récente, le héros de cette «histoire insolite» a tout pour être heureux quand surgit de son passé un témoin gênant. Les principaux interprètes — Maurice Ronet lui-même, Joséphine Chaplin, Bernard Le Coq — réussissent à créer peu à peu un climat d'angoisse dont la réalisation, précise et inventive, dessine subtilement l'implacable logique. Après *Bartleby*, en 1978, Maurice Ronet s'affirme comme un metteur en scène intéressant.

THOMAS FERENCZI.  
\* Samedi 21 avril et suivants, FR 3, 20 h. 30.

I. — Tom Bryant n'interviendra pas sur le canal 19 ce matin

par J.-B. BLANCHEMAIN

La radio en France, c'est le centralisme jacobin sans la prise de la Bastille. La Bastille? C'est Paris, bien sûr, c'est la Maison de la radio, c'est tout un appareil centralisateur qui continue d'exercer un pouvoir étouffant, pléthorique, contradictoire, avec l'assurance confiante par la situation de monopole: quand il n'y a personne en lice, on a plus de chances d'être le meilleur.

Ce n'est pourtant pas que les adversaires aient déclaré forfait. Éliminés par un règlement fait sur mesure (la loi Lecat contre les radios libres), au mépris des textes internationaux (1), ils courent pour que notre pays n'abandonne pas le troisième millénaire armé de structures de communications moyennes. Que la radio et la télévision aient en effet épousé, sans même y penser, la forme administrative en vigueur dans les autres domaines, on n'en sera pas surpris. Après tout, c'est Paris le centre. C'est à Paris qu'on envoie l'argent et le talent, c'est de Paris qu'on reçoit l'idéologie et les directives. Il nous est loisible de considérer que ce dispositif fonctionne d'une manière satisfaisante pour tous (et les Parisiens en particulier), mais il faut savoir que ce n'est pas le seul possible.

Pour s'en convaincre, accompagnons ce matin de janvier 1979, Tom Bryant, citoyen américain, vers son travail où il se rend en voiture, comme tous les habitants de Nashville (Tennessee) et des environs. C'est le «drive-time», le temps fort de l'écoute radiophonique.

Sur son autoradio stéréophonique, Tom passe en revue les stations F.M. et A.M. qui émettent de Nashville: il entend successivement Glenn Miller, Rod Stewart, Paul Mauriat, une publicité pour un garage de la banlieue est, un disco, Frank Sinatra, les prévisions météo du jour, un morceau de Country, des informations locales, encore un disco, encore des informations locales, de la musique de rock, une conversation sur les mérites comparés de l'oligon blanc et de l'oligon jaune (celui-ci a plus de goût et il est moins cher), une musique douce, des informations nationales, une publicité pour les voitures Ford, un programme en espagnol, des nouvelles sportives, de la musique classique, une publicité chantée.

Tom est habitué à cette abondance. Elle l'impressionne à peu qu'il s'est fait installer, en plus de son récepteur radio, un émetteur-récepteur C.B. (Citizen Band). Pour un encombrement comparable, cela lui permet de parler avec les autres particuliers rencontrés sur la même fréquence. Conditions d'admission: aucune. Sujets préférés: tous. Et si Tom n'est pas d'humeur à intervenir sur le canal 19 ce matin, c'est tout simplement que le temps presse et que sa journée promet d'être chargée.

Tom travaille à W.S.M. (Nash-

ville), une des plus anciennes stations américaines. Son travail de producteur exécutif peut le conduire de la réalisation d'un «commercial» à la diffusion des informations boursières en passant par la mise en place d'une émission de country-music. Tom est l'un des cent cinquante-sept mille professionnels qui vivent de la radiodiffusion aux U.S.A.: cela lui plaît, mais il n'en tire pas de fierté particulière. C'est une activité comme les autres, qu'il assure avec sérieux et déconcentration. Nos questions l'ont surpris.

Le sérieux de l'information

Le sérieux de l'information? «Il est garanti par la pluralité de ses sources», a répondu Tom. Vingt et une stations indépendantes pour cette seule ville (600 000 habitants). Une station qui se mettrait à diffuser des informations démenties par les vingt autres ne tiendrait pas longtemps. D'ailleurs, la F.C.C. (Federal Communications Commission) veille: toute information doit être vérifiée avant diffusion sous peine de retrait de licence. Cela laisse peu de place à l'improvisation.

La mainmise du grand capital? «Qu'est-ce que cela veut dire? La loi (dérivée de la loi antitrust) interdit à un même propriétaire ou à un même groupe de propriétaires de posséder plus de sept stations locales dans tout le pays. Cela vous paraît beaucoup? Il en reste encore sept mille neuf cent quatre-vingt-trois hors d'attente! Autrement dit, le plus puissant rassemblement de radios ne dépassera pas 1/1000<sup>e</sup> du potentiel total. Là encore, la F.C.C., tout-puissant organisme fédéral, veille et ne transige pas: elle demande à voir les titres de propriété et opère recherches et recoupements.

Le service public? «Il y a une radio de service public, mais ce sont les radios commerciales qui diffusent informations, météo, trafic routier ou cours de la bourse. D'abord, parce que c'est une demande du public, ensuite, une obligation de la F.C.C.»

Les radios libres? «Quelles radios libres? Toutes les radios sont libres ici, autant ou aussi

peu qu'on peut l'être lorsqu'on agit dans l'intérêt de la communauté, pour le bien de celle-ci et pour son agrément.» (Règle d'or du «broadcast», américain, édictée par la F.C.C.)

Décidément, rien n'est pareil de ce côté-ci de l'Atlantique, en genre et en nombre. France: 50 millions d'habitants, sept radios (France-Inter, France-Culture, France-Musique, P.T.T., R.T.L., Europe 1, R.M.C., U.S.A.: 230 millions d'habitants: huit mille radios. Soit deux cent cinquante fois plus de stations si l'on respecte les proportions, mille cent fois plus en chiffres absolus.

99 % des foyers équipés en récepteurs mono, stéréo ou quadriphoniques: des récepteurs en série sur les automobiles; des transistors à des prix défiant le bon sens (on en trouve à 3 dollars!); la radio est partout, jusque dans l'appareil de télévision, qui comporte souvent un récepteur AM/FM. La communication par les ondes instantanée, quasiment gratuite fait partie de la vie quotidienne: radiodiffusion en AM (dont la stéréo est en cours de mise au point), en FM (stéréo et quadriphonie), ordinateurs nourris par fausses ondes hertziennes, satellites, Chitren Band (communication entre particuliers). Il existe même une fréquence entièrement vouée à la météo: le récepteur, muni d'un dispositif optionnel, déclenche automatiquement l'alarme en cas de danger (tempête, ouragan), et cela sélectivement, car il ne fait pas le même temps dans

l'Ohio qu'en Floride (applications pour l'agriculture et la pêche).

Cette profusion surprend. On la doit à la nature même du système de radiodiffusion américain, dont la particularité tient au nombre des émetteurs. À leur vocation locale, à leur mode de financement.

Huit mille stations pour l'ensemble du pays: on chercherait en vain une ville de 2 000 habitants qui n'ait pas sa radio. La Nouvelle-Orléans (800 000 habitants, moins que Marseille-ville) dispose de vingt-six stations AM et FM. Quant au citoyen new-yorkais, il a le choix entre une centaine de stations émettant de la ville ou des environs. Naturellement, les indices d'écoute varient en fonction de la densité de population. K.K.O.R., une station de FM de la petite ville de Thibodaux (Louisiane), fait le plein avec mille auditeurs, lorsque W.A.B.C. (New York) en écoute par un moyen de deux cent mille auditeurs. Ce chiffre, qui ferait rire les responsables de l'importation quelle antenne française, est pourtant le record américain.

On ne peut le comprendre qu'en fonction du caractère essentiellement local des radios américaines. Il n'existe pas de chaîne «nationale» (ou fédérale). S'il est possible de capter certains jours telle station éloignée de plusieurs milliers de kilomètres, on ne le doit qu'à des conditions exceptionnelles de propagation. Cette «localité» des stations est garantie par: le contrôle des émetteurs (puissance limitée); le contrôle du contenu, dans la mesure où l'opérateur doit faire la preuve qu'il apporte un service précis aux habitants de la zone qu'il dessert.

Que faites-vous pour la communauté?

Par exemple, et quelle que soit l'orientation générale de ses programmes, toute station doit consacrer un certain temps d'antenne à l'information et aux affaires publiques. L'information générale est fournie par des agences privées d'importance nationale qui sont organisées en réseaux (networks) pour collecter l'information sur l'ensemble du territoire. La plupart des radios américaines achètent le service «Informations générales» à l'un des trois principaux réseaux: A.B.C., N.B.C. et C.B.S. Ceux-ci sont d'ailleurs susceptibles de fournir un produit plus achevé en sélectionnant tel ou tel type de nouvelles et en variant le style de présentation. En outre, leur taille leur permet de produire des programmes entiers dont les radios sont peu friandes, contrairement aux télévisions qui fonctionnent sur le même principe, au nombre près: il y en a mille, soit huit fois moins que de radios.

(1) «Toute individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.» (Déclaration universelle des droits de l'homme, article 19, ratifiée par la France.)

Prochain article:  
UNE AUTRE CONCEPTION DU SERVICE PUBLIC

MICHEL SERRAULT DANS «LA GRACE»

Une auréole encombrante



Michel Serrault et Roger Carel.

Il est vraiment génial, Michel Serrault, un grand, un très grand comédien. Pas étonnant que ses pairs lui aient attribué le César du meilleur acteur pour son interprétation de la Cage aux folles. A l'écran, le grand écran, où tout s'efface, où le moindre battement de cils fait plus de bruit qu'un roulement de tambour, il arrive à nuancer à l'infini un rôle de travesti pourtant dessiné à gros traits dans le plus pur style cabaret.

Il est vraiment génial, Michel Serrault, un grand, un très grand comédien. Pas étonnant que ses pairs lui aient attribué le César du meilleur acteur pour son interprétation de la Cage aux folles. A l'écran, le grand écran, où tout s'efface, où le moindre battement de cils fait plus de bruit qu'un roulement de tambour, il arrive à nuancer à l'infini un rôle de travesti pourtant dessiné à gros traits dans le plus pur style cabaret.

CLAUDE SARRAUTE.  
\* Samedi 21 avril, A 2, 20 h. 30.

ENTENDU Chancelleries

JACQUES CHANCEL, c'est: Boulevard sans Péouchet. Depuis le temps qu'il fait sur France-Inter l'ange qui sort à 17 heures, il est en danger de faire la bête.

Rien n'est plus agréable que d'être radiocollé par Jacques Chancel. J'ai eu ce rare privilège deux fois en huit ans. La deuxième fois, le technicien du son, que je connaissais, m'a dit: «Prenez garde! Si vous ne faites pas attention, vous allez ressortir dégoulinés en communiant.»

C'est un peu vrai. L'opération est toujours sans douleur, mais l'asthénie tourne à l'hyperthermie. Chancel l'administre par petites doses sous forme de questions innocentes depuis longtemps éprouvées par l'usage: «Et l'amour?», «Et la solitude?», «Et si c'était à recommencer?», «Êtes-vous content de vous-même?». Une seule fois j'ai senti Chancel désarçonné quand, à la dernière question, Edgar Faure a répondu d'une voix vibrante de sincérité qu'il ne se souvenait pas d'un seul moment de sa vie où il ne s'était senti content de lui.

Ce qui prouve qu'il y a des gens qui ne sont pas assez bêtes pour laisser les rayons X de Chancel leur découvrir sous la peau du dos des siles d'ange. ROBERT ESCARPIT.

\* France-Inter, «Radioscope», tous les jours à 17 h.

POUR COMPRENDRE CHARDIN

La bonne distance

On ne pouvait faire plus d'un Chardin que le Chardin de la réalisatrice Yves Kovacs, pour le magazine Zig-Zag de Teri Wehn-Daniels. Face à face, pas de pédagogie forcée: simplement la persuasion de l'image. C'est, comme l'est l'œuvre du peintre français, la volonté de montrer son objet à la bonne distance, avec discrétion, avec application.

Pas d'érudition: donc pas de dates en surabondance, pas de biographie débordante, pas de discours redondants: le long monologue emprunté à Diderot. Prout, Ponge, Elie Faure, tout peut couler de film trop court d'une voix grave et lente (Jean-Christophe Bouvet et Georges Hubert) et ne réveille pas à leur force. La encore la commentatrice trouve sa juste place — celle

d'un rappel discret en bas de page auquel on peut ou non prêter l'oreille — et sa vraie fonction — donner les quelques repères nécessaires pour une meilleure compréhension de l'œuvre.

Il y a cependant deux personnages (autre Chardin et son univers), qui viennent troubler l'ordre et le calme de cette fresque. Le conservateur Pierre Rosenberg, responsable de l'exposition du Grand Palais (à voir avant le 30 avril), nous offre, à l'américaine, une décapante dégustation d'œuvres pour nous expliquer que le peintre, amateur de formes pleines, n'aimait guère la déchirure nacrée de ces mollesques et leur préférence la musculature gourmande des lapins (une émission à ne pas voir à jeun). Le peintre Avigdor Aricha se lance à corps perdu, l'index foudroyant, sur l'œuvre du mat-

tre, nous communiquant sa passion et nous parlant de proportions («une œuvre, une œuvre, il faut la regarder de loin, comme on peut rêver que le font les enseignants»).

Et puis, il y a l'étoffe étouffée de Chardin. Empruntée à notre époque, avec toutes les marques d'une excellence bourgeoise, des femmes pensives, des enfants graves, le beau visage d'un adolescent plein de songes, Rodondo à Chardin, les mêmes corps immobiles: ses tableaux restent l'essence du film, vers la lumière de la toile mais avec la lumière de l'écran, présentée en gros plan dans une proportion brée décente, articulées les uns aux autres avec une sensibilité maîtrisée. Pour comprendre Chardin. Peut-être pour comprendre la peinture.

FREDERIC EDELMANN.  
\* A 2, dimanche 22, 23 h. 40.







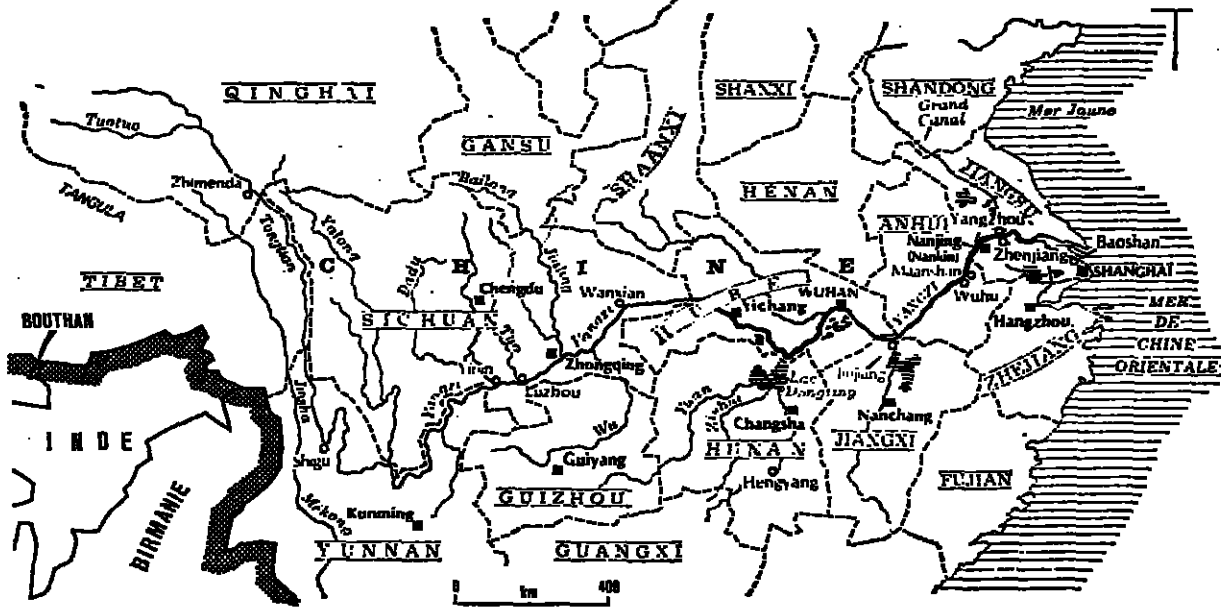




LES GRANDS FLEUVES

le YANGZI: le meilleur et le pire

par ALAIN JACOB



L'écoupe la Chine en deux, d'ouest en est, sur la longueur d'un continent et lui offre le pire comme le meilleur. Le pire : de monstrueux débordements qui, au cours des siècles, ont coûté des centaines de milliers de vies humaines et ravagé des contrées vastes comme des pays d'Europe. Le meilleur : une voie de pénétration naturelle qui, de tout temps, a permis de relier les confins tibétains à l'océan Pacifique, l'abondance aussi d'une eau source de vie pour les millions d'hommes dont elle irrigue les cultures.

Le Yangzi (l'ancien Yang-Tsé-Kiang — le « Grand Fleuve », le « Fleuve bleu » — change de nom de multiples fois le long de son cours, au fil des légendes qui l'entourent et où se mêlent dragons et génies fabuleux, seigneurs et rebelles, princesses en émoi et saints hommes transportés par leur méditation.

On cette artère carotide de la Chine prend-elle sa source ? Une mission chinoise a donné réponse, en 1978, à cette question, demeure un peu mystérieuse jusqu'aujourd'hui. Il faut dire que les hydrologues s'aventurent rarement sur ce « toit du monde » situé à la frontière des régions du Qinghai et du Tibet. Plusieurs rivières, en outre, parcourent ces plateaux et ne confinent leur cours qu'à des centaines de kilomètres de là. Laquelle devrait être considérée comme l'origine du Yangzi ? Appliquant le principe suivant lequel « parmi les sources d'un fleuve, la plus lointaine est sa source principale », les géographes chinois ont opté pour la rivière Tuotuo, qui naît elle-même de la fonte des neiges sur un ensemble de glaciers situés dans la chaîne des Tanghais dont les cimes culminent à plus de 6 000 mètres. Outre son intérêt géographique, cette découverte avait l'avantage de classer le Yangzi au troisième rang parmi les fleuves les plus longs

du monde, après le Nil et l'Amazonie seulement, avec une longueur totale de 6 300 kilomètres — au lieu de 5 800 comme on le pensait précédemment. Le Tuotuo, en dépit de l'altitude, n'a rien d'un torrent et coule lentement à travers de larges vallées et des paysages de marécages et de prairies parcourus, au moins en été, par les bergers et leurs troupeaux. Ce n'est qu'au bout de 400 kilomètres, après avoir reçu plusieurs affluents, que le fleuve accélère son cours, en prenant le nom de Tongtong. Il coule alors souvent entre des versants abrupts, est enjambé dans la petite ville de Chih-Men-Ta par la route Qinghai-Tibet et file ensuite plein sud en marquant la frontière occidentale du Sichuan.

Sous le nouveau nom de Kincha, le Yangzi coule alors parallèlement au Mékong — dont il n'est séparé que par quelques dizaines de kilomètres, mais par des sommets de 4 000 mètres — jusqu'à la province du Yunnan où il se heurte à la hauteur de Shihku à des cascades qui le renvoient brutalement vers le nord à l'aval des gorges dont la largeur se réduit parfois à une trentaine de mètres à peine. L'une d'elles a ainsi reçu le nom de « Saut du Tigre », d'après le souvenir légendaire d'un tigre monstrueux qui aurait, un jour, sauté d'un bond d'une cime à l'autre par-dessus le fleuve.

C'est pourtant à partir de ces gorges que le Yangzi commence à devenir navigable, du moins par endroits, et à jouer son rôle de voie de communication. Il traverse la région de contrastes, où des neiges éternelles coiffent de vastes massifs de forêts vierges tropicales. De là viennent autrefois certains des bois précieux qui servaient au cours des millénaires à l'édification des palais impériaux. Une autre ressource naturelle a valu au Kincha, sur son nom et sa célébrité : l'or, dont ses sables sont riches (1).

quartier général du Guo Min Tang — Américains notamment — en gardent un souvenir exécrable et, aujourd'hui encore, une part de la crasse a disparu, le climat y est un des plus pénibles de Chine : de l'autocritique au printemps la ville est noyée dans un brouillard et une pluie à peu près permanents. En été la chaleur dépasse fréquemment les 40 degrés et vaut à Chongqing — avec deux autres villes du Yangzi, Wuhan et Nankin — la réputation d'être l'un des « fourneaux » de la Chine.

Il reste que Chongqing, avec ses berges de graviers, ses embarcadères où des dizaines de camions et d'autobus attendent patiemment leur tour de traverser le fleuve sur les bacs qui sont encore le seul moyen de communication entre les deux rives, est une sorte de plaque tournante pour toute la Chine centrale et occidentale. C'est là que débarquent au siècle dernier les voyageurs occidentaux, missionnaires et militaires notamment,

qui s'aventuraient jusqu'à Chengdu. C'est là encore que des flots de passagers continuent à transiter, venant des villes en aval ou s'y rendant. De Shanghai à Chongqing, le voyage prend huit jours et cinq seulement dans l'autre sens, au tarif minimum — une place assise dans l'entrepont — de 22 yuans (84 F environ). En toutes saisons, les bateaux sont pratiquement pleins.

Le dernier obstacle à la navigation sur le Yangzi se situe pourtant très en aval de Chongqing, à la frontière des provinces de Sichuan et du Hubei. Trois gorges successives y contraignent le fleuve à traverser d'étroits gorges, d'innombrables marais et hautes terres qui ont fait de la mort au cours des siècles. Des centaines d'hommes ont été défruits à l'exploit et plus de deux mille balles rendent aujourd'hui l'itinéraire tout à fait sûr, en dépit d'un courant qui peut dépasser en temps de crues les 25 kilomètres à l'heure.

Un second travail a consisté à régulariser les rapports entre le Yangzi et ses affluents. Deux exemples : dans la région des lacs d'abord, entre Yichang et Wuhan, où la « grande digue du Kingkiang » est complétée par un complexe de bassins, d'écluses de réglage et d'évacuation qui permettent d'éviter sinon tous les débordements, du moins qu'ils ne tournent pas à la catastrophe. Il arrive encore qu'une partie des habitants riverains soient obligés d'évacuer leurs habitations en cas de crues exceptionnelles.

Tout à fait en aval, un autre ensemble de travaux a été réalisé pour compenser le déséquilibre entre les eaux du Yangzi et celles de la Hual-Ho. Ici, il ne s'agit pas seulement d'éviter les désastres des inondations mais aussi d'assurer une certaine régularité à l'irrigation d'une bonne partie de la province de Jiangsu. De là tout un système de pompes et d'écluses, capable non seulement d'évacuer les eaux excédentaires mais encore de faire remonter les eaux du fleuve principal suivant le lit de son affluent jusqu'aux terres qui les attendent. A quoi s'ajoutent bien entendu, les dispositifs d'irrigation des limons. Rien que relativement « léger » par rapport au fleuve Jaune, le Yangzi n'en charme pas moins chaque année près de 500 millions de tonnes de matières solides.

D'autres travaux ont été entrepris ces dernières années sur le Yangzi, d'un genre moins défensif mais cherchant plutôt à tirer un meilleur parti de cette énorme masse d'eau qui coule à travers un continent.

Une centrale hydro-électrique est ainsi en cours de construction immédiatement en amont de Yichang. Ce sera le complexe le plus important de ce genre en Chine avec une capacité de 2,7 millions de kW (13 800 millions de kWh par an). Le programme, qui en est à ses premiers stades de réalisation, comprendra un barrage de plus de 25 kilomètres de long, haut de 70 mètres, des écluses permettant le passage des

bateaux, et des vannes spéciales, aussi bien pour l'irrigation permanente des limons que la décharge des eaux en période de grande crue. L'ensemble des installations doit théoriquement être achevé en 1985.

D'autre part, les travaux commencent cette année pour la réalisation d'un plan dont les auteurs de Chine ont rêvé depuis des siècles. Il s'agit, ni plus ni moins, de conduire jusqu'à Tianjin — soit à plus de 1 100 kilomètres de distance vers le nord — quelque 30 milliards de mètres cubes par an des eaux du Yangzi. C'est, à vrai dire, une nécessité vitale, car la Chine du Nord manque d'eau et ne peut en trouver qu'en prélevant au Sud. Le projet est aussi un peu moins titanique qu'il n'y paraît dans la mesure où il doit emprunter des voies déjà existantes — principalement le Grand Canal, dont la construction fut commencée à l'époque de Confucius il y a deux mille cinq cents ans et achevée, jusqu'à Pékin, au troisième siècle sous le règne de Kublai Khan. Le Grand Canal part de Hangzhou, traverse le Yangzi en aval de Zhenjiang, et file ensuite vers le nord par Yangzhou en longeant les grands lacs du Jiangsu et de l'Anhui. Ici, il ne s'agit toutefois que d'une voie de communication, et des travaux considérables sont nécessaires pour en faire une conduite adéquate à un tel volume d'eau. La capacité des installations de pompage qui existent déjà sur la Hual-Ho à hauteur de Yangzhou et qui ont une puissance de 470 mètres cubes par seconde va être doublée. La difficulté principale du projet se situe cependant au nord, là où les eaux amoncelées du Yangzi devront franchir le fleuve Jaune. Celui-ci, charriant une proportion très élevée de limon (37 kilogrammes par mètre cube), les ingénieurs chinois veulent éviter que les eaux se mêlent au niveau des fleuves. Un tunnel sera donc creusé sous le fleuve Jaune pour conduire les eaux venues du sud jusqu'à la rive nord sans altérer leur relative limpidité.

Un jeu de méandres

La petite préfecture de Wangxian marque la sortie des « Trois Gorges », mais c'est à partir de Yichang, dans la province du Hubei, que le Yangzi entre dans son cours « moyen ». Jusque-là, la pente n'est que de 0,3/10 000 et, du bateau, ses rives donnent parfois l'impression de se perdre à l'horizon dans un jeu de méandres en constante évolution. Le fleuve frôle, en bordure du Hunan, de vastes lacs et parseme de toute sa masse alourdie de limon à travers un pays plat à peine éveillé de temps à autre par les ronds de quelques collines. Il a désormais sa physionomie définitive, qu'il gardera jusqu'à l'approche de la mer.

Quelques-uns des grands centres industriels de la Chine moderne jalonnent son parcours. Wuhan, important centre métallurgique, ville méridionale aussi, où l'on reste tard le soir sur les trottoirs pour bavarder à la fraîche et l'un des principaux centres de commerce de la République populaire.

Wuhan, où la situation fut particulièrement sévère pendant la révolution culturelle, aujourd'hui à peine encore entrouverte aux visiteurs étrangers mais dont le port fait transiter chaque année des 5 millions de tonnes de marchandises.

Ma Anshan, autre complexe sidérurgique, planté en rase campagne cette fois, qu'alimente un trafic constant de péniches chargées de charbon et dont les lourdes fumées assombrissent longtemps le paysage.

Nankin enfin, qui fut capitale elle aussi et en conserve un petit air de métropole avec ses hautes murailles, ses parcs immenses

aux vertes pelouses, mais tourne curieusement le dos au fleuve : toute la ville est sur la rive sud ; au nord, le grand pont qui franchit le Yangzi, achevé en 1968, débouche au milieu des champs.

Le fleuve, qui s'était un peu perdu en amont à travers le pays des lacs, s'est ici rassemblé en un cours de quelque 7 kilomètres de large, imposant mais bien défini. C'est une sorte de baignoire de kilomètres plus loin, aux environs de Zhenjiang, qu'il change définitivement de caractère. Ce n'est plus tout à fait un fleuve et déjà un peu l'océan. La marée, aux temps d'équinoxe, remonte jusque-là et les rives s'éloignent soudain l'une de l'autre de près de 13 kilomètres. Rives incertaines d'ailleurs, constamment mangées par les eaux, alimentées d'alluvions, mouvantes au gré des crues. A telle enseigne que la nouvelle acrotère de Baoshan, construite avec l'aide des japonais sur l'estuaire du fleuve, nécessitera de profonds travaux de consolidation pour pouvoir supporter les équipements d'une industrie lourde.

Shanghai, enfin, n'est pas sur le Yangzi mais sur son dernier affluent, le Huangpu, que dominent les hauteurs immenses du célèbre Bund, héritées de l'époque des concessions. Si, prenant un bateau sur un quai de Shanghai, vous descendez le Huangpu, aucun doute n'est possible quand vous arrivez au confluent des deux fleuves : vous débouchez en fait en pleine mer. Les gros cargos que vous croisez en chemin et qui viennent de tous les ports du monde suffisent à vous en convaincre si l'air du large et les embruns des premières vagues ne vous avaient déjà fait sentir l'océan.

Trois fois la France

Le bassin du Yangzi représente une superficie de quelque 1 600 000 kilomètres carrés — environ trois fois celle de la France. De tout temps, le problème n'a pas été seulement de contrôler un fleuve, mais tout un réseau de fleuves dont certains, comme le Hual-Ho qui débouche en aval de Nankin, ont constitué d'imprévisibles fléaux, dévastateurs de provinces entières. A partir de Yichang à peu près, un premier travail a été de contenir le Yangzi lui-même dans un lit à peu près stable. Tâche maintes fois entreprise et maintes fois recommencée, et l'on voit

encore, aux environs de Wuhan par exemple, les vestiges d'anciennes digues en partie emportées par les eaux il y a quelques décennies. Les défenses construites depuis les années 50 ont, dans l'ensemble, tenu — au prix d'ailleurs d'un effort constant d'entretien et de renforcement. Toujours dans la région de Wuhan, les digues actuelles s'élèvent à plus de 10 mètres au-dessus du niveau « normal » des hautes eaux, celui-ci ayant en moyenne, dans cette partie du fleuve, une variation de l'ordre de 8 mètres d'une saison à l'autre.

Permettre à des gros cargos de remonter le fleuve

Un troisième projet enfin, aussi ambitieux, a été récemment discuté entre techniciens chinois et hollandais. L'objectif est d'aménager le Yangzi pour permettre à des cargos de gros tonnage de remonter le fleuve jusqu'aux ports de l'intérieur. On parle de bateaux de 50 000 tonnes accostant aux quais de Wuhan. L'entreprise est si difficile qu'elle laisse sceptiques les responsables du port de Nankin eux-mêmes. Le pont qui traverse le Yangzi, à Nankin précisément, laisse une hauteur libre variable suivant le niveau saisonnier des eaux, mais d'une trentaine de mètres au maximum et n'autorise, paraît-il, que le passage de bateaux d'un tonnage maximum de 30 000 tonnes.

Avant même que de tels travaux soient entrepris, il y a d'ailleurs fort à faire pour exploiter toutes les possibilités que le Yangzi offre à la navigation. On y croise à l'heure actuelle toutes sortes d'embarcations, de la jonque traditionnelle qui tire des rizières ou se fait balier de la rive à contre-courant, jusqu'aux cargos ventrus crachant leur fumée noire, en passant par de longs trains de barges — souvent à coque de ciment — tirés par de petits remorqueurs.

Mais le fret transporté en 1978 — 39 millions de tonnes — est resté en deça du volume prévu par le plan, et le *Quotidien du peuple* dénonçait récemment

l'incompétence d'une partie du personnel en fonction et le fait que « le Yangzi, et large soit-il, ne voit pas assez de bateaux qui profitent de ses eaux ». Le même journal faisait état d'accidents trop fréquents et de « nepotisme » dans le recrutement des responsables de la navigation fluviale.

La modernisation de la Chine, qui est aujourd'hui tellement à l'honneur, passe aussi par le Yangzi. L'aménagement et l'utilisation du fleuve ont même la valeur d'une épreuve politique dans la mesure où, de tous temps, les populations chinoises ont jugé leurs dirigeants avant tout d'après leur capacité à « dompter les eaux » du pays. Mao Tse-tung et Chou En-lai ne s'y étaient pas trompés qui, dès le début des années 50, avaient personnellement supervisé les travaux qui devaient mettre un terme aux désastres répétés des siècles passés. Le Yangzi, contenu dans ses digues, ne fait plus peur aujourd'hui et du lointain Sichuan jusqu'à Shanghai, ses eaux semblent couler avec une lente sagesse. Il reste, comme en témoignent les projets formés le long de son cours, à en faire un élément moteur, un peu plus actif, du développement de l'économie chinoise.

\* Dans « Série » Les grands fleuves », a le Monde a déjà publié « L'Orénoque » (11-12 février), « le Gange » (25-26 février), « le Tigris » (11-12 mars), « la Loire » (25-26 mars), « le Mississippi » (8-9 avril).

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
2, rue des Vallées  
75427 PARIS - CEDEX 13  
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS  
3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
125 F 235 F 345 F 450 F

Tous pays étrangers  
par voie normale  
225 F 385 F 505 F 610 F

ETRANGER  
(par messagerie)  
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
125 F 230 F 345 F 450 F

II. - SUISSE-TUNISIE  
202 F 365 F 505 F 610 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse d'urgence ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets en espèces d'impression.

Exité par la S.A.R.L. le Monde.  
Gérants :  
Jacques Favre, directeur de la publication,  
Jacques Savignat.

Imprimerie  
du « Monde »  
5, rue de Valenciennes  
PARIS-IXE  
1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

# Le Monde

## JUSTICE

### RÉUNI EN CONGRÈS A PARIS Le syndicat F.O. critique l'absence de politique pénitentiaire

La France n'a pas de politique cohérente de lutte contre la criminalité. C'est ce qu'a affirmé le syndicat F.O. des personnels pénitentiaires. Ce syndicat, nettement majoritaire dans ce secteur, a déploré la carence de la politique gouvernementale : « Nous voulons être concernés par l'exécution des sentences pénales en France », a déclaré M. Hubert Bonaldi, secrétaire général. « Nous voulons être des gens dans la cité, même si nous habitons derrière des murs. Nous considérons que notre mission doit avant tout contribuer à la réinsertion et au retour à la vie libre. »

En présence de M. André Bergeron, secrétaire général de la confédération, M. Bonaldi a rendu compte, vendredi 20 avril, au cours d'une conférence de presse des travaux du congrès. Les personnels pénitentiaires demandent que soient « enfin mis en place des moyens variés et efficaces, non seulement pour l'exécution des sentences, mais aussi pour la prévention, surtout dans les zones de grande criminalité ». Ils regrettent que la réponse de la société à la délinquance soit, d'une façon générale et sans discernement, l'emprisonnement.

Selon le syndicat, « les réformes annoncées ne sont bien souvent que des mots » : on continue d'incarcérer de petits délinquants, on recrute dans des établissements encombrés, sous-équipés ; les substituts aux courtes peines d'emprisonnement ne sont pas appliqués ; la détention provisoire reste la règle ; les détenus ne sont pas suivis après leur incarcération ; à leur libération, la société les néglige ; enfin le milieu ouvert est sous-équipé. « La justice de ce pays », conclut M. Bonaldi, « n'a pas de moyens véritables, et souffre d'un manque permanent de courage. »

Le personnel pénitentiaire estime qu'on ne peut pas se contenter de contrôler sur leur établissement et qu'on retire au juge de l'application des peines (JAP) les pouvoirs exorbitants qui lui ont été accordés. Outre de nouveaux moyens — des constructions, une diversification des catégories pénales, — une meilleure formation

### LES FAUX-MONNAYEURS ONT DÉPÔTÉ UNE GRANDE ACTIVITÉ EN 1978

L'année 1978 a été pour les faux-monnayeurs, si l'on en croit le dernier bulletin d'information du ministère de l'Intérieur, marqué par une intense activité. Le bilan des saisies effectuées l'an dernier a été le suivant : — Fausses pièces d'or : 11 379 ont été saisies, représentant une contre-valeur de 2 500 000 francs. Selon le ministère, l'Italie reste le pays producteur par excellence ; — Fausses monnaies métalliques : les saisies ont porté sur une valeur globale négligeable (912 971 F) ; — Faux billets français : 73 493 coupures de 100 F et 494 500 F ont été saisies, soit une valeur totale de 7 596 200 F ; — Faux billets étrangers : les diverses saisies ont représenté la valeur de près de 30 millions de francs, dont 40 millions lors du démantèlement, à Marseille, d'une imprimerie de fausses coupures de 10 000 F C.F.A. ; — Autres moyens de paiement : il s'agit de la contrefaçon de chèques, français ou étrangers. Le préjudice causé en 1978 aux établissements financiers et à l'administration postale a été de 7 166 200 F (contre 6 500 000 F en 1977).

## EN BREF...

● Amende pour le « chirurgien aux mains nues ». — M. Michel Carayon, trente-trois ans, qui se disait « chirurgien aux mains nues », a été condamné vendredi 20 avril, par la seizième chambre correctionnelle de Paris, à 5 000 francs d'amende pour exercice illégal de la médecine, mais a été relaxé du délit d'escroquerie pour lequel il était également poursuivi. A l'audience, le 16 mars, il avait admis que la méthode opératoire qu'il prétendait avoir apprise aux Philippines n'était qu'une manipulation habile, dont les effets psychologiques étaient cependant bénéfiques pour les malades qu'il traitait dans une ancienne clinique, à Joinville-le-Fort (Val-de-Marne) (Le Monde daté 18-19 mars). Le Conseil national de l'ordre des médecins, et le conseil départemental du Val-de-Marne, partie civile, ont obtenu chacun 2 000 francs de dommages et intérêts.

● Le centre hospitalier d'Amélie (Yonne) a été condamné, vendredi 20 avril, par le tribunal administratif de Dijon, à payer 30 000 francs de dommages et intérêts à une femme, Mme Hélène Guenet, dont une plume dans son abdomen. Celle-ci lui avait été retirée, en juin 1976, dix-sept mois après la première opéra-

tion. Mme Guenet réclamait 100 000 francs de dommages et intérêts.

● Un pédophile condamné. — M. Gérard Roussel, trente et un ans, accusé d'avoir eu des rapports sexuels avec des fillettes âgées de six à douze ans, a été condamné, vendredi 20 avril, par la quatorzième chambre correctionnelle de Paris, à quatre ans d'emprisonnement, dont dix-huit mois avec sursis assortis de cinq années de mise à l'épreuve et cinq années de privation de ses droits civiques. Les débats avaient eu lieu le 30 mars dernier, à huis clos (Le Monde daté 1<sup>er</sup>-2 avril). Les parents des trois jeunes Portugaises, qui étaient partie civile, ont obtenu 1 franc de dommages et intérêts.

## MUTATION N'EST PAS EMBARQUE

La chambre sociale de la cour d'appel de Lyon a rendu un arrêt condamnant la caisse régionale de Crédit agricole du Sud-Est à 100 000 F de dédommagement à l'égard d'un cadre pour licenciement abusif.

M. Hughes Devic, employé depuis 1969 à la société Sogequip, détaché à la société Unicredit à Nîmes, filiale du Crédit agricole, avait quitté, en mai 1978, cette société pour accepter un poste de sous-directeur à la caisse régionale du Crédit agricole du Sud-Est. Un an plus tard son employeur avait décidé de le licencier. Elle a supprimé l'indemnité pour non-respect des formes de licenciement, mais elle a condamné l'employeur à 100 000 francs de dommages-intérêts pour licenciement abusif.

« La caisse régionale de Crédit agricole et Sogequip », déclarent les juges, ont des liens réels et apparents donnant la complémentarité ou la communauté des buts économiques poursuivis, permettant ainsi de présumer que les deux employeurs successifs ont procédé à une mutation, assurant normalement au salarié l'exécution de son service du groupe la conservation de l'ancienneté requise à ce titre. » (Corresp.)

## EN BREF...

● Un pédophile condamné. — M. Gérard Roussel, trente et un ans, accusé d'avoir eu des rapports sexuels avec des fillettes âgées de six à douze ans, a été condamné, vendredi 20 avril, par la quatorzième chambre correctionnelle de Paris, à quatre ans d'emprisonnement, dont dix-huit mois avec sursis assortis de cinq années de mise à l'épreuve et cinq années de privation de ses droits civiques. Les débats avaient eu lieu le 30 mars dernier, à huis clos (Le Monde daté 1<sup>er</sup>-2 avril). Les parents des trois jeunes Portugaises, qui étaient partie civile, ont obtenu 1 franc de dommages et intérêts.

## VENTE A VERSAILLES

IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES  
DE 1890 A NOS JOURS  
Ecoles Impressionniste, Post-Impressionniste, Cubiste  
Réaliste et Contemporaine  
MATRONS de la fin du XIX<sup>e</sup> et ECOLES de BARBIZON  
5, rue Racine  
MERCREDI 25 AVRIL EN SOIRÉE à 21 heures  
M<sup>rs</sup> G. BLACHE, Commissaire-priseur - 950-55-06 et 951-23-95  
Exposition : samedi 21, dimanche 22, lundi 23 et mardi 24 avril,  
de 14 à 18 heures et de 14 à 16 heures.

# société

## DÉFENSE

### M. Bourges dément que la France ait expérimenté des « engins à neutrons » en Polynésie

Le ministère de la défense, vendredi soir 19 avril, a démenti « encore une fois les rumeurs selon lesquelles la France aurait expérimenté des engins à neutrons » en Polynésie française au centre d'essais militaires nucléaires de Mururoa. En avril 1978, il y a eu exactement un an, la présidence de la République avait démenti que la France ait expérimenté une arme nucléaire de ce type, dite arme à radiations renforcées, puisqu'elle met l'accent sur la libération du rayonnement neutronique au détriment des effets de chaleur et de souffle de la bombe.

Dans son numéro daté du vendredi 19 avril, le Bulletin quotidien de M. Georges Bérard-Ouélain avait indiqué, dans sa rubrique « Sans commentaires et sous toutes réserves », que « selon certaines informations qui nous sont parvenues tard dans la nuit du jeudi 18 au vendredi 19 avril, et qu'il ne nous a pas été possible de vérifier, la France aurait réalisé deux expériences de l'explosion de la bombe à neutrons. Les matières chimiques auraient été livrées par les Etats-Unis, mais les deux essais auraient été effectués par des ingénieurs français du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et du service national des poudres et explosifs ». Le Bulletin quotidien se contentait de conclure : « Rappelons que voilà juste un an des rumeurs avaient fait état de premières expériences françaises. Elles avaient été démenties par le ministère de la défense. »

## ÉDUCATION

Grâce à l'université de la Mans. — Réunis en assemblée générale, les étudiants de l'université du Maine (trois mille inscrits) au Mans ont décidé par 262 voix contre 138 et 40 abstentions de continuer la grève, commencée avant les vacances de Pâques pour protester contre la mise en place de la carte universitaire et les mesures gouvernementales visant à restructurer les universités en facultés d'excellence et à supprimer le second cycle. L'accès aux bâtiments universitaires étant de ce fait rendu impossible, le président, M. François Dornic, a pris la décision de fermer l'université à partir du 20 avril par un arrêté de fermeture de droit, de sciences et de lettres. (Corresp.)

La direction de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, rue de Malignon. — M. François Paret, président, et une quinzaine de directeurs d'études de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), parmi lesquels MM. Emmanuel Le Roy Ladurie, Claude Lévi-Strauss, Alain Besson et Pierre Nora, ont été reçus par le ministre de l'Éducation nationale, M. Raymond Barre, le 19 avril. La mission de l'école, qui depuis 1975 assure étude et recherches sur le monde contemporain, a été redéfinie : la mise en place d'un système budgétaire plus souple a été envisagée.

### Les femmes battues UNE LETTRE DU MAIRE DE GRANDE-SYNTHE

Invitant son droit de réponse, le maire de Grande-Synthe (Nord), nous écrit, à propos de l'article paru dans nos éditions du 18 avril sur le refuge pour les femmes battues de sa commune. Dans le cours de cet article, il est noté en lettres italiques « expropriation d'un maire qui a été marié deux fois ». Votre rédacteur a certainement dû faire une confusion, car, pour ma part, je suis marié depuis 1963, six enfants ont été nés de notre mariage, et n'en déplace à quiconque, malgré la vie agitée que peut mener un maire, notre entente conjugale est parfaite et mon épouse n'a jamais été battue, elle pourra vous le confirmer. Abonné depuis de très nombreuses années à votre journal, j'aurais aimé que votre correspondant ne posât la question avant de rédiger une telle inexactitude.

## RELIGION

### Le directeur de « Réforme » dénonce un « renouveau de cléricisme » chez Jean-Paul II

Le pasteur Bertrand de Luze, directeur de Réforme, publié à la une du numéro de ce samedi 21 avril un article intitulé « Vers un renouveau du cléricisme », dans lequel il fait une analyse critique de la lettre de Jean-Paul II aux prêtres (Le Monde du 10 avril 1979). Le directeur de l'hebdomadaire protestant reproche notamment au pape d'avoir opéré « un retour à Lumen Gentium : la où la constitution conciliaire insistait sur le fait que le sacerdoce ministériel du prêtre et celui des fidèles sont ordonnés l'un à l'autre, et affirmait que la prédication de l'Evangile est la première des charges principales des évêques, Jean-Paul II insiste sur la « différence essentielle » entre les deux sacerdoces et donne la priorité à la célébration du sacrifice eucharistique et au « pouvoir sacré » du prêtre. « Depuis plus de dix ans, poursuit le pasteur de Luze, nous avons été habitués à un certain changement de vocabulaire de nos frères catholiques, qui, en général, préféraient « service » à

« hiérarchie », parlaient plus volontiers de « ministère presbytéral » que de « sacerdoce », qui, plutôt que l'opposition entre sacerdoce et laïcité, affirmaient « ministère » et « communauté ». (...) Il s'agissait d'un éclairage nouveau, représenté par le clergé et repris au sein du laïcat, qui avait appelé à agir ensemble autour la diversité de leurs ministères. Ce qui était pour nous une grande expérience. »

(Cet article de position de M. Bertrand de Luze se fait que confirme une tendance, qui se généralise dans les milieux protestants, à considérer ce pape comme un frein à l'écoulement de la théologie des ministères, sa reprise au sein du laïcat, sa vision d'une Eglise « ouverte » la vérité et cherche à rétablir des « liens hiérarchiques » avec d'autres Eglises, surtout au niveau de la personnalité à outrance son ministère pontifical : tout cela rend — à juste titre — les non-catholiques méfiants devant la renaissance du « trionphalisme » romain. — A. W.)

## SPORTS

### FOOTBALL

#### TROIS POINTS D'AVANCE POUR STRASBOURG

En battant les Nantais par 1 à 0, vendredi 20 avril, les footballeurs strasbourgeois ont mis fin à une série de quatre matches sans victoire de leurs adversaires. Ces derniers, qui, au soir du 27 octobre 1978, se trouvaient à sept points des Strasbourgeois, avaient ainsi réussi à revenir à un point seulement des leaders. Vainqueurs à Sochaux (3 à 1), les Alsaciens ont désormais trois points d'avance sur les Nantais et les Strasbourgeois, à six matches seulement de la fin du championnat.

CHAMPIONNAT DE FRANCE  
(seize-douzième journée)  
Metz 2, Bordeaux 1... 2-1  
Valenciennes 0, Lyon 1... 0-1  
Nancy 0, Paris-SG 1... 0-1  
Paris FC 0, Reims 1... 0-1  
Bastia 0, Nantes 1... 0-1  
Marseille et Laval 1... 1-0  
Paris-Saint-Germain 3, 15. Angers et Monaco 2... 2-2  
Classé 1<sup>er</sup> : Strasbourg, 47 pts ; 2<sup>e</sup> : Nantes et Saint-Etienne, 44 pts ; 3<sup>e</sup> : Sochaux, 43 pts ; 4<sup>e</sup> : Metz, 38 pts ; 5<sup>e</sup> : Lille, 33 pts ; 6<sup>e</sup> : Sochaux, Nîmes et Bastia, 32 pts ; 7<sup>e</sup> : Marseille, 30 pts ; 8<sup>e</sup> : Nancy, 29 pts ; 9<sup>e</sup> : Laval et Nice, 26 pts ; 10<sup>e</sup> : Valenciennes, 23 pts ; 11<sup>e</sup> : Paris F.C., 22 pts ; 12<sup>e</sup> : Reims, 17.

## MÉDECINE

### Mme SIMONE VEIL REND HOMMAGE AU PROFESSEUR ROBERT DEBRÉ

Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la famille, a rendu un hommage tout particulier au professeur Robert Debré, lors d'une cérémonie que le Comité international de l'enfance avait organisée le vendredi 20 avril à sa mémoire. « De cet homme générique qui a marqué de sa pensée et de ses réalisations notre époque », a-t-elle déclaré, « je garde, comme tous ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher, un souvenir administratif et chaleureux. »

Mme Veil a ensuite rappelé les principales actions du professeur Debré : fondateur de l'Ecole de pédiatrie française, inspirateur de la réforme de 1968 qui révolutionna les structures de soins et d'enseignement de la médecine, animateur, enfin, de grandes organisations internationales consacrées à l'enfance. « Sous son impulsion », a déclaré Mme Simone Veil, la protection de l'enfance a pris une nouvelle dimension. De cette action, le Centre international de l'enfance, dû à l'imagina-

tion et à l'habileté du professeur Debré, a été depuis 1949 l'instrument privilégié. Cette institution a notamment entrepris de développer l'information et la formation des professionnels de toutes disciplines qui œuvrent dans le domaine de l'enfance, a rappelé le ministre de la santé : de cent trente pays ont bénéficié de ses activités.

D'autre part, Mme Simone Veil a fait le point sur les efforts du gouvernement pour améliorer le bien-être des enfants, thème de l'Année internationale de l'enfance. Elle a annoncé notamment des mesures de réorganisation de l'Aide sociale à l'enfance, afin de maintenir l'enfant au sein de sa famille (Le Monde du 30 mars). Enfin, qu'il s'agisse de la nutrition, du tabac ou de l'hygiène bucco-dentaire, l'effort d'éducation sanitaire en faveur des jeunes enfants sera intensifié en 1979.

Des unités d'hospitalisation temporaires de long séjour pour personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et invalides seront de nouveau ouvertes durant l'été prochain (juillet, août et première quinzaine de septembre) dans certains établissements de l'Assistance publique à Paris, en banlieue. Ce séjour pourra durer deux, trois ou quatre semaines. Son coût est de 230 francs par jour : 147 pour l'hébergement (pour lequel une prise en charge du titre de l'aide sociale peut être demandée) et 83 pour les soins, remboursables par la Sécurité sociale.

Les inscriptions sont reçues à partir du 23 avril au siège de l'Assistance publique, à Paris, 3, avenue Victoria, Paris 75004, bureau 155 et 156. Renseignements téléphoniques au 371-11-22, poste 3155 ou 3156.

## Aux Etats-Unis

### LA TEMPÉRATURE DANS LE RÉACTEUR D'HARRISBURG EST DESCENDUE AU-DESSOUS DE 100 °C

Harrisburg (Pennsylvanie) (A.F.P.A.P. UPI). — Pour la première fois depuis l'accident du 28 mars, la température de l'eau de refroidissement du réacteur de la centrale nucléaire de Three-Mile-Island est redescendue au-dessous de 100 degrés C dans la nuit du 20 avril. Depuis la veille, la température avait baissé, en effet, de 112,5 degrés C à 101,5 degrés C. Selon M. Jan St. John, porte-parole de la Nuclear Regulatory Commission (N.R.C.), « cette diminution de la température a été obtenue en laissant échapper une très faible quantité de vapeur dans la turbine ».

La N.R.C. a aussi annoncé que le taux d'oxygène dans l'atmosphère a très nettement diminué bien que des petites fuites soient toujours constatées. La N.R.C. a précisé que ces fuites ne présentent aucun danger réel et que l'on espère arriver à les colmater rapidement.

# Le Monde

## LE JOUR DES MUSIQUES

### Manfred Mann au Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.

Concert de Manfred Mann au Stadium. Le groupe britannique Manfred Mann, composé de Manfred Mann, Paul Jones, Mike D'Abernon, et Peter Dinklage, jouera à 21 heures. Les billets sont disponibles à la billetterie du Stadium.



LE JOUR  
DES MUSIQUES

Manfred Mann  
au Stadium.

Curieuse aventure que celle de Manfred Mann courant après un rêve de vie, un rêve de musique. Il fait son entrée dans le rock au milieu des années soixante avec une série de succès, enregistré des titres mal connus de Bob Dylan avant d'écouter vers un jazz très élaboré, parfois free, et de diriger un remarquable ensemble de musiciens qui ne connaît cependant pas l'accord d'un grand public sans doute parce qu'il y manque un chanteur et que les orchestrations sont trop subtiles et un peu froides.

Revenu au rock il y a huit ans avec le Manfred Mann's Earth Band, Mann évolue sensiblement, abandonne la recherche et joue aujourd'hui une musique sans surprise, beaucoup moins synthétisée, attirante dans sa présentation scénique. Surtout, Manfred Mann a trouvé un chanteur, Chris Thompson, qui lui a permis de prendre un souffle nouveau. Mais Thompson, qui travaille avec Mann depuis 1971, n'entreprend actuellement sa dernière tournée avec le Manfred Mann's Earth Band. Après, Chris Thompson quittera le groupe et entamera une carrière personnelle de chanteur produite par Richard Perry. Le concert donné ce samedi 21 avril au Stadium est donc en quelque sorte une forme d'adieu du Manfred Mann's Earth Band.

★ Albums W.E.A. Philips Music.

Elliott Murphy  
au Palace.

Pour le premier anniversaire de sa création, le Palace organise une série de concerts rock plus étoffés que d'habitude et propose notamment mercredi et jeudi Johnny Winter de retour à Paris. Mais le petit événement de ce mois d'avril est la prestation sur scène d'Elliott Murphy (samedi 23 avril, à 20 h.) qui, à côté de Bruce Springsteen, de Lou Reed et de Paul Smith, est un autre poète de New-York, qui renouveau son droit à l'existence et à la parole.

Après s'être fait connaître en rédigeant les notes de pochettes d'un album du Velvet Underground, Elliott Murphy plonge dans un univers fétide, d'une écriture très personnelle mais qui le rapproche d'un peu de Lou Reed. Ses albums à l'aquashow par chez Polydor, Lost Generation et Night Lights publiés chez R.C.A., Just a story from America, produit par C.B.S., accueillis avec ferveur par une petite audience, l'ont entouré jusqu'à d'une petite auréole de poète maudit. Murphy démontre en tout cas une fois de plus que le rock, dans sa richesse actuelle, renouvelle ses visages et ses visions.

Rencontres de la chanson  
Saint-Lô.

Les deuxième Rencontres de la chanson de Saint-Lô auront lieu du 2 au 12 mai, avec la participation d'Yves Duteil, de Roger Mason, de Jean Dréjac, de Maurice Papon, de Jean-Claude Massoulier et de Dick Annegarn. Des animations en ville et en milieu scolaire complèteront les spectacles qui seront également des occasions de rencontres entre les artistes et le public.

Le calendrier du rock.

« Mama » Ben Tishler, le 24 avril à Rodas, le 25 à Cahors, le 26 à Villeneuve-sur-Lot, le 27 à Albi, le 28 à Bergerac ; Mother's Finest le 22 avril, à 23 heures, au Palace ; The Police le 23 avril, à 19 h. 30, à l'Odéon ; Elliott Murphy le 23 avril, au Palace ; Johnny Winter les 25 et 26 avril au Palace ; J. Geils Band le 27 avril, à 19 h. 30, au Palace ; Ted Nugent le 29 avril au Pavillon de Paris ; Kate Bush au Théâtre des Champs-Élysées le 6 mai ; les Who le 12 mai à Fréjus ; John Mayall le 18 mai à Strasbourg, le 20 à Nice, le 21 à Lyon, le 22 au Pavillon de Paris ; Bonnie Tyler le 4 mai au Palace ; Richard T. Bear le 9 mai au Palace ; Aventura White Band le 17 mai au Palace.

Expositions

Solidité à toute épreuve

Philippe Lévani s'est remis à la peinture à l'huile depuis quelques années déjà. Le voilà qui se décide à montrer les fruits d'un travail obstiné (1) : des toiles profondément élaborées, radieuses, on n'ose pas dire éclatantes tant le souci d'harmonie qui l'habite en tempère la rudesse et résiste à des objets si souvent identifiables leur serine polychrome. Des thèmes peints dans la réalité et dans l'arsenal d'une éternelle tradition. De là à l'accuser d'archaïsme... Lévani s'en rend compte, dans son esprit de la mode, il poursuit en solitaire des recherches qui, pour être pas ostensiblement révolutionnaires, risquent pourtant de l'être assez loin.

Cette indépendance commence avec les aquarelles où le minimum de lignes et de couleurs recrée l'immensité de l'horizon, la fluidité des eaux, l'assise compagne des vagues, en Bretagne, en Bourgogne, par exemple. Le mer à Trégueux, le Bois d'André, Labor au Quenil, entre tant d'autres. Ici, bédouins, on démontre un bémol entre ces visions épurées et la toisonnante richesse des huiles, ignore la différence des techniques et n'a pas vu que la même lumière, qui inonde les secondes, a été d'abord capée en plein air avant d'être projetée sur le feuillet apparent de l'induit, en atelier que le peintre, sans souvent chercher plus loin ses modèles, « portraiture » inlassablement, et ce n'a pas seulement l'André blanc et ses subtils modulations. Maintes fois émane des objets,

la lumière, elle amplifie leur espace à deux dimensions. Mais s'il s'y trouve bien et le peint et le repeat avec délices, Lévani ne se confie pas. Il regarde à l'extérieur et fait défilier la Tour de Levallois (avant de déménager), on s'en va guetter sur le motif les Sout-Bois à Thoiry, visités par le soleil.

Dans un tour autre registre, ce sont aussi des préoccupations d'ordre éminemment pictural qui ont guidé Saint-Cricq dans ses compositions insolites (2). N'en doutons que ceux qui perçoivent seulement les détails fatidiques de ces assemblages d'éléments fixés par des points et, au fond, pas si hétéroclites que ça. Saint-Cricq les a choisis dans le crépuscule des objets au rebout sans doute pour leur signification, nullement abolie, inféchie au second degré s'ils ont été partiellement dévêtus, mais également pour leurs vertus plastiques. Cibles coupées en quatre, sarrasins de bazar, roues, personnages découpés, etc., leur fonction de ready made est dépassée. Ils sont les composants d'un tout. Répétés d'ailleurs, lorsque l'ensemble du tableau le réclame, comme son point, et, admettons, les fonds, comme sont peints, celles des icônes, les planches réunies et clouées sur à côté.

Le dessin complaisant à l'occasion un manège. Non sans humour, un humour poétique aux limites, qui ne s'arrête pas aux titres : Découvertes archéologiques, Petit Buis, Cabine à roues, L'inséparable de la culture,

la Magicienne, la Chèvre de bataille, et des dizaines d'autres. Paris-Berlin en un clin d'œil ironique qui n'a besoin de nul autre commentaire. Ce n'est certes pas le cas de la plupart des œuvres de Saint-Cricq — administrateur inconditionnel au démarrage de Jean Gris — qui n'en finissent pas de leurs leurs secrets.

Tant que Chardin sera d'actualité — on n'en verra certes pas la fin avec celle de l'exposition — on ne se lassera pas de revoir au moins les reproductions de ses œuvres. En voici treize, en fait belles couleurs, dans la monographie qui a pris place dans la collection « De la peinture » — à laquelle nous ajoutons Marcel Bion et donat un Guardi (3). Il y est précisé que le nez de Sabine Cord, conservateur des musées nationaux, a été redigé avant l'ouverture de la rétrospective du Grand Palais. Tout en ne se présentant pas comme la réplique du catalogue de Pierre Rosenberg, ce page, qui dit l'essentiel, nous invite à déplorer cette « gastrologie de l'œil » offerte par le maître du Palais de l'œil de la loi.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Galerie de Nevers, 11, rue de Nevers et 16, rue Dauphine.
- (2) Principale, 13, rue de la Ferronnerie.
- (3) Henri Serep, Diffusion Weber, prix 125 F.

Le troisième œil de Folon

Folon change. Il est toujours lui-même, gentil poète plein de nostalgie d'un ailleurs lointain et inaccessible qui émergeait les enfants. Mais dans ses aquarelles, il casse d'être l'attachiste rêvant avec un langage fondé sur les plus grands dénominateurs communs. Il reste l'illustrateur innocent, et comme par inconscience, du monde d'Orwell, il propose une illustration de celui de Bradbury. L'image qu'il en donne n'est pas terrifiante. A force de jouer avec les tâches de signalisation, la rectitude coupante et désertique de villes modernes fantomatiques, on a fini par s'y habituer. Et comme par enchantement la sémantique urbaine de Folon s'est inversée. Elle était contre l'envahissement moderne et le mythe de la technocratie. Elle est devenue ambiguë. Tantôt elle conte l'effroi d'un petit homme au chapeau rond, perdu dans des villes sans routes, tantôt il rend aimables les ordinateurs.

Ambivalence bénéfique ! Les écologistes et les opposants à la technocratie moderne se trouvent dans ces images, tandis que les technocrates utilisent leur ironie de bon aloi pour nous familiariser avec les bons robots. On peut lire du côté face et du côté pile, ces images. Elles sont ouvertes. L'entrée est libre.

Depuis plus de dix ans qu'il pratique l'aquarelle, Folon manifeste aujourd'hui une technique de plus en

plus maîtrisée. Ces œuvres sur papier sont délicieuses, légères comme une rosée de rêve ou matin déposée. Elles semblent humides. La couleur y est largement étalée d'eau. Folon en met d'abord un peu, puis y revient et le nourrit de pigment qui flotte dans l'eau comme dans de l'air.

Et il enrichit son langage. En réalité, il le modifie. La coloration anti-technocratique s'estompe. L'air glisse plus résolument sur le versant sudiste. Chaque aquarelle est l'illustration d'un fantasme de Folon sur la réalité, même si celle-ci est en fait inventée. C'est une dérive sur le visible, des remarques, des observations sur ce qu'il voit ou entendrait avec un « troisième œil ». C'est le privilège de l'artiste que de pouvoir pousser plus loin ses songes. Et, ayant débordé un langage d'images, de nous les donner à voir. Voici le soleil carré, carré comme les maisons qu'il domine dans le paysage ; la ville assise avec ses buildings en forme de chaises ; le silence, éloquentement bien sûr, du Sphinx, qui fait « chat » ; le doigt sur les lèvres. C'est le langage de la littérature, que Magritte avait maîtrisé avec parfois une certaine puissance suggestive. Chez Folon, elle a des expressions d'innocence étonnante, légère, étonnée de s'ouvrir à chaque aquarelle sur une vue imparable de la poésie de l'abstrait, où les méchants et les bons sont tous également parés de sures rose et bleu.

JACQUES MICHEL.  
★ Aquarelles de Folon, galerie de Bergues, 57, rue de l'Université.



En bref

■ Il n'y aura pas de festival international cinématographique de Paris cette année. M. Pierre-Henri Delmas, délégué général, a décidé de reporter la prochaine manifestation à l'automne 1980, afin de combler le déficit actuel et de préparer un festival d'une plus grande envergure, que la ville de Paris et l'État se partagent.

■ Le centre culturel municipal d'Argenteuil (Val-d'Oise) propose une semaine des cinémas africains du 23 au 27 avril (Rencontres : 961-25-29).

■ Le deuxième festival international du film sur l'écologie et l'environnement a lieu à Montpellier jusqu'au 2 mai. De nombreux films inédits, de tous les formats, sont projetés à cette occasion (Rencontres : 63-49-93).

■ Le groupe occitan Mont-Joli, les chanteurs connus de la Canta a popula corrus, participent à la première fête de « Sud » l'hebdomadaire du Languedoc, qui a lieu ce week-end à Montpellier. Le théâtre de la Carrière présente sa dernière création.

■ L'Association des écrivains des hautes études connaît le « jeune cinéaste français de demain » au cours d'un « Pictures Bazaar » qui aura lieu du 22 au 26 avril. Un débat sera consacré, le dernier jour, à 20 heures, à la censure, avec la participation des députés Robert André Vivien (R.P.), et Jack Rallat (P.C.), et quelques réalisateurs et critiques. (R.E.C. : 1, rue de la Libération, 75350 Jouy-en-Josas. Tél. : 856-43-62.)

Anciens et nouveaux vélins au Musée

Le Musée national d'histoire de Paris présente jusqu'au 5 mai les six nouveaux vélins qui viennent d'enrichir sa collection. Celle-ci commença par Gaston d'Orléans vers 1630 et augmentée au fil des siècles, compte maintenant un peu plus de six mille pièces.

Gaston d'Orléans est connu pour être le frère turbulent de Louis XIII. Mais grand amateur de plantes, de jardins et d'oiseaux, et qui fut fort rare à son époque, il commande les premiers vélins que l'on peut définir comme de grandes miniatures peintes sur un parchemin spécial fait de peau de veau mort-né. A sa mort, ces chefs-d'œuvre de précision et de délicatesse devinrent la propriété de son neveu Louis XIV. Celui-ci et Colbert continuèrent cette collection. L'élan était donné et les vélins s'accumulèrent jusqu'au début du vingtième siècle. Arrivés maintenant quelques dizaines d'années, l'habitude de faire des peintures d'histoire naturelle sur vélin a été reprise récemment. Christiane Grizant-Herpe, Madeleine Rollinat, Bernard Durin, Denise Weber, Paul Barnet et Pierre Dandelot, sont les auteurs de ces six nouveaux vélins. Leurs fleurs, leurs insectes, leurs grenouilles, leurs oiseaux et leurs singes sont autant de chefs-d'œuvre qui ne sont pas n'importe quel « vieux » comparés aux trente-cinq vélins anciens exposés en même temps.

YVONNE RESEYROL.  
★ Bibliothèque du Musée, 28, rue de la Harpe, Paris 5. Ouvert de 10 heures à 17 heures, tous les jours, sauf le mardi. Prix : 5 F.

Lettres

A « APOSTROPHES »

Apostrophes

Périodiquement, « Apostrophes » compte un jeune invité hostile à l'émission et qui croit se dédouaner d'y aller quand même, en crachant dans la soupe ou en insultant les visiteurs.

Guy Hocquenghem s'était visiblement fait, le vendredi 20 avril, cette promesse, conforme à la marginalité de son journal Libération et de son pamphlet la Beauté du mépris. Face aux trois cailloux de la presse hebdomadaire que Bernard Pivot lui opposait comme à dessein — Jean Daniel, Jean-François Revel, Georges Sureau — face à leurs cinquantaines installées et savantes, le jeune, sans cravate ni passé, a choisi la castagne sur le thème : « Vous êtes tous les trois le flic, le pouvoir, et moi le puréte solitaire. »

Hélas ! pour lui, il s'est contenté d'apostropher sans faits précis. Sur l'assassinat de Curjel, qui a suivi un de ses articles, Suffait avait beau jeu de répondre qu'on ne sait jamais les conséquences de ce qu'on écrit et que l'histoire trancherait. Reprocher à Jean Daniel de ne pas avoir fait de journalisme sur le terrain ou suspecter sans preuves les ressources de l'Observateur, devenant

Musique

Inauguration du Printemps avec Gérard Frémy

Dans le ravissant petit théâtre du Ranelagh, rue des Vignes, on flote encore le souvenir de René Boylesse et de Gabriel Fauré, se poursuivant l'existence de plus en plus confidentielle du Printemps musical de Paris, qu'animent avec sa conviction habituelle Antoine Goléa. Celui-ci se décrit lui-même « dans une galère, c'est-à-dire un navire très inconfortable, mais solide, et d'autant plus qu'on le combat de toutes parts ». C'est qu'il y défend « contre vents et marées » les œuvres du vingtième siècle, tout en excluant celles que « les gens aiment par snobisme », comme les « Xénakis, Cage, ou certains Boulez » (« le destructeur périodique ») et beaucoup de jeunes, sans compter tous ceux dont la musique « est crasse ou bégaye ».

Du coup, le magazine d'âge paraît un peu dévot cette année, avec des œuvres de Prokofiev, Auric, Milhaud, Villa-Lobos, Henry Barraud, Schoenberg, Tiersi, malgré des créations mondiales de Sandro Gorli et du François Patrice Fouillat (lundi prochain, par le Collectif 2 e 2 m.).

Le festival d'inauguration, donné par Gérard Frémy sur un beau Bösendorfer, offrait une vision très intérieure du vingtième siècle, à l'image de cet excellent pianiste, qui semble toujours plongé dans un abîme de méditations lointaines. Le Klavierstück 9 de Schoenberg, avec ces vagues d'octaves qui s'entourent les doigts, ou le Concerto pour piano dans le brouillard, œuvre sur un monde inconnu d'où émergent des fleurs de silence ou des éclats de miroirs ; de même, les Feilich Pièces opus 19 de Schoenberg, brèves, alambiquées, comme des gouttes d'eau demeurées au creux du rocher, et aussi les Préludes opus 14 de Scriabine, les tout derniers, où la musique elliptique, sinistre, traversée de quelques flèches fulgurantes, est suspendue au-dessus de la porte entre la vie et la mort.

Miroirs de Voltaire Faust d'Henri Pousseur ne donnait pas une image plus rassurante de la musique de piano moderne ; malgré sa sobriété, ses partitions forment une énigme, un pseudo

Mozart avec des pseudo Chopin et Brahms, une fantaisie sur le prélude de Tristan, votre peut-être des Walkyries, le fond de l'œuvre est sombre, la vue se brouille, et cette musique que Frémy fait cependant richement sonner n'arrive pas à trouver son unité. Mais l'auditeur ne nous lance-t-il pas sur une fausse piste en nous invitant à déceler tant d'allusions à d'autres musiques, comme s'il s'agissait d'un jeu radiophonique ?

L'atmosphère allait enfin se détendre avec une œuvre de Michèle Bokanowski, où l'interprète, sur un « piano préparé » à la manière de Cage, rivalise avec une bande magnétique qui le bombarde de séquences de piano enregistrées, amplifiées en longues résonances. Une sorte de magma aux séquences brillantes, assez désordonnées, mais aux contours souvent nets et agréables, et dont le dynamisme accoutte heureusement l'auditeur.

JACQUES LONGCHAMPT.

Variétés

TOM JONES à l'Olympia

Cellois né dans une famille de mineurs, Tom Jones a évolué du rock à la musique country, puis aux romans sentimentaux. Aujourd'hui personnage hollywoodien, il a son show annuel à Las Vegas et se présente à travers les États-Unis à un immense public, où le jeune fille sage américaine retrouve sa mère.

Tom Jones perçoit la tradition du « crooner », du chanteur de charme et de romances, il y a quarante ans par Bing Crosby, et renouveau plus tard par Frank Sinatra et Dean Martin. La voix qui éclate large, chaleureuse, trainant simplement avec une mélodie dans une souveraine déconscience, dans un état d'apathie de bonheur, Tom Jones est ce que les Américains appellent un « entertainer », un homme de spectacle.

A l'Odéon de l'Olympia pour quatre concerts, assurés d'un orchestre de vingt musiciens, en partie américains, en partie français, et de trois choristes noirs, Tom Jones, comme noir, chemise blanche à jabot de dentelle, visage pâle par le soleil de Californie et du Nevada, gestes stylisés, chance et danse avec une prodigieuse aisance, donne l'impression de s'offrir et d'être toujours en deçà de ses moyens. Le spectacle qu'il présente n'est pas seulement différent de celui donné dans la même salle il y a dix ans, on au Palais des Congrès il y a trois ans. Le même abajour, le même punch se retrouvent dans un show bien huilé, sans accroc, qui veut surtout par sa présentation même, et par la signification de celle-ci. Seule, bien sûr, les chansons standards changent.

CLAUDE FLEUTER.

★ Olympia, samedi, à 19 h. 30 et 22 h. 30.

Yves Duteil

Le cœur à ciel ouvert, la tendresse dans ses propres pulsations à des chansons qui s'incrustent dans la mémoire, des ballades qui montrent les vibrations du quotidien, qui se laissent porter par une vie paisible à la campagne, Yves Duteil a une inspiration qui n'est pas sans rappeler fortement certaines chansons de Charles Trénet (Promes Dimanche, De la fenêtre d'un haut, Quand un lacet s'enroule), qui ont exprimé au univers où tout le monde meurt se place, une France équilibrée entre la campagne et la ville, qui ont rendu compte d'un art de vivre.

Avec le langage de la sensibilité, Duteil chante le Tournesol, Les p'tites caresses, le petit pont de bois pour passer la rivière, le fruit du verger qui s'épauille le soir au coucher du soleil, les petits bonheurs perdus. Il y a un charme fragile, qu'accroche encore sans doute le groupe, presque uniquement constitué d'instruments à cordes (violons, violoncelle, basse, guitare), qui accompagne le chanteur au Théâtre des Champs-Élysées. — C.F.

★ 20 h. 30.

SAINT LAZARE PASQUIER CINEMAS

FLIC OU VOYOU

LA PLUS BELLE SOIRÉE DE MA VIE

LES FOLLES AVENTURES DE PICASSO





## cinémas

### La cinémathèque

Chaillet, sam., 16 h. : Cléopâtre, de  
C. B. De Mille; 18 h. : Lockhart  
Festival, de C. Levy, et Camels  
and the Pitjantjara, de R. San-

[illegible]

**L'ADOLESCENTE (Fr.)** : Paramount-Marivault. 2<sup>e</sup> (742-83-00)

[illegible]

**UN JOUR SUR LA PLAGE.** Film anglais de Simon Horne -

[illegible]

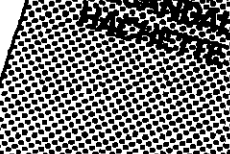
**FILMS DU TIERS MONDE (v.o.) :**  
Bopariste, 6<sup>e</sup> (325-12-12).

[illegible]

**ACCIDENT (A, v.o.) :** Studio de

127024, 11\* (360-19-37), W. H. SC  
 ALICE A. PATE DES FAVORITES L.  
 (12-24-48) 11\* La Seine, 5\* (325-  
 92-92), 14 D. 15  
 ALBERT LES BEBES (Fr.): Marais,  
 12-24-48 11\* La Seine, 5\* (325-  
 92-92), 14 D. 15  
 AMES PERDUES (It., v.o.): Saint-  
 Ambroise, 11\* (700-98-16), mar.  
 sot.  
 BONNIE AND CLYDE (A. v.o.):  
 Olympia, 14\* (542-67-42), 18 h. (af  
 S. D.)  
 BLUE COLLAR (A. v.o.): Luxemb-  
 ourg, 6\* (533-97-71), 10 h. 12 h.  
 24 h.  
 LE CUIRASSE POTEMKINE (Sov.  
 v.o.): La Seine, 5\* (325-92-92),  
 20 h. 45  
 L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.)  
 (\*\*) Saint-Ant-d-des-Arns, 5\*  
 (325-92-92), 12 h. 24 h.  
 GIRL FRIENDS (A. v.o.): La Seine,  
 5\* (325-92-92), 12 h. 10 h. (D.),  
 14\* (542-67-42), 18 h. (af S. D.)  
 LE GRAND DESERT DE GOLFOT (It.):  
 Saint-Ambroise, 11\* (700-98-16),  
 mar. sot.

**GABRIEL ENKIRI**

- 
- LE SCANDALE HACHETTE**
- JEAN-PIERRE LAROCHE
- 3 SARL
- L'auteur et les éditions Savelli protestent contre le refus d'Hachette de mettre en vente ce livre dans les bibliothèques de gares, du métro et des aéroports - secteur où elle détient le monopole de la distribution - et décident de porter l'affaire devant l'opinion publique, les élus et la justice.
- 150 pages 33 F**

**USAGERS DES TRANSPORTS EN COMMUN DEMANDEZ  
CE LIVRE A LA BIBLIOTHECAIRE DE VOTRE STATION!**

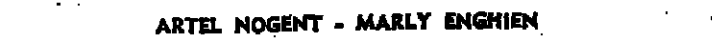
Editions SAVELLI  
Diffusion La Jonquière : 33, Bd St-Martin 75003 Paris

AMERICAN GRAFFITI (A. v. L.) :  
Donferl, 14° (033-00-11).  
JANSE ET LA FEMME (Can.) : 14

ANGE, 5° (337-90-00).  
 SAINTE HALL (A. v. o.) : Clouche  
 Saind-Germain, 6° (833-10-82)  
 L'ARNAQUE (A. v. o.) : Lucernaire  
 6, 544-57-34)  
 LE BAI DES VAMPIRES (A. v. o.) :  
 Clouche-Palace, 5° (833-07-78).  
 CAVIUS (A. v. i.) : Rex, 3° (238-  
 82-82) ; U.G.C. Danton, 6° (328-  
 42-82) ; Ernitage, 5° (359-15-71) ;  
 Le Royale, 8° (285-82-08) ; U.G.C.  
 Gobelins, 13° (331-06-19) ; Mira-  
 mir, 14° (320-89-52) ; Mistral, 14°  
 (539-52-43) ; Magic-Convention, 15°  
 (628-20-64) ; Napoleon, 17° (390-  
 41-46).

QUARTIER LATIN v.o. - STUDIO DE LA HARPE v.o. - IMPERIAL  
 RATHÉ v.f. - GAILMONT CONVENTION v.f. - 3 NATIONS v.f.

A partir de vendredi : 14 JUILLET BEAUGRENELLE v.o.



les  
14  
JUILLET  
● BEAUGRENELLE



**REBECCA**

**SECRET**

**LE SOUFFLE  
DE LA**



**L'ARNAQUEUR**  
de R. ROSEN (vo)

**HESTER STREET**  
 dc J.M. SILVER (vo)

## PANIQUE A NEEDLE PARK

**PARKING**  
à la porte du cinéma

## QUINZE ANS DE RECHERCHES SUR UNE ÉNERGIE NOUVELLE

## Un bricoleur du Var transforme la broussaille de forêt en gaz et en électricité

D'une maison-bélvédère plantée dans les bois de Villacrosse (Var), on découvre la mer devant Saint-Raphaël et la montagne Sainte-Victoire, au-dessus d'Albi. C'est là que demeure Jean Pain, surnommé le « pape du compost » de broussaille. Dans l'entrée, il époule sur un commodeur la pièce « éclairée » : « Électricité de broussaille », dit-il. Il approche une allumette d'un réchaud. La flamme jaillit : « Gaz de broussaille ». Il met en route sa 2 CV : « Super de broussaille ». L'eau chaude et le chauffage de la maison viennent également de la broussaille — non pas brûlée, mais toujours réduite à l'état de compost.

Alors, énergie-miracle autant que renouvelable, ou gadget réussi par un bricoleur étudiant ? Un village des environs, Montmeyan, donne une réponse : la mairie, l'école, la poste et la salle des fêtes sont équipées d'un système de chauffage... à partir de l'énergie broussailleuse, méthode Jean Pain. Quant au miracle, c'est celui de la volonté d'un homme et de sa compagne. Simple, à partir de la fermentation de végétaux broyés, Jean Pain tire de l'énergie sous deux formes différentes : de l'eau chaude par simple contact avec le stock en fermentation, du gaz par méthanisation — comme au début du fumier animal. Ce gaz peut aussi bien brûler dans un réchaud, faire tourner le moteur de la voiture (10 kilos de compost fournissent l'équivalent d'un litre de super), actionner une dynamo qui charge une batterie et alimente la maison en électricité.

Ces procédés ne sont pas nouveaux, mais il y a ici quelque chose en plus. Jean Pain, autodidacte, possède, il y a quinze ans, au début de ses recherches, pour un illuminé. Aujourd'hui, certaines de ses méthodes sont appliquées en France et à l'étranger — Belgique, Californie, Canada, Sénégal, Centrafrique. Mais le « pape du compost » n'est pas qu'un technicien, il a aussi une

philosophie. Pour lui, alors que les sols s'épuisent et que le désert progresse — « Voyez le Sahel ! » — l'avenir de l'homme se trouve dans la forêt. Car, après avoir fourni son énergie, le compost de broussaille procure encore le meilleur des engrais agricoles. Grâce à lui, on pourra régénérer les forêts à l'abandon ou surexploitées.

L'aventure de Jean Pain est née de la pauvreté. Petit industriel parti se mettre au vert, devenu gardien sans salaire d'un domaine forestier, il commence par économiser la paille de la litière de ses deux chèvres en allant couper le maquis aux alentours. Or cette broussaille livre la forêt méditerranéenne à des incendies catastrophiques malgré une armée du feu entretenue à fonds perdus et des équipes de débroussaillages aux prises avec une incessante répétition. C'est là qu'il découvre les sept ans d-40 à 50 tonnes de matière ligneuse à l'hectare. L'idée, simple mais aux immenses conséquences, consiste à ne pas brûler sur place cette végétation gênante et à en exploiter toutes les possibilités, ce qui, du même coup, rentabilise l'entretien des sous-bois. Premier usage de la litière, le compost : Jean Pain a fabriqué un broyeur spécial, aujourd'hui construit par une entreprise de Grenoble, pour hacher la végétation qu'il humidifie et travaille selon une méthode longuement mise au point.

## Gros légumes

La fermentation dure ensuite de huit à dix-huit mois, selon la destination du produit. Le but est de reproduire fidèlement ce qui se passe dans la forêt, produisant elle-même son humus. Détail capital : l'existence variée des plantes sauvages, non altérées par des traitements. Leurs richesses diverses accumulées par la photosynthèse — revêt le soleil — sont mises aux cultures tout ce qui leur est nécessaire. Le résultat est spectaculaire : des légumes et des fruits de

taille biblique ou des prairies normandes surgissent, sans engrais, des durs collines provençales. Expériences renouvelées ailleurs : du Vercors à la Suisse, de la Côte-d'Or au Canada ou à la Belgique. Contrairement à certains « ralleux de l'écologie », Jean Pain ne tire pas son revolver quand il entend parler de cultures rentables. Il fait au contraire des comptes précis pour approcher du cycle idéal. La broussaille infiniment renouvelable, dont il faut de toute façon débarrasser la forêt, ne sera donc plus brûlée sur place — ce qui, à la longue, détruit la vie des sols. Elle fournira l'énergie nécessaire à son transport et à son traitement, outre les « services » de chauffage, d'éclairage, etc. En fin de course, elle enrichira, de la meilleure façon, la terre agricole ou forestière. La boucle est bouclée.

Cette capacité de restauration des forêts est si réelle que l'Arabie Saoudite va reconstruire près de Riyad une antique forêt disparue en important un compost de Tchecoslovaquie et de Malaisie. Israël « cultiver » son maquis pour « fabriquer » du compost à usage agricole.

En supplément à ces programmes, Jean Pain tire maintenant de la broussaille une huile odorante et une farine destinées à l'alimentation du bétail... Les pouvoirs publics n'ignorent pas ces efforts. Des contacts ont été pris avec différents ministères intéressés et des études sont conduites à partir des méthodes Jean Pain. Il ne reçoit pourtant aucune subvention. Jaloux de son indépendance, il n'en veut pas. Il finance ses recherches à coup d'astuces — ses « réservoirs » à gaz sont des chambres à air récupérées — et par la vente de son livre (1) : « Méthode, la voie », dit-il : il montre au mur un diplôme encadré : « Chevalier du Mérite agricole ».

JEAN RAMBAUD.

(1) Les Méthodes Jean Pain, par Jean Pain. Chez les auteurs, domaine Les Temples, 83900 Villacrosse.

## TOURISME

## UNE CAMPAGNE POUR LA PROMOTION DES « VACANCES VERTES »

« Le développement du tourisme en espace rural est désormais l'un des fondements de mon action », a indiqué M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs, qui participait, le 19 avril, à Clermont-Ferrand, à la célébration du dixième anniversaire de l'association VAL (Vacances Auvergne Limousin).

Cette action repose, a précisé M. Soisson, sur trois bases essentielles : la prise en charge de l'éco-tourisme local, le développement, en réservant un rôle primordial aux associations touristiques locales, d'une intégration judicieuse des activités d'accueil et de loisirs dans le tissu social et économique local ; la retombée économique sur la population locale d'une politique touristique adroitement menée.

Quatre décisions ont été prises à cet effet par les pouvoirs publics, devant rappeler le ministre. Sur le plan local : continuer le développement des opérations « pays d'accueil », qui groupent, sur le plan national, l'ensemble des prestataires de loisirs et d'accueil (dans le cadre du VII<sup>e</sup> Plan, cent « pays d'accueil » ont été promulgués). Sur le plan des régions : multiplier les schémas régionaux de développement des loisirs : un a été déjà approuvé, six autres sont en cours d'étude. Sur le plan des départements : établir des conventions définissant l'ensemble des actions ministérielles en ce qui concerne la jeunesse, les sports et les loisirs. Enfin, la mise en place pour permettre la commercialisation des différents produits du « tourisme vert », des centres de réservation, dont deux fonctionneront dès cette année.

En conclusion, M. Jean-Pierre Soisson devait rappeler, outre la création récente du Centre National de l'Information des Loisirs (CNIL) le 10 février, les actions engagées en faveur d'un meilleur équilibre des vacances avec, notamment, la programmation sur trois ans d'un calendrier scolaire, actuellement à l'étude, puis la création d'un titre-vacances qui, a-t-il annoncé, « devrait intervenir à la fin de la présente législature ».

## URBANISME

A PARIS DANS LE 13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

## Une rénovation « en douceur » pour le secteur Italie

L'opération de rénovation immobilière du secteur Italie, dans le treizième arrondissement de Paris, va être relancée avec de nouveaux principes, a indiqué le vendredi 20 avril, M. Jacques Chirac, au cours d'une conférence de presse.

Il s'agit, a déclaré le maire de Paris, d'abandonner les « opérations table rase » et en même temps d'« homogénéiser » ce secteur ou coexistent tours et pavillons. A cet effet, a indiqué M. Pierre Ligen, directeur de l'aménagement urbain, la Ville va notamment entreprendre une politique d'amélioration de l'habitat existant et réaliser successivement trois ZAC (zone d'aménagement concerté) : celle de Baudricourt, puis celle de Kellermann, enfin celle de l'Îlot du Moulin de la Pointe.

Le plan d'aménagement de la ZAC Baudricourt, qui sera soumis le 23 avril au Conseil de Paris, prévoit trois nouvelles dispositions : 1<sup>o</sup> les entreprises industrielles et artisanales existantes seront maintenues, de nouveaux locaux à des prix de location relativement bas seront créés ; 2<sup>o</sup> la hauteur des bâtiments sera réduite par rapport aux prévisions

initiales, aucune construction ne dépassant 31 mètres ; 3<sup>o</sup> l'espace vert prévu sera ouvert sur des chemins piétonniers et moins resserrés à l'intérieur des immeubles. Sur l'ensemble de l'opération qui est comprise entre les avenues d'Italie et de Choisy et l'avenue Baudricourt, mille logements doivent être bâtis dont plus de sept cents « aides », a précisé M. Ligen. Divers équipements sociaux sont prévus.

Pour la construction du centre omnisports de Bercy, M. Chirac a indiqué qu'un accord à l'amiable avec des négociants en vin occupant les lieux a été conclu, ce qui permettra un « démarrage rapide » des travaux. Il a rappelé que ce nouveau « Vel d'hiv' » pourrait accueillir dix mille spectateurs et, outre les courses cyclistes, diverses manifestations sportives et des spectacles. Dans les locaux annexes, un musée des sports financé par l'Etat pourrait être installé.

Enfin, M. Chirac a indiqué que la Ville continuait sa politique d'aménagement des centres aérés. Cinq nouveaux centres hebdomadaires seront créés. En 1979, 4,7 millions de francs seront consacrés à l'équipement des centres aérés de la capitale.

## P.T.T.

## Dès le mois de juillet

## UN SERVICE TÉLEPOSTE ENTRE PARIS ET NEW-YORK

M. Bernard Grasset, directeur du cabinet de M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a reçu le 19 avril, en compagnie de M. Emile Simon, directeur général des postes, M. William F. Bolger, postmaster général des Etats-Unis et M. Edgar S. Stock, responsable des relations internationales de la poste américaine.

Les uns et les autres se sont trouvés d'accord sur la nécessité, pour la poste, d'utiliser les nouvelles techniques afin de faire profiter la clientèle de plus larges possibilités de communication.

Dans cette perspective, ont

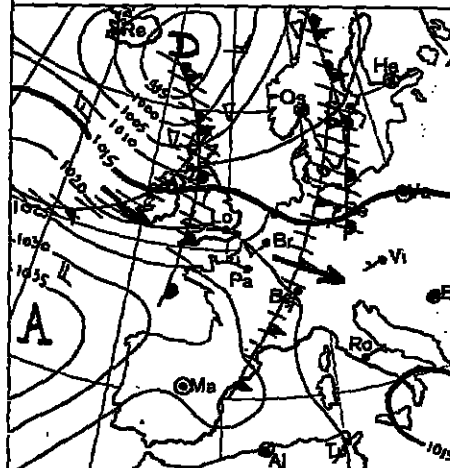
été évoquées les conditions de lancement du service « téléposte » qui permettra, à titre expérimental, dès le mois de juillet, et de façon permanente à compter de l'automne 1979, d'établir une liaison par téléposte entre la France et les Etats-Unis.

Cette liaison, qui fonctionnera à Paris depuis le bureau installé au Palais des Congrès de la porte Maillot, permettra aux entreprises françaises et américaines d'échanger des messages et des documents dans un délai de deux heures environ. Plusieurs entreprises de la région parisienne se sont déclarées intéressées par ce nouveau service.

## INFORMATIONS PRATIQUES

## MÉTÉOROLOGIE

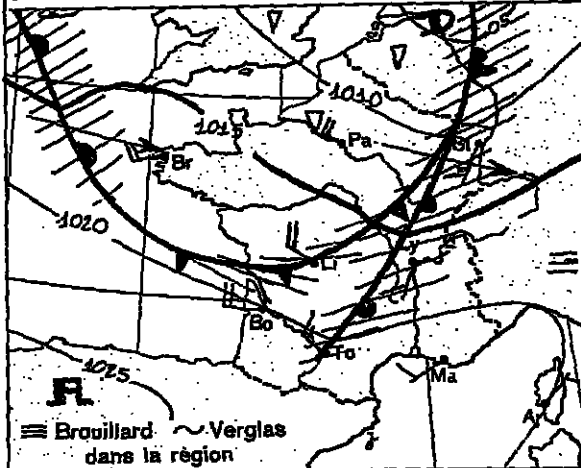
## SITUATION LE 21-4-79 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 21 avril à 8 heures et le dimanche 22 avril à 24 heures :

Des hautes pressions persisteront dans la région des Açores. Elles continueront de diriger sur leur face septentrionale un courant de perturbations atlantiques qui affecteront l'Europe occidentale. En France, dimanche matin, une de ces perturbations donnera une bande très nuageuse avec quelques pluies faibles des Landes et des

## PRÉVISIONS POUR LE 22-4-79 DÉBUT DE MATINÉE



Pyrénées centrales aux Vosges et au Jura. Cette zone achèvera de traverser le sud du pays le soir en prenant un caractère plus discontinu, mais probablement orageux. Cette perturbation sera suivie par le nord-ouest, d'un temps nuageux avec des éclaircies. On notera quelques averse, surtout de la Manche au nord-est, mais elles s'atténueront par l'ouest. Le soir, de nouvelles pluies pourront à nouveau tomber sur l'extrême ouest.

Samedi 21 avril, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1018,5 millibars, soit 764,7 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 avril ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21) : Albi, 18 et 8 degrés ; Biarritz, 13 et 11 ; Bordeaux, 14 et 7 ; Brest, 12 et 7 ; Caen, 11 et 6 ; Clermont-Ferrand, 11 et 6 ; Dijon, 14 et 4 ; Grenoble, 16 et 8 ; Lille, 10 et 4 ; Lyon, 14 et 6 ; Marseille, 18 et 11 ; Nancy, 11 et 7 ; Nantes, 18 et 5 ; Nice, 15 et 6 ; Orléans, 17 et 11 ; Paris, 13 et 7 ; Rennes, 13 et 4 ; Strasbourg, 13 et 6 ; Toulouse, 14 et 4 ; Valenciennes, 12 et 5 ; Nantes, 14 et 4 ; Pau, 13 et 7 ; Rouen, 10 et 5 ; Bruxelles, 10 et 7 ; Tien Canaries, 22 et 16 ; Capotauro, 18 et 4 ; Genève, 14 et 5 ; Lisbonne, 23 et 12 ; Londres, 13 et 4 ; Madrid, 19 et 4 ; Moscou, 2 et 5 ;

## Journal officiel

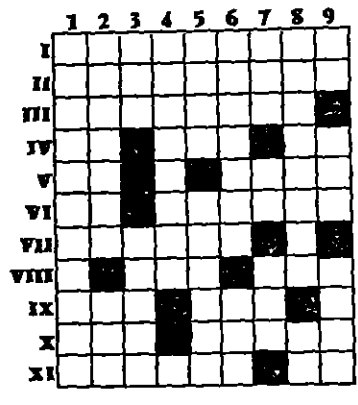
Sont publiés au Journal officiel du samedi 21 avril 1979 :

**DÉS DÉCRETS**  
● Approuvant l'institution par la Caisse nationale des barreaux français d'un régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse et survivants pour les avocats.

● Soumettant la Compagnie financière et industrielle des autoroutes (Cofiroute) et la Société des autoroutes Paris-Est-Lorraine (APEL) au contrôle économique et financier de l'Etat.  
● Fixant les conditions d'application de l'article 13 de la loi de finances pour 1979 instituant une taxe sur les encours de crédits.

## MOTS CROISÉS

## PROBLEME N° 2365



## HORIZONTALEMENT

1. Peut être une folie quand elle est secondaire. — II. Etale comme des soucs. — III. Récepteur pour cracher. — IV. Peut marquer l'alternative ; Dont on s'est débarrassé. Pour demander l'endroit. — V. Pronom. Peut être jeté quand ils sont hautes. — VI. Pronom. Qui a donc l'air d'un cornard. — VII. Agit en expert. — VIII. Vainquit les Médianes ; Pays socialistes. — IX. Peut évoquer un appareil ; Est toujours en train de regarder. — X. N'est pas reconnaissant ; Petites mœurs. — XI. Mettre à l'épreuve ; Un peu de tout.

## VERTICALEMENT

1. Ne peut se faire qu'après l'extraction de tous les chiots. — 2. Souvent carrées sur les armoiries ; Adjectif pour une bonne œuvre. — 3. Entre deux portes ; Souvent assorties quand on est dans de beaux draps. — 4. Qui ne veut donc pas venir dans le quartier. — 5. Partie d'une balance ; Peut retenir un vaurien à terre ; Peut griser quand il est pur. — 7. Qu'on ne veut donc pas endosser ; Participe évoquant des éclats ; Chaud quand il n'est pas pourri. — 8. Peut se voir sur des boutons quand elles sont dorées ; Comme un propriétaire. — 9. Préposition ; Qu'il faudrait donc remplacer ; Protège un mollusque.

## Solution du problème n° 2364

**Horizontalement**  
I. Chèque ; Solder. — II. Lustre ; Su. — III. Ravi ; Enlaidit. — IV. Ombre ; El. Gerbes. — V. Tancède ; El. Ode. — VI. Arrêtés. — VII. Estimé ; Usure. — VIII. Soûla ; Té ; Réside. — IX. Sali ; Iso ; Afin. — X. Al. Ile ; Renfile. — XI. Receler ; Prête ; XII. Aras ; Pion ; Est. — XIII. Uns ; Geron. — XIV. Rosseras ; Aérien. — XV. Enée ; Abel ; Saïle.

## VERTICALEMENT

1. Carottes ; Armure. — 2. Assa ; Soie ; Non. — 3. Eren ; Tra. Casse. — 4. Quinquiller ; Se. — 5. Us ; Termilage. — 6. Ite ; Ere ; Lésera. — 7. Erne ; Entier. — 8. Rab ; A. Rillettes ; Posé. — 9. Na ; Lé ; Oppin. — 10. Seigneur ; Eroda. — 11. Desse ; Nénies. — 12. Loir ; Usat ; Fra. — 13. Ecou. riflée ; Il. — 14. Esces ; Ediles. — 15. Ra ; Sec ; Une ; Tine.

GUY BROUTY.

## LOTTO

## TIRAGE N° 16

DU 19 AVRIL 1979

NUMERO COMPLEMENTAIRE 27

RAPPORT PAR GRILLE

GAGNANTS (POUR 1 F)

6 BONS NUMEROS 1 367 424,50 F

5 BONS NUMEROS 122 091,40 F

5 BONS NUMEROS 9 721,00 F

4 BONS NUMEROS 157,90 F

3 BONS NUMEROS 11,00 F

PROCHAIN TIRAGE LE 25 AVRIL 1979

VALIDATION JUSQU'AU 24 AVRIL 1979 APRES-MIDI

مكتبة من الاموال



حکومتی اہل

Le Monde

# économie

## CONJONCTURE

### L'économie française peut absorber les hausses actuelles des prix pétroliers

#### Mais de nouvelles augmentations auraient des conséquences graves

Les prix au détail des produits pétroliers augmentent de nouveau le 15 mai, conséquence logique des hausses décidées à la fin de mars à Genève par les pays de l'OPEP. Les pouvoirs publics n'ont pas encore choisi quelle sera l'importance de

l'augmentation ni comment elle sera répartie entre l'essence (ordinaire et super), le fuel domestique et le fuel industriel. Certains membres du gouvernement seraient partisans de relever sensiblement (8 à 10 centimes par litre) le

prix de l'essence, mais cette thèse est loin de l'avoir emporté. La question qu'on se pose actuellement avec inquiétude en haut lieu est de savoir si les hausses déjà décidées par les pays de l'OPEP sont les dernières de l'année ou si d'autres suivront.

S'attendra-t-elle à une augmentation de 15 % en moyenne annuelle. Nous sommes maintenant à 16 % en moyenne annuelle, soit presque deux fois plus que ce qu'étaient demandés les pays de l'OPEP il y a quatre mois seulement (3).

La situation ne doit pourtant pas être noire à l'excès et cela pour deux raisons :

1) La première est qu'en tout état de cause l'économie française peut digérer sans récession une augmentation de 10 % plus forte que prévue des prix pétroliers. Cette hypothèse avait d'ailleurs été envisagée et nous l'avons analysée dans nos colonnes (le Monde du 20 février 1979) en précisant que la croissance en serait un peu ralentie (de 2 à 3/10 de point), ce qui aboutirait à un taux d'augmentation du produit intérieur brut de 3,4 % en 1979 (contre 3,7 % prévu). En revanche la hausse des prix en serait accélérée de (3 à 4/10 de point), pour atteindre 8,4 % (au lieu des 8 % prévus par le gouvernement). Autre conséquence, la balance commerciale s'alourdirait de quelques milliards de francs par rapport aux prévisions, ce qui la rendrait légèrement déficitaire.

Une chose est sûre : actuellement, les prix de nos importations ont augmenté de 22 % en moyenne par rapport à fin décembre 1978. Ce renchérissement est le résultat de deux politiques pratiquées simultanément au sein de l'OPEP :

D'une part, celle de l'Arabie Saoudite dont les prix (1) n'ont subi jusqu'ici que la hausse minimale décidée à Genève à la fin de mars. Le baril de « brut » saoudien est passé de 13,3 à 14 dollars au 1<sup>er</sup> avril, soit une hausse de 9 % par rapport aux prix pratiqués de janvier à mars, mais de 14,5 % par rapport à ceux de fin décembre 1978.

D'autre part, celle de presque tous les autres pays de l'OPEP, qui assurent 65 % de nos importations et qui ont augmenté leurs prix de 27,5 % en moyenne, par rapport aux tarifs pratiqués fin décembre 1978. Cette hausse de 27,5 % comprend l'augmentation minimale de 14,5 % décidée fin mars, plus les surcharges appliquées par de nombreux pays exportateurs dès février et dont le principe a été entériné à Genève, dans la mesure où l'état du marché le permettait (« Et où l'entente des pays producteurs pour ne pas augmenter les quantités de pétrole produites afin de tendre les prix »).

A ce glissement moyen des prix de 22 % entre fin décembre 1978 et maintenant, correspond une facture qui, pour l'ensemble de l'année 1979, sera en augmentation de 15 à 16 % par rapport à celle payée pour l'ensemble de 1978. Ces chiffres postulent, bien entendu, qu'aucune hausse ne se produira plus cette année et notamment que l'Arabie Saoudite n'augmentera pas ses prix (2).

On mesure le chemin parcouru par les pays de l'OPEP si l'on se rappelle que, à la fin de 1978, la hausse prévue par eux pour 1979 devait être de 14,5 % échelonnée au long de l'année, ce qui aurait correspondu à une augmentation de 8,5 % seulement en moyenne annuelle (1979 comparé à 1978). Après la réunion de Genève, à la fin mars, l'application des

nouvelles hausses minimales devait aboutir à une augmentation de 15 % en moyenne annuelle. Nous sommes maintenant à 16 % en moyenne annuelle, soit presque deux fois plus que ce qu'étaient demandés les pays de l'OPEP il y a quatre mois seulement (3).

La situation ne doit pourtant pas être noire à l'excès et cela pour deux raisons :

1) La première est qu'en tout état de cause l'économie française peut digérer sans récession une augmentation de 10 % plus forte que prévue des prix pétroliers. Cette hypothèse avait d'ailleurs été envisagée et nous l'avons analysée dans nos colonnes (le Monde du 20 février 1979) en précisant que la croissance en serait un peu ralentie (de 2 à 3/10 de point), ce qui aboutirait à un taux d'augmentation du produit intérieur brut de 3,4 % en 1979 (contre 3,7 % prévu). En revanche la hausse des prix en serait accélérée de (3 à 4/10 de point), pour atteindre 8,4 % (au lieu des 8 % prévus par le gouvernement). Autre conséquence, la balance commerciale s'alourdirait de quelques milliards de francs par rapport aux prévisions, ce qui la rendrait légèrement déficitaire.

Prudent, les pouvoirs publics avaient, à l'été 1978, tablé sur une hausse des prix du pétrole de 10 % en moyenne annuelle en 1979 (la prévision actuelle est de 15 à 16 %).

#### Aux limites du supportable

Deux remarques doivent être faites en conclusion : la première est qu'actuellement les facteurs positifs l'emportent probablement encore sur les facteurs négatifs, les risques les plus grands proviennent par les hausses pétrolières étant probablement plus ceux d'une accélération de l'inflation que ceux d'un tassement important de l'activité économique française. Le danger est qu'un

processus inflationniste ne s'enclenche à nouveau : hausses de production des industriels, demandes d'augmentation des salaires pour compenser les hausses des prix, etc.

Une seconde remarque s'impose : les hausses des prix pétroliers n'ont probablement pas encore atteint le niveau à partir duquel l'économie française tomberait dans un état inquiétant.

d'inflation et de récession. Mais la limite ne se trouve peut-être plus très loin. Les divers calculs auxquels se sont livrés experts et statisticiens la situent un peu au-delà de 20 % en moyenne annuelle. Or nous sommes à 16 % et un alignement de l'Arabie Saoudite sur ses partenaires de l'OPEP la porterait à 19 %.

C'est dire que, dorénavant, la marge est étroite. Si elle devait être consommée dans les mois à venir, s'imposerait la nécessité d'une politique économique plus dure, qui verrait l'Etat intervenir davantage pour soutenir la croissance (par les investissements publics) et pour imposer une limitation stricte des coûts de production, grâce à une politique d'encadrement autoritaire des revenus. Une fois encore les décisions de l'Arabie Saoudite vont peser lourd dans la balance de nos chances et de nos difficultés.

ALAIN VERNHOLE.

(1) A l'exception d'une qualité extra-légère, le Baril, dont les prix ont augmenté de plus de 14,5 % par rapport à fin décembre 1978, mais dont les quantités importées en France sont minces.

(2) Dans l'hypothèse où l'Arabie Saoudite s'alignerait sur les autres pays de l'OPEP, la hausse des prix des approvisionnements français ne serait plus de 15 à 16 % en moyenne annuelle par rapport à 1978, mais de 19 %.

(3) Du fait que le prix du baril a été fixé à 14,54 dollars dès le 1<sup>er</sup> avril, au lieu de 12,96 le 1<sup>er</sup> octobre comme initialement prévu.

Le volume des importations en France devrait fortement progresser cette année, selon l'enquête lancée en mars par l'INSEE. Après de trois mille milliards d'importations, les dépenses d'équipement progresseront de 16 % par rapport à 1978, soit — compte tenu de la hausse des prix de 8 % à 7 % en volume — en 1978, ces mêmes dépenses avaient augmenté de 8 % seulement en valeur, ce qui correspondait à une baisse de 1 % en volume.

En revanche, l'INSEE prévoit que la baisse des effectifs employés par l'industrie se poursuivra en 1979 au même rythme qu'en 1978 : — 1,2 %.

En revanche, l'INSEE prévoit que la baisse des effectifs employés par l'industrie se poursuivra en 1979 au même rythme qu'en 1978 : — 1,2 %.

#### SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU « MONDE »

Les associés de la société civile à capital variable Les rédacteurs du « Monde » sont convoqués le mardi 8 mai 1979 à 15 h. 30, au siège de la société, 5, rue des Italiens, Paris (8<sup>e</sup>), pour y tenir l'assemblée générale ordinaire.

A l'ordre du jour :

- Admission de nouveaux membres ;
- Comptes de l'exercice ;
- Rapport du conseil d'administration ;
- Election de sept membres du conseil d'administration ;
- Questions diverses.

## AGRICULTURE

### Le « sucage » des vins mis en liberté surveillée

Pour mettre fin aux inégalités desuètes qui s'attachaient à l'ancienne réglementation sur la chaptalisation (suçage) du vin et qui régulièrement échauffaient les esprits des vignerons, les pouvoirs publics ont adopté une réforme qui fait suite, pour une large part, aux propositions contenues dans le rapport de M. Muret-Labarthe, directeur de l'ONIVIT (Office des vins de table) (« le Monde » du 28 avril 1978) et qui entrera en vigueur pour la prochaine campagne.

Le régime ancien aboutissait à autoriser la chaptalisation au nord d'une ligne Bordeaux-Valence et à l'interdire au sud, sauf pour les vins A.O.C. (à appellation d'origine contrôlée) et V.D.Q.S. (vins délimités de qualité supérieure) du Sud-Ouest, donc à pénaliser essentiellement les producteurs du Languedoc et du Roussillon. Exemple de l'injustice du système : la chaptalisation était autorisée dans la Drôme, mais interdite dans le Vaucluse et l'Ardeche, qui ne dépendent pas de la même cour d'appel. La réglementation nouvelle autorise deux procédés d'enrichissement qui tendent à augmenter le degré alcoolique des vins ayant une richesse en sucre insuffisante du fait des conditions de production défavorables.

Le premier procédé, la chaptalisation, consiste simplement à ajouter 17 kilos de sucre élève d'un degré un hectolitre au vin. Le droit de chaptaliser sera ouvert à tous les vins qui répondent à des critères de production définis par un texte réglementaire (portant sur l'encépagement, le rendement, le degré alcoolique minimum, la date du début des vendanges et la dégustation), c'est-à-dire en fait les A.O.C. et les V.D.Q.S. et les vins de pays. L'autorisation sera accordée au coup par coup en fonction des contrôles de maturité établis par le ministère pour les A.O.C. et les V.D.Q.S. et par l'ONIVIT pour les vins de pays. Pour faciliter le contrôle de cette réglementation, un projet de loi sera soumis au Parlement instituant un bon de transport justifiant l'origine et la destination des sucres.

## ÉNERGIE

### LE JAPON PAYE D'AVANCE UNE PARTIE DE L'URANIUM D'EURODIF

Tokyo. — Le Japon a accepté de payer par avance 528 millions de dollars (2,27 milliards de FF) à la France, pour la livraison d'uranium enrichi et la réalisation d'opérations d'enrichissement de ce minéral. Cette mesure devrait permettre de réduire l'important excédent commercial de la France avec le Japon (1,4 milliard de francs), a précisé vendredi 20 avril la Fédération japonaise des compagnies de production d'électricité. Quelque 300 millions de dollars seront ainsi versés à Eurodif et le reste à Uranex.

Le contrat initial prévoit l'achat de 10 000 tonnes d'uranium enrichi à Eurodif et de 5 000 tonnes d'uranium concentré à Uranex. Le paiement devait être échelonné sur sept ans. Les avances décidées par les compagnies japonaises couvrent l'achat de 3 500 tonnes d'uranium enrichi et de 1 100 tonnes d'uranium concentré. (A.F.P., Reuters.)

Le second procédé d'enrichissement consiste à ajouter au vin des moûts ou jus de raisin concentrés par évaporation de l'eau. Il a l'avantage d'utiliser les éléments de la matière viticole et donc de contribuer à la limitation des excédents. Mais il présente l'inconvénient d'être plus coûteux que la chaptalisation. Ce procédé sera autorisé sans distinction entre vins à appellation et vins de table. Cette opération sera subventionnée conformément aux dispositions communautaires, à la condition que les rendements ne dépassent pas 70 hectolitres par hectare. Par cette limite, les pouvoirs publics entendent à la fois favoriser la qualité et maîtriser la quantité des productions de vins de consommation courante.

Dans son rapport, M. Muret-Labarthe avait toutefois proposé un seuil inférieur : 60 hectolitres. En outre, l'idée d'une taxation pour les producteurs livrant un vin d'un degré supérieur au titre moyen de la région a été abandonnée.

Actuellement 70 % des A.O.C., 10 % des V.D.Q.S., 12 % des vins de pays et vins de table sont chaptalisés. La réforme, pour ce concerne ce premier procédé, implique la collaboration des syndicats de producteurs chargés d'établir l'inventaire de maturité des vendanges. Les risques de fraude demeurent : sur mille agents employés par le Service de répression des fraudes et du contrôle de la qualité, cinquante seulement sont affectés à la brigade des vins et spiritueux.

JACQUES GRALL.

## AFFAIRES

### QUI PRENDRA LE CONTRÔLE DE INTERUNION - BANQUE ?

La banque américaine Marine Midland et la Bayerische Vereinsbank, quatrième banque commerciale allemande, se disputent le contrôle d'Interunion-Banque, banque française sous contrôle étranger, spécialisée dans l'organisation de crédits internationaux.

Marine Midland détient déjà 45 % du capital d'Interunion, aux côtés de la Banque de l'Union européenne, la Royal Bank of Canada, le Tokai Bank (15 % chacune) et de la Bayerische Vereinsbank (10 %). Le 26 mars, la Marine Midland a offert de racheter la totalité des actions. Cette offre a été refusée par la Bayerische, qui s'est déclarée prête à racheter, elle aussi, Interunion aux mêmes conditions que Marine Midland. Apparemment, personne ne veut céder, les deux protagonistes se sont accordés quelques semaines de réflexion.

La valeur nette comptable d'Interunion — base des propositions de rachat — est évaluée à environ 80 millions de francs. La banque a un bilan de 1 milliard de francs et une rentabilité nette sur les fonds propres de 17 %. Un taux qui justifie à lui seul les convoitises dont Interunion est l'objet. — J.-M. Q.

Manufrance : le groupe suisse Cerilcon intéressé ? — Les négociations continuent pendant ce week-end pour le sauvetage de Manufrance. En plus de l'éditeur Dargaud et de la MACIF, on parlait vendredi dans l'entourage de M. Mistral d'un groupe étranger très important. Il s'agirait de la société suisse Cerilcon (48 milliards de francs de chiffre d'affaires).

# SIMONE VEIL

Ministre de la Santé et de la Famille

## CLUB DE LA PRESSE EUROPE

animé par  
Gérard Carreyrou  
et Alain Duhamel

Dimanche  
22 avril  
à 19h

LE 13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT  
ion « en douceur »  
secteur Italie

Le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, qui compte 115 000 habitants, est le seul de la capitale où la population ne cesse d'augmenter. Cette croissance, qui s'explique par la présence de nombreux lycées et collèges, a entraîné une forte pression immobilière. Les prix de l'immobilier ont augmenté de 20 % en moyenne ces dernières années. Les pouvoirs publics ont tenté de limiter cette hausse en imposant des plafonds de loyers, mais ces mesures ont été largement contournées. La situation est devenue insupportable pour de nombreux habitants, qui réclament une action plus efficace de la municipalité.

BOITE ENTRE PARIS ET NEW-YORK

Le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, qui compte 115 000 habitants, est le seul de la capitale où la population ne cesse d'augmenter. Cette croissance, qui s'explique par la présence de nombreux lycées et collèges, a entraîné une forte pression immobilière. Les prix de l'immobilier ont augmenté de 20 % en moyenne ces dernières années. Les pouvoirs publics ont tenté de limiter cette hausse en imposant des plafonds de loyers, mais ces mesures ont été largement contournées. La situation est devenue insupportable pour de nombreux habitants, qui réclament une action plus efficace de la municipalité.

Le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, qui compte 115 000 habitants, est le seul de la capitale où la population ne cesse d'augmenter. Cette croissance, qui s'explique par la présence de nombreux lycées et collèges, a entraîné une forte pression immobilière. Les prix de l'immobilier ont augmenté de 20 % en moyenne ces dernières années. Les pouvoirs publics ont tenté de limiter cette hausse en imposant des plafonds de loyers, mais ces mesures ont été largement contournées. La situation est devenue insupportable pour de nombreux habitants, qui réclament une action plus efficace de la municipalité.

Le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, qui compte 115 000 habitants, est le seul de la capitale où la population ne cesse d'augmenter. Cette croissance, qui s'explique par la présence de nombreux lycées et collèges, a entraîné une forte pression immobilière. Les prix de l'immobilier ont augmenté de 20 % en moyenne ces dernières années. Les pouvoirs publics ont tenté de limiter cette hausse en imposant des plafonds de loyers, mais ces mesures ont été largement contournées. La situation est devenue insupportable pour de nombreux habitants, qui réclament une action plus efficace de la municipalité.

Paris. Tél. : 296-55-34  
Prix : 100,00 francs





# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2. IDEES

— EUROPE ET CULTURE : « Voir les différences », par Jean David ; un livre d'Edgard Pisani : « Défense du monde » - Campagne d'Europe ».

### 3. PROCHE-ORIENT

— La « sécession » du Sud-Liban : M. Chomons estime que le commandant Haddad « n'est pas un traître ».

### 4. AFRIQUE

— OUGANDA : le maréchal Amin se trouve-t-il toujours à Jinja.

### 5. EUROPE

— ITALIE : la crise politique provoque un débat sur la réforme du système électoral.

### DIPLOMATIE

### ASIE

### AMERIQUES

### 5-6. POLITIQUE

— Les rapports entre la présidence de la République et les formations de la majorité.

### LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 7 A 13

— Au 21 de la semaine : « La vie en 1980 », par Pierre Villanove-Ponté.

### 14. SOCIÉTÉ

— Le syndicat F.O. critique l'absence de politique pénitentiaire.

### DÉFENSE

### SPORTS

### RELIGION

### MÉDECINE

### SCIENCES

— Match Ford-Porsche aux Vingt-Quatre heures du Mans.

### 15-17. CULTURE

— MUSIQUE : inauguration du Priatense musical, avec Gérard Frémy.

### EXPOSITIONS

— Le « troisième œil » de Folon.

### 18. ÉQUIPEMENT

— ENVIRONNEMENT : quinze ans de recherches sur une énergie nouvelle : un bricolage du Var transforme la brousse de forêt en gaz et électricité.

### 19-20. ÉCONOMIE

— CONJONCTURE : les conséquences de la hausse des prix du pétrole sur l'économie française.

### 21. REVUE DES VALEURS

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (18 à 22)

Anjou-Toul (18) ; Carnet (20) ; Journal officiel (18) ; Médiologie (18) ; Mots croisés (18)

## La visite de M. Olivier Stirn à Sofia annonce un resserrement des relations entre la Bulgarie et la France

De notre envoyé spécial

Sofia. — M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a été reçu, vendredi 20 avril, au cours de sa visite officielle de deux jours à Sofia, par le chef de l'Etat bulgare, M. Jivkov, et lui a transmis une invitation du président de la République à se rendre à Paris.

M. Stirn, qui devait regagner Paris ce samedi en fin de soirée, a également rencontré M. Andreï Lukanov, vice-premier ministre, chargé des problèmes économiques, et M. Petar Mladenov, ministre des affaires étrangères, auxquels il a transmis des invitations à se rendre à Paris pour rencontrer ses homologues, en juin et en octobre. Ces entretiens, dit-on des deux côtés, se sont déroulés dans une atmosphère « très cordiale et détendue ».

Le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères a également pris part à l'engagement pris par la France de plaider, au sein de la C.E.E., en faveur de l'octroi à la Roumanie des préférences généralisées.

Cet engagement, faisait-on remarquer dans l'entourage du secrétaire d'Etat, est d'autant plus ferme que la France est le

deuxième fournisseur occidental (derrière la R.F.A.) de la Bulgarie.

Avec le désarmement et la situation politique en Afrique, où la présence bulgare s'est affirmée ces dernières années, la politique chinoise de la France a été au centre des discussions. Malgré leurs réserves sur les ventes d'armes à la Chine populaire — à laquelle ils attribuent, notamment depuis le voyage de M. Hua Guofeng à Belgrade, une large part de responsabilité dans l'aggravation des tensions avec la Yougoslavie, sur la question macédonienne (le Monde du 13 avril) — les dirigeants bulgares soutiennent ardemment l'engagement français, lequel il ne serait pas souhaitable d'écarter Pékin, ni même de le laisser en tête-à-tête avec une seule puissance occidentale, c'est-à-dire évidemment les Etats-Unis. Sur le plan culturel, M. Stirn s'est félicité de deux officiers alors après le russe) qu'occupe notre langue dans l'enseignement bulgare, mais a déploré que la diffusion de la presse française soit incertaine.

BERNARD GUETTA.

## L'enquête sur l'affaire Moro

« LES COURS QUE M. NEGRI DONNAIT A PARIS LUI FOURNISSENT UNE EXCELLENTE COUVERTURE », estime « l'Humanité ».

Relevant les déclarations du juge d'instruction italien qui incrimine M. Toni Negri dans l'affaire de l'assassinat d'Aldo Moro, l'Humanité du 21 avril indique que, « selon certaines sources des services de renseignement », les Brigades rouges auraient entretenu des contacts avec les terroristes ouest-allemands et portugais.

Le quotidien du P.C.F. note d'autre part que « les cours qu'il [M. Negri] donnait à Paris lui fournissent une excellente couverture », dans la mesure où ils avaient été sollicités par M. Altshusser. Il ajoute : « On connaît l'activité criminelle des Brigades rouges, leurs liaisons avec l'extrême droite et certains milieux de la police en Italie. Les « autonomes » français ont à plusieurs reprises, et notamment au cours de la manifestation du 21 mars dernier, prouvé leur identité de nature avec les assassins d'Aldo Moro ».

Ces groupes n'ont pu fuir qu'après la prise d'armes, mais les auteurs de l'attentat ont renforcé la volonté de tuer contre ces agents de la réaction internationale et de l'autoritarisme policier.

A Milan, une journaliste du Manifesto, Mme Tiziana Maiolo, a été arrêtée pour avoir refusé de révéler la tenue des groupes échangés au cours d'un dîner entre M. Negri et le juge Alessandro. Son mari, également journaliste, avait été arrêté pour le même motif.

À Rome, une quarantaine de personnes auraient été arrêtées à l'aube du 20 avril pour « participation à des associations subversives de la gauche ». Elles appartiennent au mouvement « autonome ouvrier ». Selon le quotidien Libération, l'arrestation d'Alcide De Santis, l'un des dirigeants du mouvement, serait également l'objet d'un mandat d'arrêt.

L'attentat contre le Capitole a été revendiqué par un mouvement d'extrême droite, les Noyaux armés révolutionnaires. Mais les enquêteurs attribuent plutôt aux autonomes.

## Au Nicaragua

TENSION A LA FRONTIÈRE MÉRIDIIONALE

Managua (A.F.P.). — Les guérilleros nicaraguayens ont lancé de nombreuses attaques le vendredi 20 avril contre des objectifs militaires, en plusieurs points du pays, faisant six morts — quatre militaires et deux civils — et blessant une dizaine de personnes. Le climat social se détériore en raison de la difficulté économique.

Guérilla sandiniste s'apprête à lancer une opération d'ouverture dans le sud du pays. Des rumeurs font état du rassemblement de près de deux cents guérilleros à la frontière méridionale. L'armée a procédé à une cinquantaine d'arrestations vendredi dans l'ensemble du pays, et notamment à León, à 90 kilomètres au nord-ouest de Managua.

Les affrontements, qui étaient localisés en province, semblent se déplacer vers la capitale, relativement épargnée jusqu'ici.

D'autre part, les milieux financiers, industriels et ouvriers du pays se préparent à émettre des protestations contre la situation économique, illustrée notamment par la dévaluation, de 70 %, survenue le 7 avril, de la monnaie nationale, le córdoba, qui a entraîné une hausse de plus de 40 % des prix.

## En Israël

LE GOUVERNEMENT PROTESTE CONTRE L'ACQUITTEMENT DE QUATRE ACCUSÉS DU PROCÈS DE MAIDANEK

Jérusalem. — M. Moshe Dayan, ministre des affaires étrangères, a fait remettre au gouvernement israélien la note de protestation après l'acquittement de quatre des treize accusés au procès des gardiens de Maidanek (le Monde du 21 avril).

L'Association des anciens déportés juifs de France et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme ont, chacune pour leur part, dénoncé avec indignation cet acquittement.

L'Association nationale des anciens combattants de la Résistance exprime sa tristesse et son indignation. — (A.F.P.)

## LE 36<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLTE DU GHETTO DE VARSOVIE EST CÉLÉBRÉ LE 22 AVRIL

Le trente-sixième anniversaire de la révolte du Ghetto de Varsovie donnera lieu, dimanche 22 avril, à 11 heures, au mémorial du Martyr juif inconnu, à Paris, à une cérémonie organisée conjointement par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) et par la section française du Congrès juif mondial (C.J.M.).

Quatre thèmes seront évoqués au cours de cette manifestation :

• Le caractère exemplaire du combat des juifs contre le nazisme ;

• La lutte contre la prescription des crimes contre l'humanité ;

• La renaissance du racisme, de l'antisémitisme et du néo-nazisme ;

• Les falsifications de l'histoire qui tendent à minimiser l'effroyable de l'horreur du génocide.

D'autre part, une maquette commémorative, comprenant une partie artistique, aura lieu dimanche à 15 heures, au Palais des arts 325, rue Saint-Martin, à Paris.

## Au Chili LE GOUVERNEMENT INTERDIT LA MANIFESTATION DU 1<sup>er</sup> MAI

Des parents de Chiliens disparus ou supposés détenus ont commencé vendredi 20 avril une grève de la faim dans l'église Notre-Dame-de-Lourdes, à Santiago. Trente-cinq personnes, des femmes pour la plupart, y participent. Elles demandent la libération de personnes détenues le 18 avril alors qu'elles manifestaient pour demander au gouvernement des informations sur le sort de six cent cinquante disparus.

L'une des participantes à la manifestation du 18 avril, Mme Mariela Urrutia, veuve du poète Pablo Neruda, a déclaré par téléphone à l'Humanité avoir été frappée et insultée durant les sept heures où elle a été détenue.

D'autre part, le gouvernement du général Pinochet a interdit une manifestation prévue par diverses organisations syndicales pour le 1<sup>er</sup> mai. Selon le gouvernement, cette manifestation serait « une action politique inacceptable ».

À l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, a-t-il dit, des groupes extrémistes prétendent apaiser et éliminer l'opposition publique pour des activités troublant l'ordre public.

## Une édition hebdomadaire du « Times » pourrait être publiée à l'étranger

De notre correspondant

Londres. — Le conflit du Times s'est aggravé avec la décision du groupe Times, annoncée vendredi 20 avril par M. Rees-Mogg, directeur du quotidien, d'imprimer et de publier à l'étranger une édition hebdomadaire du journal. Cette édition de seize pages et dont le tirage escompté est de trente mille exemplaires ne sera pas vendue en Grande-Bretagne. Sa rédaction sera assurée par les journalistes sur une base volontaire et elle sera imprimée sous contrat, soit en Hollande où le syndicat n'est pas affilié à l'organisation internationale des ouvriers de la composition, soit, plus probablement, en Allemagne, à Francfort.

M. Rees-Mogg a indiqué que, pour des raisons de sécurité, il ne lui était pas possible de donner d'autres précisions. Il a exprimé l'espoir que l'édition hebdomadaire du journal paraîtrait avant le 3 mai — date des élections générales — et il a souligné qu'elle continuerait à paraître de façon régulière, même après la reparation éventuelle du quotidien.

Selon M. Rees-Mogg, l'idée d'une édition internationale hebdomadaire était à l'étude depuis longtemps. Il a ajouté que des lecteurs éminents s'étaient proposés

comme volontaires pour assurer le transport matériel de la copie rédactionnelle et des petites annonces qui ne seraient pas transmises par la voie du télégramme, pour éviter des difficultés avec les syndicats.

La décision de la direction est considérée comme une « provocation » par le principal syndicat des ouvriers de la composition (N.G.A.) dont les membres ont été licenciés, vendredi, pour la seconde fois.

En premier lieu, les syndicats ont décidé d'installer des piquets de grève autour des bâtiments du Times et du Sunday Times, à partir de lundi, en invitant le personnel syndiqué de l'entreprise à ne pas les franchir. Après une réunion agitée, le principal syndicat de journalistes (N.J.U.) a décidé dans la soirée que, dans l'immédiat, il laisserait chaque membre du syndicat libre d'agir selon sa conscience. Une autre réunion est prévue pour la semaine prochaine, afin d'arrêter une attitude définitive, car la direction pourrait faire appel à des journalistes appartenant à un autre syndicat. Pour sa part, le N.G.A. s'apprête à demander aux syndicats européens, membres de l'organisation internationale des ouvriers de la composition, de ne pas participer à l'impression de l'édition hebdomadaire. Enfin, le N.G.A. laisse prévoir des actions de travail de solidarité dans les publications régionales dépendant du groupe Times.

Le remède au conflit a été proposé par le syndicat britannique mais toujours démenté selon les nouvelles Lord Thomson, propriétaire des publications du groupe, se résignerait à vendre le Times et ses suppléments ainsi que le Sunday Times.

Parmi les acheteurs éventuels les plus fréquemment cités, figurent le groupe Pearson Longman, qui publie le Financial Times, l'Associated Newspapers, contrôlant le Daily Mail et l'Evening News, M. Rupert Murdoch, directeur du Sun et du News of the World, américain, et, moins probablement, Sir James Goldsmith, occupé actuellement au projet d'un magazine sur le modèle de l'Express.

En fait, la puissance financière de Lord Thomson et de son groupe lui permet de supporter les pertes accumulées depuis par le Times, évaluées à 23 millions de livres depuis 1965 ainsi que celles de 1 500 000 livres subies mensuellement en raison de la suspension de la publication du Times International, contrôlée par Lord Thomson et sa famille dans la proportion de 80 %, avait fait 126 millions de livres de bénéfices (90 millions de bénéfices nets) en 1978, l'année où le Times International a été détruite, vendredi 20 avril, après-midi, par un incendie criminel. Trois foyers ont été allumés avec des produits inflammables de l'imprimerie.

En dépit d'une intervention rapide des pompiers, l'imprimerie est gravement endommagée. Cet attentat n'a pas été revendiqué.

HENRI PIERRE.

## INCENDIE CRIMINEL A LA BOURSE DU TRAVAIL DE GRENOBLE

Deux ans après l'explosion qui avait dévasté le local du syndicat C.F.D.T. à la Bourse du travail de Grenoble, le 23 avril 1977, l'imprimerie du syndicat C.G.T. a été détruite, vendredi 20 avril, après-midi, par un incendie criminel. Trois foyers ont été allumés avec des produits inflammables de l'imprimerie.

En dépit d'une intervention rapide des pompiers, l'imprimerie est gravement endommagée. Cet attentat n'a pas été revendiqué.

Si le chômage est bien un problème économique, il est aussi politique, il est également social, humain, douloureusement, dramatiquement humain !

C'est à ce titre que, dans le cadre des activités de sa Commission des Affaires Economiques et Sociales, le GRAND ORIENT DE FRANCE organise une TRIBUNE PUBLIQUE :

MERCREDI 25 AVRIL 1979

A 20 HEURES

EN L'HOTEL DU GRAND ORIENT DE FRANCE

16, rue Cadet. — 75009 PARIS

L'HOMME

ET LE DROIT AU TRAVAIL

Mme Guillemette de Saligne,

MM. M. Bosquet, M. Cozeau, A. Cotta, A. Guichard, H. Laborit, R.-X. Lanteri, P. Meuthey, M. Paillet,

R. Parenque, participeront au débat.

## A Cannes

M. JEAN-PHILIPPE LEGAT INAUGURE LE MIP-TV

Cent deux pays représentés, plus de trois mille professionnels, plus de six cents sociétés de production et de distribution et quelque deux cent trente-cinq organismes de télévision : le MIP-TV (marché international des programmes de télévision), qui s'est ouvert le vendredi 20 avril à Cannes, fête son quinzième anniversaire dans l'euphorie des chiffres et des pourcentages.

M. Jean-Philippe Legat, ministre de la culture et de la communication, qui inaugure la manifestation, a souligné d'entrée de jeu que celle-ci avait la franchise de se baptiser « marché », qu'il ne saurait y avoir de développement durable de la télévision « en dehors de règles commerciales claires » et que la France, ne faisant pas de « nationalisme audiovisuel », devait ouvrir ses productions de nombreux pays étrangers tout

en exportant les siennes dans les mêmes pays, y compris les plus puissants.

Au cours d'une conférence de presse, M. Legat a notamment indiqué que la télévision par câble pourrait aider la diffusion de programmes français en Amérique du Nord. Il a précisé qu'il se rendrait vraisemblablement à l'automne aux Etats-Unis pour soutenir les films français.

En réponse à plusieurs questions, il a déclaré que le gouvernement « ne se laisserait pas prendre de vitesse » dans la mise en place des satellites de diffusion directe et que, en dépit des sanctions imposées à certains personnels de la S.F.P., cette société, en tant que son redressement, serait, avec deux mille cinq cents personnes, « l'entreprise de production la plus importante au monde ».

M. Legat a également souligné que la situation de l'Institut n'était en rien comparable à celle de la S.F.P. et qu'il n'y avait « aucun drame, aucun licenciement sous roche ».

Le numéro du « Monde », daté 21 avril 1979 a été tiré à 581 581 exemplaires.

A B C D F G H

سكوتات الامم